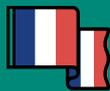


4

Printemps
2017
3,00 €



The Progressive Post



COUVERTURE SPÉCIALE

LE TRAITÉ DE ROME
ET SON AVENIR

FOCUS

DÉMOCRATIE TRANSNATIONALE
VS POPULISME

Avec les contributions de :

Michel Serres
Colin Crouch
Pascal Lamy
Harri Hursti
Vytenis Andriukaitis
Anna Diamantopoulou
Aleksander Kwaśniewski
Klaus Hänsch
László Kovács
Josep Borrell
Gianni Pittella



ÉCONOMIE

La loi de rééquilibrage
fiscal de l'Europe

SOCIAL

WiFi4EU :
vers une Europe connectée ?

ENVIRONNEMENT

Le gaspillage alimentaire
et ses effets dans le monde

DÉMOCRATIE

Privatisation de la démocratie
et sécurité des élections

The Progressive Post

Les Européens partagent une histoire et un avenir communs,
mais leurs idées et idéaux ont besoin de trouver un espace public.

The Progressive Post

Revue d'opinion européenne et progressiste publié en trois langues :
anglais, français et allemand.

The Progressive Post

Magazine qui réunit des experts reconnus dans le monde entier et offre
à ses lecteurs une plateforme d'information complémentaire
en ligne sur www.progressivepost.eu.

Abonnez-vous au magazine et notre newsletter hebdomadaire
sur www.progressivepost.eu et suivez-nous sur les réseaux sociaux
pour les dernières actualités, informations et analyses.



Fondation européenne
d'études progressistes



FEPS



@FEPS_Europe



Avec le soutien
du Parlement européen



N°4 - 2017

ISSN 2506-7664

Éditeur : Dr Ernst Stetter (Secrétaire général de la FEPS)

FEPS : rue Montoyer, 40 - 1000 Bruxelles

Rédacteur-en-chef : Alain Bloëdt

Comité éditorial : Elena Gil, Vassilis Ntousas, Maria Freitas, Dr Ania Skrzypek,
Catalin Dragomirescu-Gaina, Dr Hedwig Giusto, Dr Lisa Kastner, Rosanna Bennett

Révision, coordination et graphisme : Polydea - polydea.com

Traduction : Élise Patton, Adélaïde Blot, Iris Engintalay

Crédits photo : Shutterstock, The EU's Audiovisual Media Services

Copyright : © FEPS – Fondation européenne d'études progressistes

#04 TABLE DES MATIÈRES

CONTRIBUTEURS

p.3

ÉDITORIAL

> L'intégration malgré l'adversité

p.4

COUVERTURE SPÉCIALE

> Brexit : la nostalgie de l'ancien Empire britannique

p.5

> Un traité à fêter dans l'ambivalence

p.7

> L'UE : La première démocratie transnationale du monde

p.9

> Négociations sur le Brexit : pourquoi l'Union européenne ne peut pas faire de concessions

p.11

> Paix et démocratie en Europe depuis 1957

p.14

> Rendre sa grandeur à l'Europe, mais de façon progressiste

p.17

DÉBATS

PORTRAIT

> Włodzimierz Czarzasty

p.19

HISTOIRE

> La social-démocratie en son miroir

p.20

SOCIAL

> Wifi4EU : un élément essentiel pour une union numérique progressiste

p.23

> Wifi4EU : un pas en avant, deux pas en arrière ?

p.25

ÉCONOMIE

> La fiscalité en Europe : une question d'équilibre

p.27

> Fiscalité : la clé de l'intégration européenne et de la cohabitation espagnole

p.29

DÉMOCRATIE

> Adapter la démocratie à notre époque : le danger de la privatisation

p.31

> L'Europe n'est pas prête pour le vote électronique

p.33

ENVIRONNEMENT

> Transformer les excédents en action sociale

p.35

> Le scandale du gaspillage alimentaire dans le monde : et comment Donald Trump va régler ce problème

p.37

> Lutter contre l'absurdité du gaspillage alimentaire : une obligation morale

p.39

FOCUS

POINT DE VUE

> Il n'y a que des anachronismes dans ce monde actuel

p.41

> Le déficit démocratique de l'Europe est de nature anthropologique

p.44

ANALYSE

> Politiser l'Europe : des listes transnationales comme moyen de déplacer le débat de la possibilité d'un choix vers le choix en lui-même

p.47

> Faut-il adopter les primaires à l'échelle de l'UE ?

p.49

> La nouvelle ère de la gauche

p.51

ESSAI

> Les gardiens de la démocratie

p.53

> Le crowdsourcing, une réponse modeste au populisme

p.55

> Penser aux citoyens d'abord : l'attribution des 73 sièges du Royaume-Uni lors des élections européennes de 2019

p.57

INSPIRATION

PORTFOLIO

p.59

CARICATURE

p.65

À REGARDER

p.66

À LIRE

p.67

À RÉFLÉCHIR

p.68

À CUISINER

p.70

CONTRIBUTEURS



Colin Crouch **5**



Aleksander Kwaśniewski **7**



Klaus Hänsch **9**



Gerhard Stahl **11**



László Kovács **14**



Anna Diamantopoulou **17**



Włodzimierz Czarzasty **19**



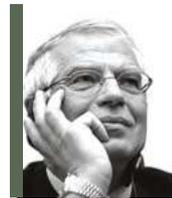
Christophe Sente **20**



Carlos Zorrinho **23**



Andrea Renda **25**



Josep Borrell **27**



Juan Moscoso del Prado **29**



Róbert Bjarnason **31**



Gunnar Grímson **31**



Harri Hursti **33**



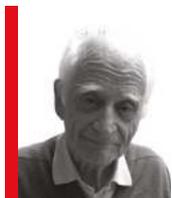
Juliane Kronen **35**



Joris Lohman **37**



Vytenis Andriukaitis **39**



Michel Serres **41**



Pascal Lamy **44**



Ania Skrzypek **47**



Luciano Bardi **49**



Gianni Pittella **51**



Ruairi Quinn **53**



Aleksander Głogowski **53**



Rhonda Donaghey **53**



Christopher Lord **55**



Friedrich Pukelsheim **57**



Bidu **65**

L'INTÉGRATION MALGRÉ L'ADVERSITÉ

Par Massimo D'Alema, Président de la FEPS, ancien Premier ministre de l'Italie

Les progressistes et les démocrates avaient bon espoir que les insanités prononcées par certains candidats pendant leur campagne électorale cesseraient une fois ceux-ci élus. Jusqu'à présent, toutefois, M. Trump semble tenir les promesses qu'il a faites à son électorat.



Cette idée est pour le moins déconcertante, car nous semblons avoir oublié que c'est précisément ce que tous les candidats sont censés faire. En même temps, nous devons à tout prix comprendre comment et pourquoi nous en sommes arrivés à une telle situation, car lorsque le président des États-Unis pense et agit comme M. Orbán, c'est l'ensemble du camp démocratique européen et toutes nos valeurs fondamentales qui sont menacés.

Les résultats de l'élection américaine représentent un saut qualitatif et un changement radical dans la nature de la droite. Ils engendrent des situations dangereuses susceptibles d'aggraver encore un peu plus les désaccords sur la scène internationale. Cette version de la droite est le fruit de

la crise de la mondialisation, la défaite de la vision néolibérale et optimiste qui a dominé le monde pendant une vingtaine d'années. Si les conservateurs ont perdu le contrôle du Parti républicain et l'ont abandonné aux mains d'un homme qui n'aurait jamais pu réussir seul, les progressistes devraient se montrer attentifs aux besoins, bien réels, de mesures de protection de la population, mis en avant par la campagne américaine. C'est tout particulièrement vrai pour les salariés et les secteurs les plus vulnérables de notre société ; des groupes dont les progressistes se sont malheureusement peu à peu détachés, parce que nous sommes devenus le parti de l'élite et non le parti du peuple.

Une situation intenable

Ce n'est pas un hasard si la droite nationaliste prend de l'ampleur. Nous n'avons pas su apporter une

réponse forte à la crise économique et financière qui a commencé en 2007-2008. L'urgence a certainement été maîtrisée, mais aucun progrès substantiel n'a été fait en matière de réformes structurelles visant à garantir une gouvernance raisonnable de l'économie et de la finance mondiales. Dans le même temps, nous sommes restés silencieux devant la déstabilisation et le chaos du monde arabe, révélant l'extrême faiblesse des organisations internationales et l'absence d'une stratégie d'action efficace et cohérente de la part de l'Union européenne et de l'administration Obama. L'augmentation des menaces et des conflits, le défi risqué et très inquiétant posé par le terrorisme islamique, ainsi que les inégalités et la pauvreté ont engendré la peur, un besoin généralisé de protection et un réflexe de repli chez de nombreux hommes et femmes qui voient leur sécurité, leur emploi et leur vie mis en danger. Nous ne pouvons pas ignorer cette situation.

Nous devons prendre conscience que cette mondialisation sans foi ni loi, sans institutions capables et désireuses de garantir un ordre international, n'est pas tenable.

Un défi pour l'Europe

La nouvelle stratégie américaine remet en cause le rôle du Vieux Continent et requiert une réponse audacieuse et efficace. La proposition d'Angela Merkel de relancer l'intégration politique européenne par une alliance de pays désireux et capables d'intensifier la coopération n'est pas une mauvaise idée, même si elle n'est pas nouvelle. Les progressistes devraient encourager les conservateurs à évoluer en ce sens et préparer l'approfondissement de l'intégration politique en renforçant les politiques axées sur la croissance, l'emploi et la justice sociale.



© Frédéric Legrand

| PARIS, FRANCE - Theresa May sous pression concernant les négociations sur le Brexit.

BREXIT : LA NOSTALGIE DE L'ANCIEN EMPIRE BRITANNIQUE

Par Colin Crouch

Maintenant que le gouvernement britannique a commencé à clarifier ses intentions concernant sa vie en dehors de l'Union européenne, nous pouvons de plus en plus nous rendre compte que la décision de se retirer de l'UE est doublement irresponsable.

Le risque économique

Tout d'abord, nous avons décidé de mettre en pièces les relations économiques dont nous profitons depuis plus de 40 ans, pas seulement avec l'UE mais avec chaque région du monde. Deuxièmement, nous prenons le risque d'estropier l'UE, un acte qui engendrerait un chaos général, et économique en particulier.

Le référendum en lui-même a été organisé de façon irresponsable, en ceci qu'il n'a imposé aucune obligation pour ceux qui ont fait campagne pour sortir de l'UE de préciser ce qu'ils entendaient par « sortir ». Cela signifiait-il sortir du marché unique, mais rester dans l'union douanière ? Les électeurs britanniques ont-ils pris conscience du fait que nos échanges avec le reste du monde étaient régis par notre adhésion à l'Union ? Pendant la campagne, après le référendum

et même jusqu'à la mi-janvier, personne ne pouvait répondre à ces questions. La campagne en faveur de la sortie de l'UE s'articulait autour de deux sujets principaux : l'évocation d'une somme d'argent totalement fautive qui pourrait être allouée au service de santé publique si nous quittons l'UE, et une panique grandissante autour de l'immigration liée de façon malhonnête à la crise des réfugiés du Moyen-Orient. Dans la mesure où la campagne en faveur du Brexit n'était pas menée par un parti cherchant à former un gouvernement mais par des groupes de personnes qui se sont rassemblées uniquement à l'oc-

casion du référendum, personne n'a voulu endosser la responsabilité des propos contradictoires et confus qui ont été énoncés. Et pourtant, la Première ministre déclare à présent que le sens du vote était clair : la population a choisi de se retirer totalement du marché unique et de l'union douanière, et souhaite renégocier l'ensemble de nos relations commerciales avec le reste du monde. Quiconque exprimerait des doutes quant à la faisabilité d'un tel projet se voit répondre qu'il défie « la volonté du peuple » et devrait donc se taire. En attendant, le pays passera les deux prochaines années à anéantir toutes nos relations com-

merciales et plusieurs années supplémentaires à essayer d'en établir de nouvelles, en sachant que nos partenaires potentiels seront bien conscients que nous avons désespérément besoin de ces accords.

Le danger pour l'UE

Dans son discours du 17 janvier, Theresa May a insisté sur le fait qu'il était dans l'intérêt du Royaume-Uni que l'UE survive et prospère. Pourtant, elle a également déclaré qu'à moins que les 27 membres de l'UE ne soient prêts à céder à toutes les demandes du Royaume-Uni lors des négociations, ce dernier deviendrait un paradis fiscal offshore doté d'une économie faiblement réglementée, insinuant que nous entraînerions le reste de l'Europe dans un « nivellement par le bas » des normes sociales. Cela s'apparentait à une menace d'automutilation, mais les journaux qui la soutiennent l'ont interprété comme une menace de la part du Royaume-Uni « d'écraser » l'UE s'il ne parvenait pas à ses fins. Il y a par conséquent une autre ambiguïté dans la position des protagonistes du Brexit : le Royaume-Uni souhaite-t-il exister aux côtés d'une Europe forte et stable, ou détruire les institutions qui encadrent la coopération européenne, réduisant ainsi les échanges commerciaux des pays européens à des guerres commerciales et abandonnant les pays de l'Europe centrale à leur sort face à un possible retour de la domination russe ? Donald Trump a clairement fait savoir que la dissolution de l'UE était l'un de ses objectifs et qu'il avait l'intention d'utiliser le Brexit comme une première étape en ce sens. Sans une Europe forte, les États-Unis pourraient asséoir un plus grand pouvoir unilatéral dans

le monde entier. Vladimir Poutine se réjouirait également d'assister à l'effondrement de l'UE : cela permettrait à la Russie de reconquérir plusieurs points d'accès à l'Europe centrale. Ce n'est pas seulement une des nombreuses manies de Trump, mais un objectif de longue date des néoconservateurs américains : s'il n'y avait aucun organisme international, seulement des États individuels, alors les États-Unis seraient clairement la force la plus puissante de la planète. Nous avons pu le constater avec le positionnement de l'administration de George W. Bush sur la guerre en Irak. Il démontrait un refus d'accepter les décisions des Nations unies et les préférences d'une majorité des membres de l'OTAN, et une détermination à bâtir des « coalitions de volontaires ». Aucun gouvernement n'était plus enclin à l'accompagner dans cette tâche que le New Labour de Tony Blair. Quelle chance le Royaume-Uni a-t-il désormais d'adopter des positions de politique étrangère indépendantes des États-Unis, alors que nous avons terriblement besoin de nouveaux accords commerciaux et que la campagne en faveur du Brexit avait tant d'arguments en commun avec celle de Trump ?

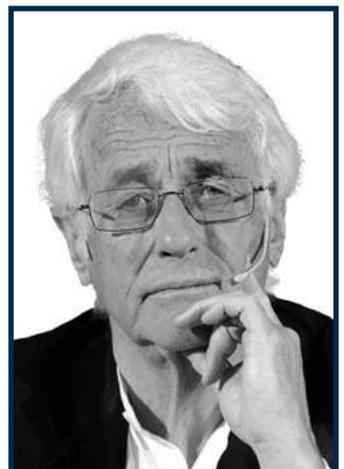
Le retour des rêves d'Empire

À travers leur relation avec les États-Unis, les gouvernements britanniques cherchent à conserver une partie du rôle qui était leur lorsque le pays gouvernait un vaste empire international. Parce que nous travaillons en étroite collaboration avec les États-Unis sur le plan militaire et que nous dirigeons un système financier mondial commun, nous avons le sentiment d'être

encore une grande puissance dans le monde. Pendant les 30 années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les gouvernements britanniques se sont rendu compte qu'il valait mieux se débarrasser de ces relents d'illusions impériales et ont essayé de nous apprendre à accepter l'indépendance de presque toutes les anciennes colonies, et à nous faire comprendre que nous étions désormais un pays de la région Europe. Une minorité à gauche comme à droite n'a jamais accepté cette nouvelle vision, mais est restée marginale, jusqu'à ce que l'immigration et peut-être de plus grandes angoisses liées à la mondialisation ne poussent davantage de personnes à les écouter. La nostalgie pour l'ancien Empire britannique, ou tout du moins le rêve de transformer les aspects de développement, culturels et sportifs qui forment le Commonwealth en un bloc commercial mondial, explique en partie le Brexit et la volonté de nombreux Britanniques d'en accepter les risques. Une part croissante de la classe politique en vient à croire que seule l'adhésion à l'UE nous a empêchés de le faire. Ils oublient que l'Empire n'incarnait pas un véritable libre-échange mais une relation avec des colonies subordonnées. Ces pays sont désormais entièrement indépendants, et s'ils peuvent être disposés à signer des accords commerciaux avec un Royaume-Uni qui en a désespérément besoin, cela ne se fera sans doute pas à des conditions avantageuses pour ce dernier. Voilà le véritable danger pour le Royaume-Uni du Brexit : que notre opinion, brouillée par les souvenirs d'un XIXe siècle florissant où nous avons tourné le dos au continent voisin pour dominer de grandes parties du monde, nous pousse à nous lancer dans une

tentative chevaleresque de nous bâtir un avenir économique sur la réminiscence de cette situation, nous jetant dans les bras d'une administration américaine profondément inquiétante et enhardissant des forces disparates (américaines, russes, populistes d'extrême-droite et islamistes) qui souhaiteraient par-dessus tout déstabiliser l'Europe à ce stade difficile de son histoire. Le cri de ralliement consistant à retrouver notre « souveraineté » a dominé le référendum du Brexit. Atteindre cet objectif signifie désormais abandonner notre place de deuxième membre votant de l'UE en faveur d'un partenariat secondaire, totalement dépendant et sans droit de vote avec les États-Unis, à un moment où ce pays lui-même est en proie à une forte instabilité.

 La version complète de cet article est disponible en ligne sur www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Colin Crouch est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les sociétés européennes, les politiques sociales et du travail, et les problèmes relatifs à la démocratie. Il a également inventé le concept de post-démocratie.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Abkommen gesetzt.

IN FIDE DI CHE i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce alla presente Convenzione.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dese Overeenkomst hebben gesteld.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom, am fünfundwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantesette.

Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd seven en vijftig.

© Communautés européennes 1950-1959

ROME, ITALIE - Le Traité de Rome a été signé le 25 mars 1957.

UN TRAITÉ À FÊTER DANS L'AMBIVALENCE

Par Aleksander Kwaśniewski

Entre la « table ronde » et les élections de 1989 en Pologne et le Printemps arabe, la fin du XX^e et le début du XXI^e siècle ont vu un nombre sans précédent de nations embrasser la démocratie. Pourtant, dix ans plus tard à peine, nous avons raison de nous inquiéter. Car c'est la qualité de la démocratie qui est en jeu.

Même dans les régions du monde où elle semble profondément ancrée, les

principes fondamentaux de la démocratie ont été récemment remis en question, et ses institutions indispensables ont été

affaiblies. Tout se passe comme s'il ne s'agissait après tout que du résultat d'une élection, et que les procédures, le respect des lois,

la résolution des conflits par le dialogue, la liberté de la presse, la prise en compte des intérêts de ceux dont les représentants n'ont pas gagné les élections et la continuité des traditions et des usages politiques étaient sans importance. En outre, dans l'univers mondialisé qui est le nôtre aujourd'hui, la notion de démocratie doit également inclure l'ouverture, la coopération et la solidarité.

Des raccourcis populistes

Le populisme est le nom de l'ennemi contemporain le plus puissant de la démocratie. À la suite des crises financières et économiques de 2008-2010, un certain nombre de citoyens et d'électeurs de pays différents se sont mis à croire de façon toujours plus fervente qu'il existait des solutions simples à leurs problèmes bien réels. Il pourrait être tentant d'abonder dans leur sens. Les hommes politiques qui suivent cette pente, une fois élus, peuvent choisir des raccourcis au lieu de résoudre les problèmes en tenant compte de leur complexité. Les processus politiques et sociaux que cela implique les entraîneraient à ébranler le fonctionnement d'un état démocratique.

Nous vivons une période de « crash-test » pour les démocraties. Leur viabilité est mise à l'épreuve dans au moins deux situations, mais il pourrait y en avoir d'autres à la suite des élections prévues au cours des deux prochaines années. Les systèmes politiques démocratiques disposent-ils de garde-fous internes suffisamment solides pour stopper ceux qui souhaiteraient abuser du pouvoir ? Je pense que oui. Dans le cas contraire, on

pourrait se réveiller un jour face à un mélange de gouvernance semi-démocratique, d'inefficacité économique, d'isolationnisme et de mesures de sauvegarde des droits humains et de la protection sociale affaiblies.

L'Union européenne telle que nous la connaissons ne survivra pas sans son fondement de valeurs démocratiques. Aucune politique régionale ou de cohésion n'existerait sans confiance mutuelle. Sans leadership commun, aucune action visant à construire une économie du savoir innovante ne serait possible. Aucun ensemble de lois communes ne serait concevable sans un Parlement directement élu, une Commission impartiale et une Cour de Justice respectée.

Un ensemble de règles partagées

Le point de départ est un ensemble de principes et de règles acceptés par tous. Par conséquent, l'Union doit réaffirmer son engagement en faveur de la liberté, de la démocratie, du pluralisme et de l'état de droit. C'est extrêmement urgent. Les populistes ne peuvent pas s'emparer du pouvoir. Les citoyens, les sociétés, doivent avoir la certitude que nous ne les laisserons pas tomber. Il semble évident qu'en cas de risque d'infractions systémiques et répétées des valeurs élémentaires de l'UE que chacun de ses membres est juridiquement tenu de respecter, un premier avertissement et une prise de position efficace de l'UE seraient utiles. D'autre part, l'attitude traditionnelle de la Communauté, fondée sur des consultations séparées et sur la patience, semble appropriée, au moins dans un premier temps. L'objectif est d'améliorer

la situation, pas de provoquer un sentiment anti-européen. L'évolution de la situation doit provenir de la volonté des sociétés elles-mêmes de rétablir le plein respect des normes démocratiques. Mais un pays se trouvant dans une telle situation, s'il est réellement fidèle aux principes d'intégration, ne devrait pas entraver la performance de l'UE dans son ensemble. La sécurité, la prospérité et la paix sont en jeu.

Bien qu'elle soit déjà un système politique démocratique, l'Union elle-même pourrait bénéficier de quelques ajustements. Les demandes visant à « se rapprocher des citoyens » sont devenues un cliché, mais je crains qu'aucun effet spectaculaire ne puisse être atteint à court terme. La désignation de *Spitzenkandidaten* pour chacun des partis politiques européens s'affrontant pour endosser le rôle de Président de la Commission en cas de victoire électorale constitue sans conteste une tentative louable. Elle doit persister en 2019 et lors des campagnes suivantes. Toutefois, je me garderais bien de poser trop rapidement un sceau paneuropéen sur la liste des candidats aux élections législatives. En Europe centrale, tout du moins, le taux de participation extrêmement faible aux élections législatives européennes est un vrai problème. Nous avons besoin d'ancrer l'importance de cet acte politique dans la conscience des électeurs avant de passer à des solutions plus ambitieuses.

La recherche de nouvelles idées

Aussi devrions-nous fêter le 60^{ème} anniversaire du Traité de Rome

dans une certaine ambivalence : en souhaitant continuer à renforcer l'UE et à la rendre plus démocratique, en dépit d'un contexte qui balancent entre par les problèmes sans tarder et défis à relever à l'avenir. Ceux-ci ne seront pas résolus d'ici mars, mais un jour, nous y parviendrons. De nouvelles opportunités peuvent surgir bien plus tôt que ce que la plupart imaginent. L'Union, même remodelée après le Brexit, peut à nouveau devenir plus cohésive, plus intégrée. Cela commencera par la recherche de nouvelles idées. La crise et le chômage de masse semblent avoir été surmontés ; la gouvernance de la zone euro s'est améliorée ; j'ose croire que les élections nationales à venir seront stimulantes et nous épargneront des frustrations : si l'on regarde la situation de plus près, les perspectives sont meilleures que ce que l'on imagine.



> **AUTEUR**
Aleksander Kwaśniewski a été président de la Pologne entre 1995 et 2005. Il est également le fondateur d'Amicus Europae Foundation.



ROME, ITALIE - L'objectif du Traité de Rome était d'éviter la guerre en Europe.

L'UE : LA PREMIÈRE DÉMOCRATIE TRANSNATIONALE DU MONDE

Par Klaus Hänsch

Le Traité de Rome est né en des temps de crise profonde. Après des tentatives ratées de construire une union militaire (CED) et une union politique (CPE), le Traité a fait de l'économie le point central de l'unification européenne.

Les politiques sociales n'étaient qu'un pansement destiné à couvrir les cicatrices causées par les marchés. Il n'a jamais été ques-

tion d'économie sociale de marché avant 2009. Le Traité ne mentionne toujours pas la justice distributive, ni entre les riches et les pauvres au sein d'une société, ni entre les États

membres. Et pourtant si l'Union, comme toute autre entité politique, souhaite rester stable, elle ne doit pas laisser les inégalités se creuser. Pour les gouvernements, le Traité

de la CEE était un outil permettant de légiférer. La démocratie parlementaire n'était présente qu'au niveau des États membres. C'en est qu'avec les élections législatives européennes de 1979 que le Parlement a acquis une plus grande légitimité, et seulement en 2009 qu'il a obtenu les droits législatifs appropriés. Après plusieurs réformes de son traité, l'Union est devenue la première démocratie transnationale du monde.

Le responsable, c'est Bruxelles

Cela n'a sans doute pas beaucoup contribué à améliorer son acceptation parmi les citoyens. Nombreux sont ceux qui pensent que la démocratie est plus fortement menacée par les gouvernements élus à Bruxelles que par un groupe autoproclamé d'une centaine de banquiers hautains qui jouent au Monopoly à New York, Londres et Singapour. Une grande partie de ceux qui pensent qu'ils doivent défendre leurs démocraties nationales contre Bruxelles bradent leur propre démocratie et même les choix de leurs électeurs aux algorithmes des systèmes de big data privés internationaux et à des services secrets alliés et ennemis. C'est contre ces atteintes à la démocratie en elle-même que les démocrates européens doivent s'élever.

La politique étrangère européenne n'apparaissait pas dans les Traités de Rome. Pendant la Guerre froide, l'Europe de l'Ouest est restée dans le sillage des États-Unis. Si l'on revient sur ces dix dernières années, l'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis n'est que la troisième étape d'une série de chan-

gements fondamentaux qui ont bouleversé l'environnement géopolitique en Europe. « Make America great again », c'est la version de Donald Trump des ambitions de Vladimir Poutine de voir émerger une Grande Russie et des aspirations de Xi Jinping pour la Chine de bâtir une « région Asie-Pacifique qui dirige le monde ». Chacun d'eux suit un élan national autoritaire. Chaque « accord » entre eux établira des sphères d'influence qui tiendront l'Europe à l'écart, jusqu'à ce qu'elle commence à agir dans ses propres intérêts.

C'est l'héritage et la mission de l'unification de l'Europe que de créer un espace de paix et de liberté, de démocratie, de justice, de sécurité et de laïcité dans le monde et de veiller à ce que ces concepts perdurent. Elle a besoin d'une cause qui aille au-delà de l'économie et de la puissance. Elle devrait s'efforcer d'être davantage qu'un énorme marché dans lequel la justice, la Nation et le gouvernement disparaissent. Le Brexit ne sera une crise que si l'Union n'adopte pas une position claire quant aux tenants et aboutissants de la sortie du Royaume-Uni, et si des années de comportement égocentrique la font baisser encore un peu plus dans l'estime des citoyens.

Nul besoin de nouveaux traités

La rétrogradation de l'Union européenne à un simple marché sans règles communes concernant les affaires sociales, la protection de l'environnement et du consommateur ou encore d'autres secteurs la rendrait encore moins pertinente, et pas plus attractive pour autant. Ses citoyens n'ont que faire des

nouveaux traités, et à juste titre ; si les États membres respectaient et appliquaient le traité existant, ils seraient capables de relancer la croissance économique anémique du Sud, d'empêcher les tragédies vécues par les réfugiés en Méditerranée, de faire disparaître les paradis fiscaux, d'établir une justice distributive dans toute l'Europe, de renforcer la coopération en matière de sécurité intérieure et extérieure et de libérer l'union des inquiétudes et des jalousies nationales.

Le nationalisme est-il en train de refaire surface 60 ans plus tard ? En réalité, il n'a jamais disparu. En fin de compte, l'Union n'a pas débarqué d'une autre planète. Elle a été fondée par des États nation qui ont fait de l'Union ce qu'elle est aujourd'hui. Aucun des grands protagonistes de l'unification de l'Europe n'a essayé de supprimer les constitutions nationales et ou de revenir sur l'indépendance de son pays. Ils réfléchissaient en termes de Nation et c'est la raison pour laquelle ils ont continué à faire avancer l'unification de l'Europe.

À cette époque, cependant, le concept de « nationalisme » représentait le courage de prendre un nouveau départ, pragmatique, et de faire que les États et les peuples d'Europe se réconcilient et coopèrent de façon inviolable. Aujourd'hui, le néo-nationalisme défend la lâcheté contre le dur labeur que représentent la considération et le compromis, et s'associe à la colère et au ressentiment contre ce qui a été créé. En France, il est sur le point d'atteindre une masse critique et de détruire l'Union.

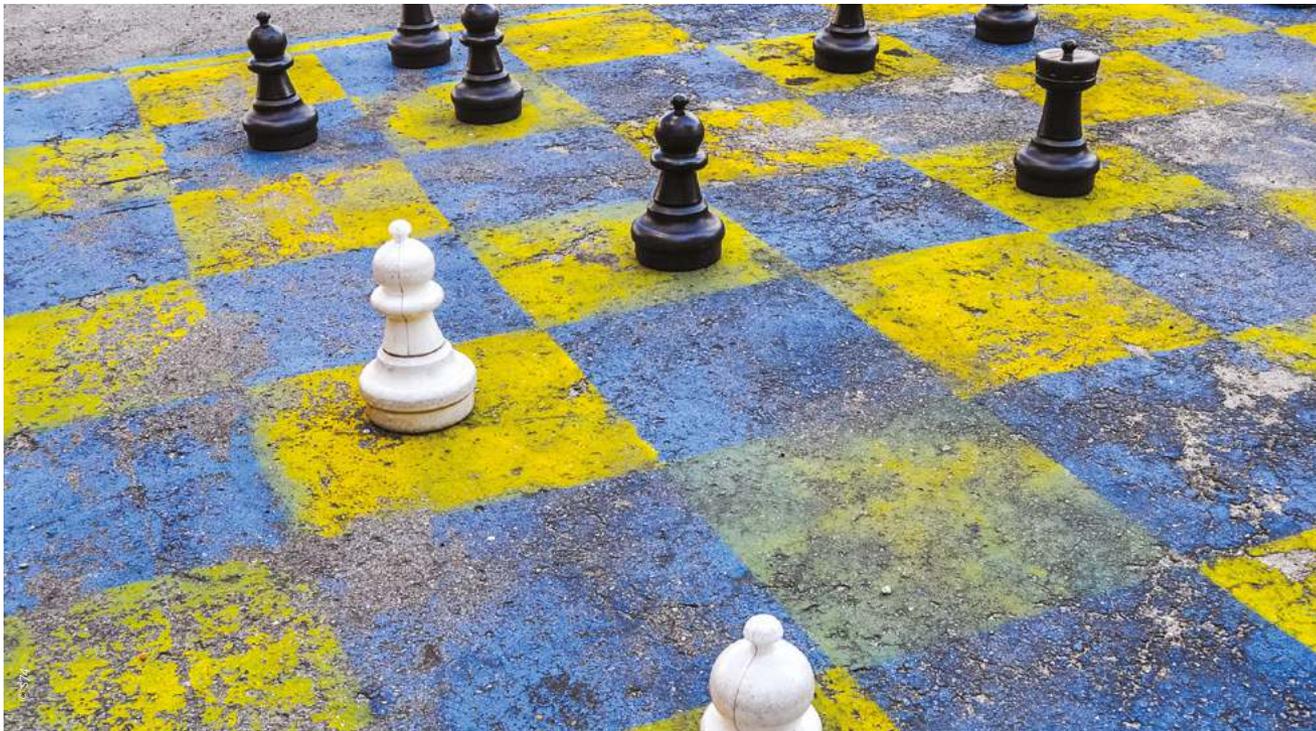
L'objectif pour l'Europe était d'éviter la guerre. Personne n'a promis

une Europe sans crise. Construite sur le Traité de Rome et développée étape après étape, l'unification européenne s'est révélée étonnamment stable depuis 1957. Elle a surmonté les crises liées à l'unification et l'« Euroclérose », elle a géré les conséquences politiques des révolutions pacifiques en Europe de l'Est, y compris la réunification de l'Allemagne, et s'est adaptée à l'élargissement de six à vingt-huit (moins un) États. Elle a façonné la culture politique en Europe de façon bien plus profonde que ce qui est généralement admis, comme le montrent les réactions aux menaces actuelles en Pologne, en Hongrie et en Roumanie. Et tandis que les Cassandre, tant dans le domaine politique que scientifique et culturel, évoquent le crépuscule de l'Europe et lui prédisent un destin tragique, nous cherchons la leur d'espoir dans l'ombre des grands défis intérieurs et extérieurs.



> AUTEUR

Klaus Hänsch est membre du parti social-démocrate d'Allemagne. Il a été président du Parlement européen de 1994 à 1997 et député européen de 1979 à 2009.



VARSOVIE, POLOGNE - Les négociateurs du Brexit joueront un jeu de stratégie.

NÉGOCIATIONS SUR LE BREXIT : POURQUOI L'UNION EUROPÉENNE NE PEUT PAS FAIRE DE CONCESSIONS

Par Gerhard Stahl

La sortie de l'Union européenne de la Grande-Bretagne prend forme. À la fin du mois de janvier, la Première ministre britannique a présenté un projet de loi sur le Brexit au Parlement européen.

La Chambre des Communes a approuvé le projet de loi de sortie de l'UE le mercredi 8 février à une large majorité. Dans des déclarations publiques et dans un livre blanc, Theresa May a dessiné les contours de la position britannique : une séparation rapide et totale de l'UE. La crainte que le retrait du marché unique européen entraîne des conséquences économiques négatives a été prise en compte et contrée par l'allusion à des accords commerciaux et d'investissements à conclure.

Le paysage politique s'est opacifié. La volonté de la majorité des britanniques de quitter l'UE et l'élection d'un outsider à la présidence des États-Unis ont fait voler en éclat les principes politiques établis. De nombreux électeurs ont montré qu'ils souhaitaient un changement politique profond. Les croyances inébranlables des dernières décennies, par exemple le caractère nécessaire de l'intégration européenne ou les bénéfices du libre-échange et d'une société ouverte, sont actuellement remises en question.

La complexité du divorce britannique

Cela formera le contexte des négociations de sortie, qui constitueront l'une des tâches les plus difficiles politiquement et techniquement que l'UE et le Royaume-Uni auront à mener à bien au cours des deux prochaines années. La sortie du Royaume-Uni, après 40 ans d'appartenance à l'UE, affecte tous les principaux domaines politiques et économiques : l'affiliation au marché intérieur, les accords commerciaux, la contribution au

budget européen, la politique de recherche, la politique régionale, la politique agricole, la politique de concurrence, la coopération judiciaire, la politique étrangère et de sécurité commune, etc. En dépit de la complexité technique, il ne faudrait tout de même pas oublier que le « divorce britannique » exige également des décisions politiques essentielles qui façonneront l'avenir de l'Union européenne et de ses membres restants.

Les gouvernements nationaux, mais aussi l'UE elle-même, doivent affronter le fait que les perdants de la mondialisation rejettent la politique actuelle de concurrence internationale et de marchés ouverts. Cela a été démontré par le vote britannique, par lequel les salariés des régions industrialisées se sont prononcés en faveur du Brexit.

Le nouveau gouvernement conservateur répond à ce message électoral avec un changement de cap clair. Une politique industrielle visant à créer des emplois au Royaume-Uni a été annoncée. Dans le même temps, la fin de la libre circulation des Européens est exigée et des restrictions à l'accès des travailleurs étrangers sont préparées. La consolidation budgétaire prévue par le gouvernement précédent a été ajournée. En outre, des efforts sont faits pour offrir aux partenaires internationaux des futurs accords commerciaux et d'investissements du Royaume-Uni des conditions plus favorables que celles des accords européens. Des entreprises multinationales telles que Nissan se sont déjà vu promettre une aide de l'État pour apporter des investissements au Royaume-Uni.

Le résultat du référendum britannique et des élections américaines est également un signal d'alarme pour l'Union européenne. De plus en plus de citoyens exigent aussi une protection des effets négatifs de la mondialisation de la part des hommes politiques européens. Les inégalités croissantes au sein de la société ne sont pas uniquement un problème anglo-saxon. La garantie d'une certaine cohésion sociale est également un défi pour l'Europe. Après des années de politique majoritairement néoclassique fermement influencée par le Royaume-Uni, l'Union européenne doit se souvenir de ses promesses de financement d'une économie sociale de marché. Un changement est bien évidemment nécessaire. Ironie de l'histoire, l'orientation croissante de l'UE vers le libre-échange, la politique de l'offre et de la concurrence sans mesures sociales pour l'amortir a été rejetée par les électeurs de l'un des pays qui étaient justement à l'origine de cette politique. La croyance en l'autorégulation des marchés doit être remplacée par une interaction responsable entre les acteurs publics et privés. L'objectif de l'Union européenne économique et monétaire n'est pas seulement d'améliorer la compétitivité en ouvrant les marchés nationaux, mais aussi, conformément au Traité de l'UE, de promouvoir une cohésion économique, sociale et territoriale. Derrière ce mot de cohésion, il y a une promesse de protection, qui a été endossée par les fonds structurels européens, en l'occurrence pour soutenir les perdants de la concurrence. Les exigences principales du Brexit sont contradictoires avec la politique nécessaire à la poursuite du développement de l'UE. Si le Royaume-Uni souhaite participer

au marché intérieur européen par le biais d'accords commerciaux et d'investissements sans accepter la libre circulation des travailleurs européens, alors une fonction d'équilibrage importante du marché commun sera affaiblie. Un marché commun est dépendant de la possibilité d'un équilibre entre les parties faibles et les parties fortes. Cet équilibre peut être trouvé à l'aide de transferts financiers, d'une politique sociale et de programmes de dépenses centrales ou d'ajustements du marché. Puisque l'UE n'a disposé jusqu'ici que de très peu d'instruments compensatoires, le mécanisme de marché doit être capable de fonctionner. La libre circulation des travailleurs est aussi juridiquement ancrée dans les traités européens. La mobilité des travailleurs permet aux citoyens européens de se rendre là où il y a du travail à l'intérieur des frontières de l'UE. Cela réduit le chômage dans les régions en crise et évite le manque de main-d'œuvre dans les zones de croissance.

Pas de participation sans règles communes

La participation au marché européen exige de se plier aux règles communes. Sans la reconnaissance d'une communauté de droit dotée d'une juridiction adéquate, aucun marché unique ne peut fonctionner. Si le Royaume-Uni souhaite retrouver une souveraineté nationale totale et rejette la juridiction d'une cour supérieure sur les questions de marché intérieur, cela exclut une participation égale au sein du marché intérieur européen. Si le Royaume-Uni souhaite prendre part au marché unique européen, il doit participer au

financement des programmes de dépenses européens, comme les fonds structurels. Ces programmes ont été créés pour favoriser la cohésion de l'UE. Compte tenu de la répartition régionalement et socialement inégale des effets de la concurrence sur le marché unique européen, qui ont fortement augmenté depuis la crise financière internationale de 2007, un renforcement des instruments de solidarité européenne est essentiel. C'est également la réponse appropriée aux critiques de plus en plus appuyées envers l'UE dans certains États membres particulièrement touchés par la crise. Les négociations avec le Royaume-Uni doivent prendre cela en compte. Tout pays souhaitant bénéficier des avantages du marché intérieur doit aussi participer au financement des politiques nécessaires à une expansion socialement responsable du marché intérieur.

Ces exigences importantes restent valables même si la participation au marché intérieur est régulée par des accords commerciaux et d'investissements, et non plus par le Traité de l'UE. Bien évidemment, l'UE entretient des relations commerciales avec de nombreux pays sans que cela implique un quelconque engagement. Mais les discussions autour du TTIP et du CETA, les accords de commerce et d'investissements avec les États-Unis et le Canada, ont démontré que toute coopération économique plus étroite pose des questions de régulation et de compensation supplémentaires.

L'intégration économique entre l'UE et le Royaume-Uni est devenue si étroite que la poursuite des relations économiques exige de trouver une solution à ces ques-

tions. Les deux parties ont bien sûr un grand intérêt à poursuivre ces relations économiques. Cependant, l'UE doit être capable de contrecarrer la pression protectionniste de politiques favorisant la consommation américaine ou les investissements britanniques par ses propres politiques commerciales et industrielles. Ce n'est qu'à ces conditions qu'il sera possible de continuer à soutenir l'intégration européenne ainsi qu'un modèle économique et social européen ouvert. Cet objectif ne devrait pas être mis en danger dans les négociations de sortie du Royaume-Uni, un futur concurrent sur le marché mondial. Ce concurrent ne sera plus lié par la politique de concurrence européenne et la législation en matière d'aides de l'État. Par conséquent, un gouvernement britannique conservateur pourrait également essayer de conquérir un avantage concurrentiel par le biais du dumping social et fiscal et de normes environnementales moins exigeantes. L'accord commercial potentiel entre les États-Unis et le Royaume-Uni, particulièrement étroit, augmente aussi le risque que les biens et services américains qui ne sont pas conformes au droit européen puissent entrer dans l'UE par le biais du Royaume-Uni. Le marché intérieur de plus de 400 millions de personnes doit être utilisé à des fins de développement économique et d'emploi. Le libre-échange international va dans l'intérêt de l'Europe. Toutefois, l'UE ne peut pas permettre que des emplois soient mis en danger par une concurrence déloyale et des normes moins exigeantes.

 La version complète de cet article est disponible en ligne sur www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Gerhard Stahl est professeur invité au Collège d'Europe et à la Peking University HSBC Business School.



■ BUDAPEST, HONGRIE - La plupart des conflits entre le gouvernement d'Orbán et l'UE ont émergé à la suite de la crise des migrants.

PAIX ET DÉMOCRATIE EN EUROPE DEPUIS 1957

Par László Kovács

Tirant les leçons de deux guerres mondiales, le 25 mars 1957, six pays d'Europe de l'Ouest ont mis en route le processus d'intégration européenne en signant le Traité de Rome. Leur objectif était d'éviter d'autres destructions en renforçant leur interdépendance et en acceptant un système de valeurs communes. L'une des composantes de ce système était leur engagement envers la paix et la démocratie, deux valeurs fortement liées l'une à l'autre.

Avec la fondation de la Communauté économique européenne le 1er janvier 1958, de nouveaux horizons se sont ouverts pour le développement économique et social du continent. Le marché intérieur unique s'est peu à peu développé, un système judiciaire commun a été établi (fondé sur les valeurs communes mentionnées ci-dessus), et des règles concernant le fonctionnement, l'approfondissement et l'élargissement de l'intégration ont été échafaudées. Le Traité de Rome a été amendé de nombreuses fois depuis, mais la démocratie, la liberté, la constitutionnalité et la solidarité sont restées ses valeurs fondamentales.

La démocratie est un critère de base de l'accession. L'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal n'a pu avoir lieu qu'après la disparition des dictatures dans ces pays. La transformation politique de 1989-1990, l'élimination du système du parti unique et la mise en place d'un État démocratique et constitutionnel et de l'économie de marché ont constitué des étapes clés qui ont rendu possible l'accession de pays appartenant jusque-là au bloc soviétique.

Le parcours hongrois

Je souhaiterais brièvement résumer le parcours effectué par mon propre pays, la Hongrie, pour rejoindre l'Union européenne. La révolution d'octobre 1956 a constitué un signe clair de la volonté des Hongrois de vivre dans un pays libre, indépendant et démocratique. Bien que la révolution ait été réprimée par l'armée soviétique, certaines petites réformes ont été introduites dans les politiques économiques et culturelles avant la fin des années 1960. Au début des années 1980, grâce aux opportunités créées par la Conférence d'Helsinki en 1975 et aux accords qui en ont résulté, parallèlement à la baisse des tensions entre les deux systèmes politiques, économiques et militaires opposés, la Hongrie a entamé une ouverture prudente aux pays démocratiques de l'Ouest. L'apogée généralement admis de cette ouverture fut le démantèlement du rideau de fer et l'ouverture de la frontière austro-hongroise le 9 septembre 1989. Les plus de 60 000 citoyens de l'Allemagne de l'Est vivant en Hongrie ont ainsi pu rejoindre la République fédérale d'Allemagne par l'Autriche. La décision hongroise a contribué à la chute du mur de Berlin et à la réunification des deux États allemands en octobre 1990. Grâce à ces actes, la Hongrie a prouvé son engagement envers la démocratie, la liberté et la transformation politique, facilitant son entrée dans l'Union européenne par la suite.

Intégrer l'Union européenne était une perspective si attrayante qu'après l'accession de 9 pays de l'Europe de l'Ouest, l'UE a accepté que 8 pays issus de l'ancien bloc

soviétique entrent dans son giron le 1er mai 2004, et deux de plus en 2007. L'immense majorité de la population de tous ces pays nouvellement intégrés était en faveur de cette accession. Bien qu'un certain degré de déception soit apparu plus tard dans la plupart de ces nouveaux États membres, la majorité de leur population continue à soutenir l'appartenance de leur pays à l'UE ; et cela même en Hongrie, où le gouvernement de Viktor Orbán a mené une campagne inflexible contre l'Union européenne et ses dirigeants – une campagne fondée sur des mensonges. En effet, dans ces pays ayant appartenu au bloc soviétique pendant des décennies, les traditions démocratiques ne se sont pas développées de la même façon que dans les pays d'Europe de l'Ouest, et cela pose un vrai problème.

Malgré des débuts prometteurs juste après son intégration, la tension entre la Hongrie et l'Union européenne est devenue permanente depuis l'accès au pouvoir de Viktor Orbán en 2010. Avant son élection en 2010, il avait clairement dit que son objectif était d'établir un terrain politique central dans lequel un parti unique et fort au pouvoir serait capable de prendre toutes les décisions importantes sans débats, considérés comme inutiles. Cette « démocratie sans débat », au nom de laquelle Orbán a démantelé le système de freins et de contre-pouvoirs nécessaires à la démocratie et a limité le pouvoir de la cour constitutionnelle, l'indépendance de la justice et la liberté de la presse, ne respecte pas les valeurs de l'Union européenne. Au cours des sept dernières années, plusieurs conflits ont eu lieu entre les dirigeants et les institutions de

l'Union européenne et le gouvernement de Viktor Orbán. Toute remarque concernant la violation des valeurs, des normes et des règles de l'Union européenne est traitée comme une attaque envers la souveraineté de la Hongrie. Le gouvernement de Viktor Orbán a été plusieurs fois condamné par la Commission européenne pour manquement à ses obligations. Le Parlement européen a également exprimé clairement son mécontentement à plusieurs reprises en raison des violations des valeurs et des principes fondamentaux de l'Union.

La campagne anti-immigration de Viktor Orbán

Les conflits les plus graves entre le gouvernement d'Orbán et l'Union européenne ont émergé à la suite de la crise des migrants. Le gouvernement a refusé toutes les solutions à l'échelle de l'Union et n'a encouragé que les solutions nationales. Viktor Orbán a parlé de conspiration entre les dirigeants de l'Union, le gouvernement d'Obama, George Soros, certaines ONG et les trafiquants de personnes. Il a accusé les hommes politiques européens qui l'ont critiqué de trahir l'Europe et d'encourager le flux massif de migrants musulmans, tout en se positionnant en fervent défenseur d'une Europe chrétienne. Plusieurs États membres de l'Union européenne ont refusé d'accueillir des réfugiés et d'appliquer le quota obligatoire. Cependant, seul le gouvernement de Viktor Orbán a appelé à un référendum, qui au final a été un camouflet pour lui. Parmi les États membres de l'Union

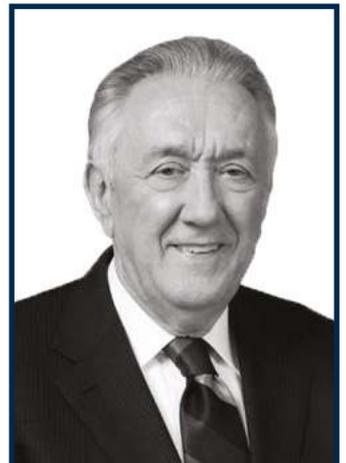
européenne, seul le gouvernement de Viktor Orbán a mené une campagne d'affichage fondée sur des affirmations fausses, déclenchant des élans de haine envers les réfugiés.

Les dirigeants et les institutions de l'Union européenne ont joué un rôle important pour développer l'intégration ces dernières années. Mais Viktor Orbán s'en prend à eux avec un acharnement toujours plus grand. Sa plus violente crise de colère contre l'Union européenne a eu lieu au début du mois de février, pendant une conférence donnée en mémoire de l'économiste et professeur d'origine hongroise Alexandre Lámfalussy, l'un des pères de l'euro, récemment décédé en Belgique. Il a affirmé que l'Union était en train de sombrer et que son influence dans le monde diminuait. Son but était de renforcer de façon significative l'autorité nationale aux dépens des aspects communautaires.

“
**VIKTOR ORBÁN
 S'EN PREND
 À L'UNION
 EUROPÉENNE
 AVEC UN
 ACHARNEMENT
 TOUJOURS
 PLUS GRAND**
 ”

Se référant au président des États-Unis Donald Trump, il a déclaré que les intérêts des États membres étaient plus importants que ceux de l'Union. Il a également fait l'éloge des États autoritaires (Russie, Turquie, Azerbaïdjan et Kazakhstan) au détriment des démocraties européennes occidentales, et a exprimé clairement qu'il soutenait l'essor des mouvements populistes dans les États membres de l'ouest. Il a répété ces affirmations quelques jours plus tard à Bruxelles, lors d'un événement organisé en collaboration avec les fondations Antall József et Konrad Adenauer.

Depuis la signature du Traité de Rome il y a 60 ans, l'intégration européenne a joué un rôle important dans le maintien de la paix et le renforcement du développement économique et social de ses États membres, renforçant la démocratie et la constitutionnalité et relevant les défis régionaux et mondiaux du continent. Que ce processus se poursuive ne relève pas seulement de l'intérêt des États membres, mais aussi du continent et du monde dans son ensemble. Afin d'atteindre cet objectif, il est essentiel que les défenseurs de la démocratie fassent front commun et que les partis et hommes politiques populistes soient démasqués et isolés. Les gouvernements des États membres doivent cesser de penser à la réussite de leur pays comme le seul produit de leurs efforts tout en accusant les institutions de l'Union européenne de toutes les difficultés qu'ils rencontrent. Dans ce contexte, il est important d'améliorer la communication de la représentation de la Commission européenne dans les États membres. Voilà l'objectif que les socialistes se sont fixé en Hongrie.



> AUTEUR

László Kovács est un ancien ministre des Affaires étrangères de la Hongrie, et ancien membre de la Commission européenne.



ALABAMA, ÉTATS-UNIS - La « grandeur » selon Trump renvoie à la supériorité des États-Unis sur le reste du monde.

RENDRE SA GRANDEUR À L'EUROPE, MAIS DE FAÇON PROGRESSISTE

Par Anna Diamantopoulou

Alors que nous approchons du 60^{ème} anniversaire de l'UE, le projet européen semble aujourd'hui plus pertinent que jamais. Ce n'est pas un cliché de plus. L'évolution du monde et certains événements internationaux qui paraissaient unimaginables il y a quelque temps se produisent désormais, et viennent s'ajouter à une crise financière qui a révélé des failles inhérentes aux systèmes politiques et continue de les ébranler sur l'ensemble du continent.

A ce stade et dans le contexte actuel, la crise est devenue véritablement existentielle, et cela entraîne des conséquences inquiétantes. La voie à suivre sera sans aucun doute semée d'em-

bûches, et exige une détermination et des actions collectives. À l'heure où j'écris ce texte, une recherche toute simple sur internet du terme « dissolution de l'UE » donne 455 000 résultats, tandis que « crise de l'UE » aboutit à 7 870 000 résultats

en moins d'une demi-seconde. C'est sans conteste un appel à l'action ! De l'autre côté de l'Atlantique, un message simple et néanmoins puissant a fait mouche et a catapulté son auteur à la Maison-Blanche : « Rendons sa grandeur à l'Amérique ». Un

message positif pour la nation américaine, mais qui implique de l'hostilité envers les étrangers, puisque la notion sous-jacente de « grandeur » renvoie à la supériorité des États-Unis sur le reste du monde. C'est une démonstration classique de la mentalité qui

consiste à dire que « c'est nous contre eux », amplifiée par l'introduction, l'ignorance et le manque de vision à long terme.

Une action progressiste

« Rendre sa grandeur à l'Europe » est notre réponse aux nombreux défis et menaces auxquels l'Europe est confrontée. De façon radicalement différente, en revanche, puisque notre message est progressiste à la fois dans sa signification et dans l'action : il est façonné par des principes et des valeurs et associe l'engagement au progrès. Nous avons l'intention de faire faire à l'Europe un bond progressiste, dans la droite lignée de ses réussites passées : la civilisation gréco-romaine, la Révolution française et les Lumières, l'État providence, le respect des droits humains et une qualité de vie élevée. C'est véritablement un rêve européen, collectif dans sa conception et dépourvu de l'individualisme inhérent au rêve américain. Le renouveau de notre vision européenne présuppose un engagement et des mesures allant dans ce sens :

1. Des politiques garantissant la sécurité des citoyens (de la cyber-guerre aux menaces terroristes) et la collaboration sans divisions entre les États membres.

2. Une union économique, une véritable union bancaire, un budget commun dédié et la réduction des inégalités internes entre le centre et la périphérie. Une plus grande intégration ne peut se faire sans la force motrice essentielle que constitue l'amélioration de la compétitivité de l'UE, fondée sur des politiques qui encouragent la croissance afin de construire un avenir durable et prospère.

3. Des mesures audacieuses pour renforcer la démocratie et l'identité européenne accompagnées par une action concrète prouvant aux citoyens européens qu'au-delà de leurs différences et des frontières géographiques, ils ont un intérêt commun.

4. Un éventail de politiques efficaces et éprouvées à destination des jeunes et des enfants afin de contrecarrer les effets du vieillissement de la population européenne et la dure réalité démographique par une discrimination positive si nécessaire.

5. L'engagement de faire de l'Europe un modèle d'innovation et de technologie en abolissant toute forme de barrières ou de frontières nationales entre les universités et les centres de recherche du continent.

6. En ces temps où la géopolitique relève de la plus haute importance, l'Europe doit s'élever au rang d'acteur mondial influent, en utilisant à la fois le hard power, le soft power et le smart power, afin de garantir la paix et la stabilité dans le monde.

Par le biais des points 2 et 6, l'Europe pourra aider les économies régionales en Afrique et au Moyen Orient à prospérer dans la paix. C'est la seule façon de faire diminuer les vagues de millions de réfugiés et de migrants qui débarquent sur les côtes européennes dans les prochaines années.

Aucune nation ne peut fonctionner seule

L'école de pensée progressiste a également la responsabilité de veiller à ce que tout le monde comprenne bien qu'aucune nation ne peut fonctionner seule dans le contexte mondialisé qui est le

nôtre. Même prises ensemble, les plus grandes nations européennes ne représentent qu'1% de la population mondiale. C'est seulement en s'unissant que les Européens peuvent faire entendre leur voix, s'assurer que leurs opinions sont bien prises en compte et que leurs intérêts sont protégés sur la scène internationale en perpétuelle évolution. Notre pouvoir vient des valeurs et des principes fondamentaux qui sont déjà bien ancrés dans l'inconscient collectif des citoyens européens. C'est pourquoi nous pouvons en effet revenir aux fondamentaux. Les réactiver, cependant, exige des stratégies et des tactiques différentes.

Tout d'abord, nous devons reconnaître les causes profondes des problèmes des citoyens. La réponse facile serait l'austérité, mais cela ne suffit pas : les citoyens ressentent un manque de contrôle, se sentent ignorés, laissés pour compte, angoissés, impuissants face à leur propre sort et, pour paraphraser Jacques Delors, ils voient s'agrandir le fossé entre eux et leur gouvernement. Notre façon d'avancer, de façon progressiste, doit être simple et sincère. Il en va de notre devoir de rendre le projet européen et son objectif clairs pour les citoyens, afin qu'ils puissent le comprendre et l'accepter comme un élément de leur avenir. C'est une tâche particulièrement difficile parce que le message doit passer à travers toutes les catégories de la population. Nous devrions expliquer aux citoyens des États membres qu'un état fort ne peut exister sans une UE puissante, qu'une reprise durable ainsi qu'une économie nationale florissante capable de soutenir un projet d'avenir ne sont possibles que par le biais de la réalisation du plein potentiel du projet européen. Comment y

parvenir ? Peut-être en suivant ce que la science nous dit : en faisant passer les messages de façon efficace. La clé pour que les citoyens écoutent, s'intéressent et s'identifient est de s'appuyer sur un symbolisme et une résonance émotionnelle. Ces deux outils puissants ont tout à fait leur place dans l'éventail de moyens utilisés pour séduire les citoyens européens. Il ne tient qu'à nous d'exploiter à nouveau la puissance des mots pleins de sagesse de Jean Monnet, qui disait que les gens agissent lorsque c'est nécessaire, mais ne reconnaissent généralement la nécessité qu'en situation de crise.

Alors, *Carpe Diem*, progressistes européens ! Rendons sa grandeur à l'Europe ! Mais tâchons de le faire à la mode européenne. Rendons sa grandeur à l'Europe dans l'intérêt de tous, et non seulement du nôtre.



> AUTEURE

Anna Diamantopoulou est présidente de DKTIO - Réseau pour la réforme en Grèce et en Europe, un think tank basé à Athènes. Elle a été Commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances entre 1999 et 2004.

WŁODZIMIERZ CZARZASTY

Włodzimierz Czarzasty est leader de Sojusz Lewicy Demokratycznej (SLD), l'Alliance de la gauche démocratique, depuis janvier 2016. Le SLD a été créé en 1991 en tant qu'alliance électorale des partis de centre-gauche d'abord, puis est devenu un parti en tant que tel en 1999. Lors des élections législatives de 2015, la gauche a subi une lourde défaite, et n'est actuellement représentée par aucun député à la chambre basse du parlement (Sejm). Mais grâce à ce nouveau leader, elle a bon espoir d'être remise sur pied.

— **Considérez-vous que PiS [Droit et Justice en français] est un parti légal ?**

WŁODZIMIERZ CZARZASTY : PiS a absolument le droit de gouverner, mais n'a pas de mandat pour changer le système constitutionnel en Pologne.

— **Soutenez-vous les réformes sociales introduites par le gouvernement ?**

WC : Nous soutiendrions probablement ces politiques si nous étions députés, mais ce n'est pas le cas, bien que nous ayons obtenu 7,5 % des voix de la population polonaise. Toutefois, le gouvernement n'a pas vraiment de programme social, même s'il met en place certaines des mesures prônées par les sociaux-démocrates. Et je ne parle pas bien sûr des 500 euros supplémentaires octroyés par famille pour chaque enfant à partir du deuxième, mais de la baisse de l'âge de la retraite.

— **Sont-elles financièrement viables ?**

WC : Non. Droit et justice n'a pas les garanties financières nécessaires pour mener à bien son programme social ; par conséquent, celui-ci risque de creuser la dette du pays. Le déficit budgétaire devrait atteindre 60 millions de zlotys [note de l'éditeur : environ 14 millions d'euros] en 2017, avec un taux de croissance de 2,3 à 2,5 % du PIB.

— **Que pensez-vous du Brexit ?**

WC : Nous nous sentons proches du Royaume-Uni, mais le problème, c'est qu'il souhaite sortir de l'UE, alors que l'Alliance de la gauche démocratique y a fait entrer la Pologne. En outre, nous sommes très inquiets concernant les questions de politique étrangère. PiS isole la Pologne sur la scène politique internationale.

— **Selon vous, quelle est la réforme la plus douloureuse ?**

WC : Notre constitution, qui a été mise en place par l'Alliance

de la gauche démocratique, fait l'objet d'attaques. Le président de la Pologne est en train de se transformer en un simple notaire, tout juste bon à signer des papiers. Le PiS entrave le fonctionnement normal du parlement. C'est, du jamais vu, il me semble, au niveau européen. Des membres du gouvernement se sont entretenus dans une pièce séparée. Toujours en vue de gagner davantage de contrôle, par le biais du Conseil national de la radio et de la télévision, ils sont en train de mettre les médias publics sous la coupe du parti au pouvoir, les privant de leur indépendance.

— **Comment le peuple réagit-il ?**

WC : Comme on a pu l'observer aux États-Unis depuis l'élection de Donald Trump, les partisans de PiS et l'opposition manifestent chacun de leur côté, et donnent des chiffres de participation bien différents. Mais ce qui m'inquiète par-dessus tout, c'est la division de la société et la restriction des droits. Notre parti continuera à promouvoir le dialogue.

— **SLD pourrait-il avoir une influence ?**

WC : Nous constituons l'un des rares partis sociaux-démocrates à ne pas siéger au parlement en Europe, mais nous possédons le soutien de 10 % des électeurs selon les derniers sondages.



> **AUTEUR**
Włodzimierz Czarzasty est le leader du parti social-démocrate polonais, SLD.



I ATHÈNES, GRÈCE – La démocratie à la croisée des chemins ?

LA SOCIAL- DÉMOCRATIE FACE AUX POPULISMES

par Christophe Sente

occidentaux », mais elles pourraient inciter les commentateurs à repenser les caractéristiques de ces régimes.

La division entre les « démocraties illibérales » et les régimes parlementaires ou présidentiels classiques, affaiblis mais plus respectueux des libertés politiques et économiques, va-t-elle se substituer à l'opposition classique entre « démocratie » et « totalitarisme » ? Il est encore trop tôt pour le savoir. Mais les résultats électoraux enregistrés depuis la crise financière de 2007 par les partis progressistes devraient imposer aux gauches européennes de clarifier leurs ambitions pour le XXI^{ème} siècle.

La victoire de Donald Trump éclaire les transformations à l'œuvre aux États-Unis comme en Europe où s'affirme, depuis Silvio Berlusconi et Pim Fortuyn, une nouvelle génération d'entrepreneurs politiques.

Peu convaincue de l'efficacité du couple formé, depuis 1945, par l'économie sociale de marché et la négociation entre les partis dans le cadre de la démocratie représentative traditionnelle, cette nouvelle génération marque sa préférence pour des formes de contrôle économique, culturel et social, comme pour l'instauration d'une relation plus directe entre gouvernants et gouvernés.

L'élection américaine de novembre 2016 et la campagne qui l'a précédé ne mettent pas à mal la thèse classique, défendue notamment par Jean-Louis Quermonne sur les traces de Raymond Aron, d'une similitude des « régimes politiques

La fragilité des social-démocraties au miroir américain

Dès 1906, par le sociologue allemand Werner Sombart, s'interrogeait sur les raisons de l'absence de mouvement socialiste aux États-Unis.

Cent ans après, la question introduite par Sombart retrouve une actualité. Elle rappelle le caractère historiquement accidentel, donc fragile, du développement d'un mouvement socialiste en Europe. L'expérience américaine de la brutalité du capitalisme financier et de la précarité (de l'emploi, de la couverture santé...) atteste que, contrairement au pronostic marxiste, la popularité d'un programme politique se réclamant d'un socialisme humaniste n'est pas garantie par des facteurs économiques. L'espoir, constaté par Sombart au début du XX^{ème} siècle, d'une ascension sociale individuelle, comme, ensuite,

la satisfaction des besoins de consommation grâce aux recettes fordistes, peuvent suffire à écarter la revendication d'une société solidaire, caractérisée par des mécanismes de régulation et de redistribution. De même aujourd'hui, alors que la nation vit une transition vers un nouveau système de production aux traits encore flous, la popularité du programme de Donald Trump achève de démontrer que la souscription de millions d'électeurs à un objectif de défense de l'emploi et du pouvoir d'achat n'emporte pas une adhésion à un projet généreux et universaliste. Au contraire, la proposition de bâtir la restauration de la prospérité collective sur l'exclusion d'un grand nombre est acceptée sans remords par de larges pans du salariat. Le « revival » du terme de socialisme par Bernie Sanders lors des primaires du parti démocrate pourrait donc n'être qu'un trompe-l'œil, et non le prélude d'un alignement de la culture politique américaine sur celle qui caractérisait la « vieille Europe » au siècle passé. Et l'échec de Sanders pourrait annoncer celui des gauches qui, de par le monde, résumant leur programme à la nostalgie pour un ordre ancien, balayé par la vague néolibérale des années 1980 et 1990.

Face au phénomène politique qu'est l'élection du milliardaire américain à la présidence, il faut se garder des interprétations trop faciles, comme l'« exceptionnalité culturelle » des États-Unis, ou encore les généralités relatives à la vague populiste.

La présentation d'un programme dont l'orientation est sociale et nationaliste, voire étatiste, par un parti

de droite connaît des précédents des deux côtés de l'Atlantique. En Europe, elle est caractéristique de la droite « bonapartiste » identifiée par Maurice Duverger, comme de formes réactionnaires de catholicisme politique telles que l'« Estado Novo » mis en place par la dictature de Salazar au Portugal. Outre-Atlantique, l'accession de Richard Nixon à la Maison Blanche fut le produit d'une stratégie qui, en cherchant le soutien du vote populaire à partir d'un discours national et social, anticipait celle de leaders contemporains, spécialisés dans la critique des élites.

“
**CETTE
 RÉSURGENCE
 D'UN
 ARGUMENTAIRE
 PROTECTIONNISTE
 ET HOSTILE À
 L'IMMIGRATION
 [...] N'EST PAS
 INÉDITE
 EN EUROPE**
 ”

Par-delà la radicalité de ton au cours de la campagne, le discours de Donald Trump exprime l'abandon progressif par la droite américaine tant de la version classique, « reaganienne », du néolibéralisme que de son avatar « néoconservateur », plus récent.

Ce qui distingue fondamentalement la nouvelle orientation des Républicains américains de celle des présidences précédentes, de Ronald Reagan à Barack Obama, c'est qu'elle dissocie l'objectif de la prospérité nationale de celui d'une intégration accrue du pays dans les relations économiques mondiales. Cette résurgence d'un argumentaire protectionniste et hostile à l'immigration, cohérente avec l'histoire des idées politiques américaines depuis George Washington, n'est pas inédite en Europe où de nouveaux courants souverainistes, de droite et de gauche, actualisent des discours déjà entendus dans les années 1930 ou 1970. Mais nulle part ailleurs qu'aux États-Unis un parti n'a remporté une victoire électorale en liant aussi nettement les thèmes de l'immigration et de la politique commerciale. La victoire de Donald Trump face à Hilary Clinton pourrait demeurer dans l'histoire des régimes occidentaux de ce siècle comme la cristallisation d'un clivage entre partisans et adversaires d'options protectionnistes, et en même temps de la captation par la droite de la réceptivité croissante d'une part des employés et des ouvriers à un discours altermondialiste. Le discours altermondialiste dont il est ici question n'est évidemment pas celui du forum social mondial, mais l'expression d'un nationalisme économique, éventuellement xénophobe.

Source « *La social-démocratie a-t-elle un avenir ?* », dossier de *l'Économie politique* n°73, 1^{er} trimestre 2017

 La version complète de cet article est disponible en ligne sur www.progressivepost.eu



> AUTEUR
Christophe Sente est professeur à l'Université Libre de Bruxelles et membre du comité scientifique de la FEPS.



Un accès plus large au Wi-Fi mènera-t-il à une Europe plus connectée ?

WIFI4EU : UN ÉLÉMENT ESSENTIEL POUR UNE UNION NUMÉRIQUE PROGRESSISTE

par Carlos Zorrinho

La connexion à internet comme moyen d'intégration sociale. Dans quelle mesure l'initiative Wifi4EU peut-elle garantir un accès entièrement participatif à l'économie numérique pour les citoyens européens ?

L'union numérique, le marché unique du numérique et le processus de transition énergétique sont autant d'éléments nécessaires à la modernisation de l'économie européenne et à son développement durable et compétitif.

Cette modernisation n'est pas une procédure technocratique ; c'est un processus qui doit nécessairement s'appuyer sur le développement durable de notre planète et sur nos citoyens. Pour y parvenir, les citoyens doivent s'impliquer et retrouver confiance dans le projet européen. Nous devons également renforcer les valeurs de démocratie, d'intégration sociale et de leadership européen.

Vers une Société européenne du gigabit

L'initiative Wifi4EU s'inscrit dans l'élaboration d'une union numérique et d'un marché unique du numérique. Son objectif principal est de construire une société européenne du gigabit inclusive, répondant aux besoins spécifiques des citoyens et des entreprises.

Les technologies et les applications numériques, conçues pour faciliter la vie, prennent de plus en plus de place dans notre quotidien. Dans le même temps, ces outils ont divisé la société en deux pôles distincts : d'un côté ceux qui réussissent à suivre et à accompagner les progrès technologiques, et de l'autre ceux qui se sentent dépassés par la dénommée « société de l'information ». Cette fracture numérique, parmi d'autres aspects, a contribué à accroître les inégalités de revenus, qui à leur tour ont mis en danger la sécurité, la qualité

de vie et la dignité de milliards de personnes partout dans le monde, y compris en Europe. L'accessibilité toujours plus grande aux services numériques et aux contenus d'intérêt général créé un double niveau d'exclusion pour ceux qui, pour des raisons économiques ou par manque de connaissances ou de savoir-faire particuliers, n'y ont pas accès.

La connexion internet pour lutter contre l'exclusion

Il est essentiel de lutter contre ce processus de double exclusion, non seulement pour faire avancer notre société vers plus de démocratie, mais aussi pour parvenir au respect du principe d'accès universel pour tous les citoyens européens. Cela contribuerait également à mieux définir la société de l'information et favoriserait le caractère inclusif, la transparence et l'équité de la mondialisation numérique.

Comment l'initiative Wifi4EU peut-elle réussir à atteindre tous ces objectifs ? Ce n'est pas un défi facile à relever, j'en suis conscient. Beaucoup pensent que le secteur privé devrait prendre en charge les besoins de notre marché. D'autres estiment qu'en raison du principe de subsidiarité, l'UE devrait se tenir à l'écart de ce processus. En outre, les ressources limitées allouées à cette initiative constituent une contrainte qui nous posera peut-être problème. Néanmoins, le potentiel de cette initiative pour promouvoir la citoyenneté et la renforcer grâce à la Société européenne du gigabit, en la rendant plus démocratique et plus ouverte, est une raison suffisamment importante pour investir dans le projet.

Wifi4EU est un projet pilote qui servira de point de référence pour le développement de nouvelles plateformes de réseaux inclusives, une initiative qui œuvre pour l'accès gratuit à internet tout en faisant preuve d'une certaine résistance à l'égard des évolutions rapides de la technologie. Ce projet constitue également l'occasion de développer le concept d'identité numérique européenne, reposant sur les valeurs européennes, qui rassemblera à la fois des solutions pour les citoyens et de nouvelles opportunités pour les entreprises et les créateurs de contenu.

L'accès à internet pour créer de la croissance

Ainsi, il sera possible de renforcer les écosystèmes numériques locaux et d'approfondir le lien entre l'Union européenne et ses citoyens. En outre, cette initiative crée des opportunités pour stimuler les réseaux 5G et générer davantage d'investissements, d'emplois et de croissance au sein de l'UE.

Le projet est toujours en cours d'examen au sein des institutions européennes concernées par la procédure législative. En tant que rapporteur au Parlement européen en charge de ce dossier, je pense que le texte final devrait prévoir : un accès internet haut débit et une expérience utilisateur de très bonne qualité ; un système d'authentification valide commun à l'ensemble de l'Europe conforme au procédé « une seule connexion » ; un système d'application simplifié entre les structures publiques et les autorités ; une répartition géographique équilibrée ; et la garantie d'une

cohésion et d'une inclusion numériques. En outre, les entités nationales devraient allouer des fonds structurels et nationaux au projet, tout en veillant à éviter les recoupements avec d'autres projets précurseurs publics ou privés dans le même domaine. Wifi4EU est un projet ambitieux, visionnaire et risqué, mais c'est précisément pour cela qu'il faut le faire avancer. Avec de telles initiatives, nous pouvons redonner le véritable sens de l'UE à ses citoyens en rendant l'Union plus forte, plus ouverte et plus puissante en termes d'accès aux services de réseaux haut débit. Cela contribuera également à faire de l'Union un leader progressiste et humaniste dans le nouveau contexte de la mondialisation.



> AUTEUR

Carlos Zorrinho est un député européen portugais, membre du groupe S&D. Il est professeur de gestion de l'information à l'université et ancien Secrétaire d'État à l'énergie et à l'innovation du gouvernement du Portugal.



■ La fracture numérique en Europe est plus profonde que la connectivité.

WIFI4EU : UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIÈRE ?

par Andrea Renda

La connexion internet est un élément clé d'émancipation sociale, et une condition sine qua non de croissance et d'égalité économiques. Des études suggèrent que le haut débit peut améliorer la productivité de façon significative, mais les gains d'efficacité stupéfiants promis entre autres par les services du gouvernement et de santé en ligne ne pourront se produire que si les citoyens sont connectés.

Le développement extraordinaire des plateformes en ligne, de plus en plus visitées pour consulter les actualités ou acheter des produits, déplace l'ensemble de la vie publique et privée sur internet, ce qui implique dans le même temps l'exclusion de ceux qui ne sont pas « connectés ». Les inégalités croissantes ne peuvent qu'être exacerbées par les évolutions actuelles et futures, par exemple l'Internet des objets, le développement de l'intelligence artificielle dans tous les domaines et l'essor des architectures distribuées comme Blockchain. Encore une fois, il semble peu probable que les nouvelles technologies se répandent dans l'ensemble de la population, et cela risque d'amplifier les inégalités économiques et sociales dans nos sociétés déjà très inégalitaires.

La fracture numérique

Cette fracture numérique toujours plus grande a plusieurs causes. L'une d'entre elles est géographique : les zones rurales sont systématiquement moins connectées que les zones densément peuplées. La Commission européenne a récemment constaté que la couverture haut débit en zone rurale était « éparse », avec un taux de couverture des ménages d'à peine 28 % par ligne fixe et 36 % par réseau mobile (4G). Ces chiffres sont frappants si l'on compare l'UE aux États-Unis, qui sont par ailleurs bien moins densément peuplés : là-bas, 94 % des citoyens ont accès à des débits suffisamment hauts pour accéder facilement aux services publics (10 Mb/s). Et même si ces chiffres semblent exceptionnels aux côtés

de ceux de l'UE, le gouvernement américain considère que la situation du pays est inacceptable. Mais la fracture numérique est un phénomène qui ne se résume pas à une simple question géographique, et qui prend des formes bien plus variées. La maîtrise du numérique en particulier est tellement faible dans certaines régions que même si la connexion était disponible, la demande pour des services accessibles avec le haut débit ne serait pas plus élevée. Des données datant de 2015 révèlent que dans un tiers des 28 pays de l'UE, plus de la moitié de la population ne possède que de faibles compétences numériques, voire d'aucune ; et même dans les pays qui obtiennent les meilleurs résultats, 20 % de la population en est toujours dépourvue. Ainsi, il n'est pas étonnant que les objectifs de connexion (déjà obsolètes) établis par l'Agenda numérique de l'UE pour 2020 ne soient pas atteints par la moitié des États membres. La demande n'est pas suffisante, non seulement pour des raisons financières, mais aussi de compétences.

WiFi4EU, une action éclair ?

Dans ce contexte, la Commission européenne a récemment annoncé une série d'initiatives visant à entraîner l'Europe vers une « société du gigabit », en instaurant de nouveaux objectifs de connexion à atteindre d'ici à 2025. Elle a proposé de subventionner la connexion Wi-Fi dans les espaces publics de 6 000 à 8 000 villes à travers un nouveau programme dénommé WiFi4EU, auquel 120 millions d'euros ont été affectés par l'entremise du programme

Connecting Europe Facility. Les fonds seront administrés localement par l'intermédiaire de bons spécifiques, qui seront distribués sur la base du premier arrivé, premier servi (bien que la Commission doive veiller à un certain degré d'équilibre géographique). WiFi4EU a été présentée comme une action éclair, que n'accompagne aucune étude d'impact : cela rend la logique qui l'a inspirée difficile à saisir. Elle a été plus tard annoncée par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, lors de son discours sur l'état de l'Union en 2016, et finalement approuvée par le Conseil en décembre dernier. Ses grandes lignes restent mystérieuses. Premièrement, elle ne permettra sans doute aucune amélioration significative, en raison de la faible quantité de ressources qui lui est allouée. Deuxièmement, le financement pour chaque ville sera probablement limité (de l'ordre de 15 000 euros). Troisièmement, les fonds semblent couvrir l'installation de la connexion Wi-Fi uniquement, et pas l'entretien courant, qui reste à la charge des bénéficiaires. Quatrièmement, compte tenu du type de gouvernance du projet, il y a peu de chances qu'une distinction soit faite entre les projets qui méritent amplement de bénéficier de cette action, et des cas où l'argent des contribuables viendrait simplement supplanter les investissements privés. Plus important encore, WiFi4EU ne semble s'attaquer à aucun des deux principaux facteurs déterminants de la fracture numérique. Le manque de couverture géographique appropriée n'est que partiellement traité, puisque la connexion Wi-Fi a besoin de lignes fixes haut débit appropriées et d'un spectre à haute fréquence. Et en

ce qui concerne le problème de la maîtrise du numérique, WiFi4EU soulève une question dérangeante : ces 120 millions d'euros n'auraient-ils pas été mieux employés si la Commission les avait destinés à des formations au numérique, plutôt qu'à un Wi-Fi gratuit ?

“
LES INÉGALITÉS
CROISSANTES
NE PEUVENT
QU'ÊTRE
EXACERBÉES PAR
LES ÉVOLUTIONS
ACTUELLES
ET FUTURES
”



> AUTEUR
Dr Andrea Renda est directeur de recherche au Centre for European Policy Studies (CEPS).



La lenteur de l'harmonisation fiscale est un sujet sensible pour l'Europe.

LA FISCALITÉ EN EUROPE : UNE QUESTION D'ÉQUILIBRE

par Josep Borrell

L'absence d'harmonisation fiscale de l'Union européenne est l'une de ses principales faiblesses, qui frôle la tragédie pour l'économie et les entreprises européennes.

lable, quand les gouvernements de Mitterrand en France et de González en Espagne ont cédé aux exigences d'autres États membres inscrits dans le sillage du Royaume-Uni et du Luxembourg. Je l'ai ressentie à nouveau avec la Convention sur l'avenir de l'Europe, qui a rédigé le projet de Constitution avorté. Nous n'avions alors pas réussi à nous débarrasser de la règle de l'unanimité pour les décisions liées à la fiscalité.

Cet échec implique que les États membres ont été depuis lors obligés de faire des concessions mutuelles afin de parvenir à l'unanimité, ce qui a donné lieu à de multiples exceptions et dérogations qui sont extrêmement difficiles à éliminer dans la fiscalité indirecte. Il est également indéniable que les États membres font face à des difficultés à l'heure de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales transfrontalières en l'absence des systèmes d'échange d'informations et de coopération administrative appropriés.

Le second point de confusion concerne les limites de l'action à l'échelle européenne en matière de fiscalité. Sur l'ensemble des systèmes fiscaux, on peut observer un large éventail de modèles de gestion : avec sa forte pression fiscale, le modèle suisse, par exemple, est très différent de ceux des pays conservateurs comme le Royaume-Uni ou l'Espagne.

Puisqu'il n'existe aucun « modèle européen » théorique vers lequel tendre, les décisions fiscales, qui doivent être adoptées par une majorité qualifiée, ne modifieront probablement pas les modèles commerciaux déterminés par chaque pays par le biais de ses décisions politiques. Combien de fois la Commission devra-t-elle ré-

péter qu'il ne s'agit pas de fixer des taux d'imposition applicables aux entreprises, et encore moins aux individus, à l'échelle européenne?

“ L'ABSENCE D'HARMONISATION FISCALE DE L'UNION EUROPÉENNE EST L'UNE DE SES PRINCIPALES FAIBLESSES ”

Le talon d'Achille de l'UE

Malgré certains progrès non négligeables mis en place à une allure d'escargot, il est évident que l'absence d'harmonisation fiscale de l'Union européenne est l'une de ses principales faiblesses, qui frôle la tragédie pour l'économie et les entreprises européennes.

L'Europe reste la région du monde qui affiche le plus haut niveau de concurrence fiscale entre ses pays. Cette concurrence est caractérisée par une diminution générale de l'impôt sur les sociétés, qui a chuté de près de 40 % depuis le milieu des années 1990 : en moyenne, il s'élevait alors à 36-37 %, et se situe désormais à 21-22 %. Les impôts sur les plus-values ont également décliné, tandis que les impôts sur le travail et les taxes sur la consommation ont augmenté.

L'opinion publique se dégrade, d'autant plus en ces temps de restrictions budgétaires et de crises, et la population est scandalisée par les révélations sur les procédés employés par les grandes multinationales pour placer leurs bénéfices là où ils seront soumis aux régimes fiscaux les plus cléments, et ainsi éviter, de façon entièrement légale, bien sûr, de payer des impôts dans les pays où ils exercent leurs activités. En outre, la proposition de taxe sur les transactions financières n'a jamais vu le jour, bien que sa mise en place ait été annoncée plusieurs fois ; au contraire, son périmètre se réduit comme peau de chagrin, la vidant petit à petit de son sens.

 La version complète de cet article est disponible en ligne sur www.progressivepost.eu (en anglais).

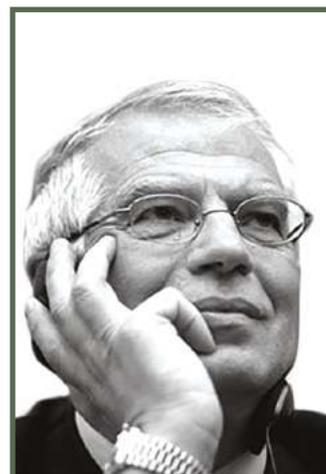
En partenariat avec



L'Europe reste la zone géographique qui affiche le plus haut niveau de concurrence fiscale entre ses pays : une concurrence caractérisée par une diminution générale de l'impôt sur les sociétés, qui a chuté de près de 40 % depuis le milieu des années 1990. Les impôts sur les plus-values ont également décliné, tandis que la fiscalité sur le travail et les taxes sur la consommation ont augmenté. En ce qui me concerne, je travaille sur la problématique de l'harmonisation fiscale en Europe depuis longtemps. Au début des années 1980, alors que j'étais ministre des Finances de l'Espagne, je me suis vu confier la responsabilité de former un groupe de travail sur le sujet. Avec le recul, quand je constate aujourd'hui les maigres progrès qui ont été faits au cours des 30 dernières années, je ne peux m'empêcher d'éprouver une certaine frustration.

Une longue bataille

Cette frustration m'a gagné quand il a été décidé de débloquer les mouvements de capitaux sans harmonisation fiscale préa-



> **AUTEUR**
Josep Borrell a été président du Parlement européen de 2004 à 2007.



■ Une plus grande intégration fiscale pourrait être la clé de l'unification européenne.

FISCALITÉ : LA CLÉ DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ET DE LA COHABITATION ESPAGNOLE

par Juan Moscoso del Prado

Le processus d'intégration européenne traverse actuellement une phase difficile. De nombreuses propositions ont été mises en avant pour surmonter ces difficultés, sur un spectre allant de la renationalisation des politiques et du retour à une dimension intergouvernementale au sein de l'Union européenne (c'est le cas du Brexit), à un élan en faveur d'une Europe plus fédérale, qui exige un débat politique approfondi et de nouveaux traités, qui seraient très probablement difficiles à gérer et compliqués à ratifier respectivement.

En revanche, en ces temps d'apathie politique et de mise à l'écart des citoyens, il est essentiel pour les partisans du fédéralisme de rechercher rapidement des résultats immédiats, en n'envisageant qu'en arrière-plan le lancement du processus interminable et lointain que constitue une réforme des traités. L'Europe doit riposter avec des politiques et des propositions claires et transparentes qui obtiennent des résultats directs dans les domaines qui touchent le plus nos citoyens mis à l'écart, des espaces où l'action européenne se révèle indispensable pour obtenir des résultats.

Un manque de confiance dans le projet européen

En réalité, les Européens ne se tournent plus vers l'Union européenne lorsqu'ils cherchent des solutions à des problèmes comme la sécurité économique et sociale, ou même le terrorisme; ils ont oublié les circonstances qui, il y a dix ans, faisaient de l'Europe un projet collaboratif si brillant. Un pourcentage croissant d'Européens a renoncé à croire au progrès, à l'idée que les choses finissent toujours par s'arranger avec le temps (que cela soit vrai ou pas) et ne comptent plus sur les politiques publiques pour résoudre leurs problèmes et éliminer les sources d'insécurité, ou tout du moins les réduire. La crise économique et sociale a affaibli le projet européen parce

que la réalité physique et directe de ses conséquences brutales n'a été compensée par aucune action politique claire. L'Europe et ses institutions supranationales sont restées irrémédiablement associées aux origines de la crise et à la mauvaise gestion de ses conséquences, mais en aucun cas à la recherche de solutions précises qui auraient eu pour priorité de minimiser son impact social.

Il est vrai que les Européens qui se méfient de l'Europe ne le font pas tous pour les mêmes raisons: pour certains, à une époque où le nationalisme et la xénophobie augmentent, c'est la crise des réfugiés qui a déclenché ce sentiment; pour d'autres, ce sont en effet les conséquences de la crise qui ont mis le Sud et le Nord dos à dos, dans la mesure où ce dernier, à tort ou à raison, a l'impression d'assumer seul le poids financier de ses voisins méditerranéens. Pourtant, tous partagent certaines inquiétudes, qui sont aussi les principaux chevaux de bataille du populisme. C'est là que nous avons du travail à faire, sur cette base commune.

L'Union européenne a besoin de trouver un nouveau moyen d'avancer vers une plus grande intégration politique. Des progrès aux résultats visibles et rapides pour les citoyens sont tout à fait envisageables dans des domaines spécifiques comme la fiscalité. où l'inquiétude est grande du côté des citoyens, tant au Nord qu'au Sud.

Le débat fiscal

Traditionnellement, le débat fiscal en Europe est axé sur les dépenses publiques et le contrôle des comptes publics. Toutefois, l'Europe devrait de toute urgence

s'intéresser à certains autres éléments de ce débat. Par exemple, l'harmonisation des taux d'imposition et des impôts est nécessaire pour mettre un terme à l'évasion fiscale d'entreprises et d'individus au sein de l'Union européenne et de la zone euro. Or cette lutte contre la fraude et l'évasion (ou l'évitement) fiscales est inaccessible depuis le périmètre d'un État-nation.

Il en va de même pour la lutte contre les paradis fiscaux, qui exige des mesures coordonnées: dans le contexte général de la mondialisation, de la digitalisation et des innovations financières et judiciaires ininterrompues, une action concertée en dehors des frontières de l'Union européenne offrirait à la fois puissance et solvabilité. Rien ne peut justifier l'existence de paradis fiscaux au sein de l'Union elle-même, de pratiques nationales comparables ou même d'États ou «d'enclaves» véritablement européens, situés à l'intérieur de nos frontières ou relevant de la souveraineté de certains États membres qui le sont.

La fiscalité prise en main de façon pratique et solide peut offrir des résultats rapides et peut-être même spectaculaires. Par exemple, selon les estimations de la Commission européenne, la fraude et l'évasion fiscales au sein de l'union équivalent à une perte annuelle d'un milliard d'euros en recettes fiscales, une quantité équivalente au PIB de l'Espagne ou à la somme totale dépensée en politiques de santé par tous les États membres. En termes de dette publique, l'éradication de l'évasion fiscale dans l'Union européenne lui permettrait de rembourser sa dette en neuf ans. Aux yeux de la population, la fraude et l'évasion fiscales restent impunies, et cela affaiblit le sys-

tème démocratique et érode la confiance dans les institutions. Ce ne sont pas seulement les assiettes fiscales nationales qui sont réduites, nuisant aux finances publiques et asphyxiant les efforts d'assainissement budgétaire, mais cela engendre également une répartition injuste de la contrainte fiscale et une réduction des dépenses publiques consacrées aux services publics et aux prestations sociales. Voilà précisément les conséquences de la crise qui ont provoqué la plus grande désaffection et distanciation politique d'avec l'Europe. Tous les Européens sont d'accord là-dessus.

 La version complète de cet article est disponible en ligne sur www.progressivepost.eu (en anglais).

En partenariat avec



> AUTEUR

Juan Moscoso del Prado est actuellement responsable des Relations internationales au Conseil économique et social espagnol. Il est également membre du bureau de la FEPS.



REYKJAVÍK, ISLANDE - La démocratie numérique pourrait affaiblir le contrôle citoyen.

ADAPTER LA DÉMOCRATIE À NOTRE ÉPOQUE : LE DANGER DE LA PRIVATISATION

par Róbert Viðar Bjarnason & Gunnar Grímsson

La démocratie se trouve à la croisée des chemins. Notre démocratie officielle et formelle a conservé, peu ou prou, le même fonctionnement depuis plusieurs siècles. Pendant tout ce temps ou presque, la société a évolué lentement. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Au cours des dernières décennies, notre monde a changé de façon tellement importante et rapide qu'il n'existe pas de précédents historiques auxquels se référer. Nous vivons une époque inédite, et devons par conséquent faire face à des défis inédits.

Notre démocratie est restée en marge des récentes évolutions. Même si elle ne doit pas nécessairement s'adapter de façon trop radicale ou précipitée, nous ne pouvons accepter qu'elle continue à exister sous cette forme rigide, façonnée par

une société vieille de plus d'un siècle. Voter tous les quatre ans, cela avait du sens en 1917 compte tenu des moyens de transports et de communication disponibles à l'époque. De nos jours, en revanche, cela n'est pas suffisant, et la confiance déclinante en la démocratie dans de nombreux pays le prouve.

Bien sûr, la continuité doit être de mise : il n'est pas question d'élire un nouveau gouvernement toutes les semaines. Toutefois, en tant que citoyens, nous devrions absolument disposer de moyens officiels et actifs de prendre part aux décisions et à l'élaboration des politiques qui influencent et contrôlent nos vies. Dans la mesure où la démocratie doit refléter notre réalité afin de fonctionner correctement, une grande partie des changements nécessaires se fera sur internet.

Adapter la démocratie à notre époque

Au cours des dix dernières années, un éventail d'expériences sur de nouvelles formes de démocratie ont été menées, de nombreux procédés ont été testés et une myriade de logiciels en ligne ont été développés. La démocratie se met lentement au goût du jour, principalement au niveau local par le biais du travail de pirates citoyens, qui obtiennent de meilleurs résultats lorsqu'ils collaborent avec succès avec les autorités publiques officielles.

Qu'il s'agisse de processus ou de logiciels, nous ne manquons pas de bonnes idées pour faire évoluer la démocratie dans le bon sens ; mais le danger de voir notre or-

ganisation démocratique tomber aux mains d'agents privés existe bel et bien. Alors que le nouveau secteur de la démocratie électronique commence à s'implanter, des entreprises commerciales ont compris qu'il pouvait générer des profits. Certes, le monde des affaires fait partie de notre société, et il devrait pouvoir influencer, dans une certaine mesure, les décisions et les politiques. On peut toutefois raisonnablement affirmer qu'il a déjà beaucoup trop d'influence. Puisqu'elles représentent leurs actionnaires, et non les citoyens, les entreprises ne doivent pas être autorisées à contrôler notre démocratie.

Le pouvoir des réseaux sociaux

La bulle de filtres de Facebook n'est pas l'unique problème ; le sujet est bien plus sérieux que cela. Il y a probablement davantage de personnes qui utilisent Facebook que de gens qui prennent part au processus démocratique officiel dans le monde, et c'est là que se tient une grande majorité de nos discussions politiques. Les algorithmes secrets de Facebook contrôlent ce que chaque citoyen voit de l'avis d'autres personnes, et il en va de même pour le moteur de recherche de Google. Ceux qui sont en mesure de payer Facebook ou Google peuvent atteindre un public bien plus large, mais ils touchent principalement ceux qui sont d'accord avec leur point de vue, notamment parce que, pour utiliser au mieux leur argent, ils utilisent des publicités sur lesquelles ils savent que de nombreux internautes cliqueront. Là voilà, la véritable fracture numérique ; c'est un problème majeur qui a déjà

divisé les opinions dans le monde entier. La dernière décennie a vu émerger un nouveau mouvement de pirates citoyens prônant la démocratie par le bas, conçue et gérée par le peuple. L'élément clé de ce mouvement est le logiciel libre, grâce auquel des innovateurs démocratiques ouvrent l'accès à leurs conceptions et logiciels à tous, afin que ceux-ci puissent être utilisés ou modifiés selon les besoins de chacun. Des villes comme Reykjavik, Madrid, Barcelone et bien d'autres ont pris position en faveur de l'innovation démocratique publique et ouverte.

La confiance est un facteur essentiel de la démocratie ; sans confiance, celle-ci ne peut pas fonctionner. Un code et des

serveurs publics ouverts et contrôlables sont des éléments primordiaux pour garantir la transparence et la justice, qui sont les conditions de base de la confiance. Si notre démocratie est susceptible d'être hébergée sur des plateformes de vote électronique fermées et secrètes possédées, gérées et contrôlées par des entreprises comme Microsoft, Google ou Facebook, nous entrons alors dans l'ère de la démocratie privatisée, qui aura toujours à cœur de servir en premier lieu les intérêts de ses propriétaires. À l'heure où la démocratie se déplace en ligne, nous devons nous assurer que nous pouvons faire confiance aux logiciels et aux processus, et que le peuple et ses représentants élus ont le pouvoir de les contrôler.

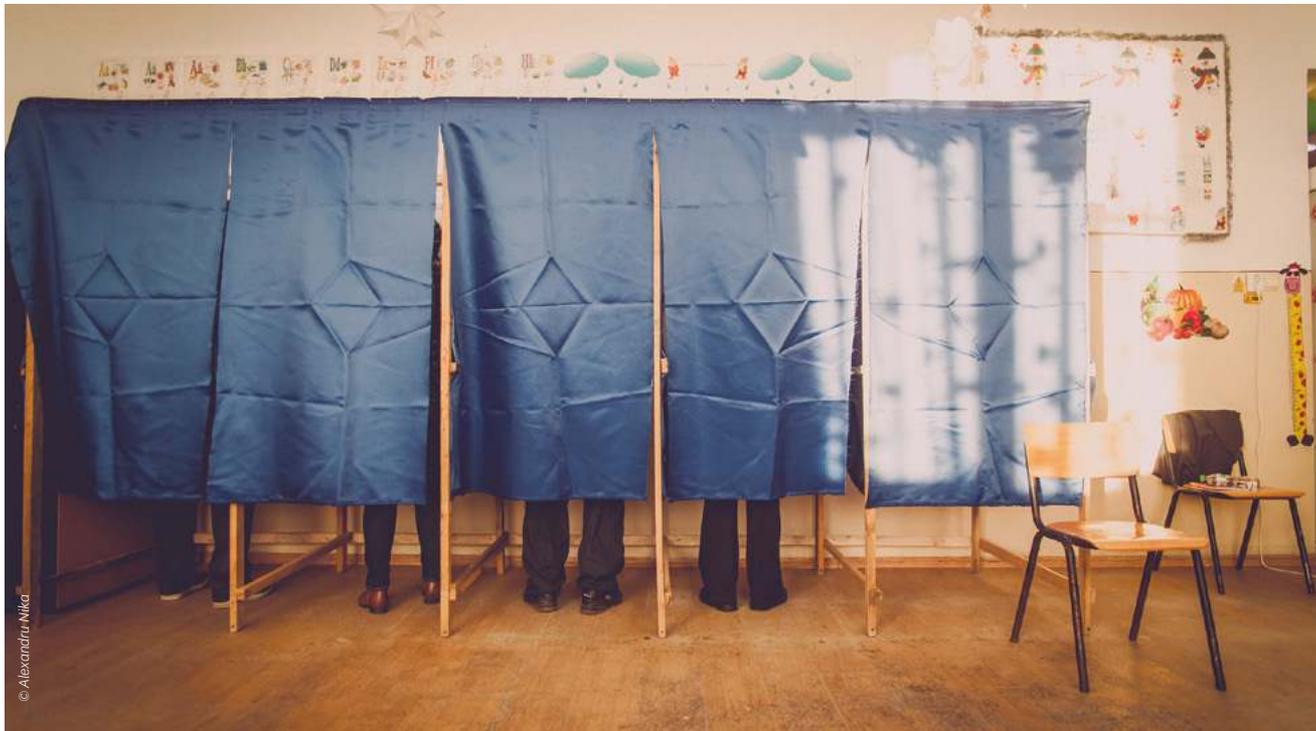


> AUTEUR

Róbert Viðar Bjarnason est le PDG de Citizens Foundation. Le développement de logiciels et l'esprit d'entreprise n'ont aucun secret pour lui. Il a créé sa première entreprise de logiciels à l'âge de douze ans, et a fondé la première entreprise de FSI d'Islande, Centrum.is, en 1993, et en 1995 au Danemark.

> AUTEUR

Gunnar Grímsson est consultant à Citizens Foundation. Webdesigner et concepteur d'interfaces en freelance, il enseigne également dans des universités, entreprises et institutions. Il milite contre la guerre et la pêche à la baleine, et pour la protection de l'environnement, de la démocratie et des droits humains.



■ BUCAREST, ROUMANIE - Les électeurs s'en tiennent aux isolements traditionnels.

L'EUROPE N'EST PAS PRÊTE POUR LE VOTE ÉLECTRONIQUE

par Harri Hursti

Lorsque nous parlons du vote électronique, il est très important de regarder en arrière. Nous devons faire preuve de prudence à l'heure d'introduire les nouvelles technologies et nous souvenir des raisons pour lesquelles des lois ont été établies de certaines façons.

Lorsque l'on aborde le sujet du vote électronique, les maillons faibles sont omniprésents. J'ai piraté chacun de ses aspects, qui ont tous leurs propres faiblesses.

Si l'on s'intéresse tout d'abord à l'étape qui implique des lecteurs optiques, c'est-à-dire les appa-

reils qui scannent les bulletins de vote, j'ai pu démontrer que l'on pouvait falsifier l'enregistrement sur ces machines, ce qui signifie qu'elles produisent de faux résultats lorsque les gens votent.

Ensuite, en ce qui concerne les écrans tactiles ou les machines électroniques physiques, je peux les modifier de sorte qu'ils af-

fichent des résultats faux. Et puisqu'il n'existe aucune vérification ultérieure, les résultats sont impossibles à contrôler. Puis vient l'étape essentielle de la tabulation, où, à nouveau, il est très facile de falsifier les résultats.

Enfin, il y a cette affreuse idée que constitue le vote par internet. La technologie capable de mettre

cela en place n'existe tout simplement pas aujourd'hui. Le vote par internet est envisageable dans deux cas seulement : A) lorsque le vote ne s'effectue pas à bulletin secret, ou B) lorsque l'on accepte le fait que le vote ne peut pas être contrôlé, et donc que l'on n'en connaît pas vraiment les résultats. Nous sommes à des décennies de

pouvoir trouver une méthode de chiffrement adaptée à un vote par internet sécurisé.

Il existe également un autre problème : de nombreuses législations, par exemple en Allemagne, stipulent que les modes d'élection doivent pouvoir être contrôlés et compris par un citoyen lambda, sans connaissances ou outils particuliers. Je crois que nous sommes loin de voir une situation où un homme ordinaire soit en mesure de comprendre le chiffrement homomorphe.

Le vote par internet en Estonie

En tant que membre de l'équipe de surveillance des élections par internet en Estonie, je peux dire que ce système a *tout juste* atteint l'échelle d'un projet scolaire. Personne n'a même essayé de le sécuriser davantage ; le système dans son ensemble est dépourvu des principes de base fondamentaux que n'importe quel système sécurisé se doit de posséder.

Un mode de scrutin électronique numérique n'est pas envisageable en Europe à l'échelle de notre existence. Il est toutefois possible que les systèmes numériques et électroniques aient un rôle à jouer dans les élections ; dans certains pays, les élections sont si complexes que les ordinateurs peuvent se révéler utiles. Mais il est *absolument* nécessaire de continuer à s'appuyer sur un bulletin papier et un processus de contrôle des résultats reste *indispensable*.

Je soutiens pleinement l'idée d'utiliser la technologie dans le cadre des élections, tant que cela se fait de manière responsable. Mais je ne crois pas qu'il soit envisageable de mettre en place un

système de vote numérique fiable comme solution à tous nos problèmes. La technologie requise pour cela n'existe tout simplement pas. Même s'il existait des systèmes parfaitement programmés, cela ne fonctionnerait pas parce que des milliards d'autres erreurs surgiraient.

Certes, le vote papier pose de nombreux problèmes, et il est facile d'avancer que le bulletin de vote n'est pas parfait. Mais nous avons aussi des centaines d'années de pratique et d'expérience à notre actif dans l'utilisation de ce système. À l'heure actuelle, il n'existe pas de système alternatif qui soit meilleur ou plus sûr que les bulletins de vote papier.

Non, ce n'est pas un moyen de lutter contre l'abstention

Les jeunes ne votent pas en ligne. La raison qui explique cet état de fait est très simple : tous ceux qui ont grandi à l'ère d'internet comprennent la façon dont l'univers électronique fonctionne. Les jeunes savent mieux que les plus anciennes générations combien cet univers est dangereux. S'ils décident de voter, ils veulent que leur voix compte ; c'est pourquoi ils choisissent de voter sur papier. Ce n'est pas simplement mon avis ; cela a été prouvé par des résultats en Norvège comme en Estonie. Seuls des citoyens retraités comptent parmi le groupe croissant des électeurs électroniques. Mais comme c'est aussi un groupe qui vote déjà activement, cela n'a aucun effet sur l'abstention.

L'affirmation selon laquelle le vote électronique encouragerait les jeunes à voter, souvent faite par

des hommes politiques et des groupes populistes, a été démentie par le résultat de toutes les élections qui ont été menées par voie électronique.

Ma recommandation pour un vote sécurisé est très simple : s'en tenir aux bulletins de vote papier, mais rendre l'élection plus accessible en autorisant les gens à voter, en personne, dans le lieu de leur choix, avec la possibilité de le faire pendant une période prolongée avant l'élection.

Flexibilité et accessibilité

En Finlande, nous avons un système de « vote anticipé » grâce auquel il est possible de voter dans n'importe quel bureau de poste, et où le bulletin de vote est décompté comme si l'on s'était rendu dans un bureau de vote le jour des élections. Aujourd'hui, les gens ont des vies plus mouvementées et devraient donc avoir le choix entre davantage d'options. Je ne crois pas au vote à la maison ; le vote doit être effectué en secret, dans un isolement, où personne ne peut exercer une quelconque influence ou connaître le choix effectué.

Il est également très important d'avoir accès aux informations ainsi qu'à un contexte historique. Le problème, c'est que si l'on vit à Bruxelles, Helsinki ou Berlin, on est susceptible d'oublier que de nombreux Européens vivent dans de petites communes rurales. De nombreuses personnes en Europe ne sont tout simplement pas à l'aise avec le fait de voter ; pour elles, les élections ne sont ni confidentielles ni accessibles. L'Europe est divisée en différents groupes et il est très facile pour les personnes qui ont fait des études universitaires et pour les

jeunes qui maîtrisent les nouvelles technologies d'oublier les réalités vécues par d'autres groupes. La démocratie ne fonctionne réellement que lorsque les gens peuvent voter, et en ayant l'assurance de pouvoir le faire comme bon leur semble.

Enfin, il est fondamental de garder à l'esprit que le débat relatif aux problèmes que rencontrent les systèmes de vote peut susciter de l'indifférence. Et l'indifférence est tout aussi dangereuse pour la démocratie que de faux résultats. Même si l'on n'a pas confiance dans le système actuel, ce n'est pas une excuse pour ne pas voter.

 Cet article est disponible dans sa version longue en ligne sur www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Harri Hursti est l'un des experts les plus pointus du monde sur le sujet de la sécurité du vote électronique. Il fait figure de référence dans la découverte de problèmes cruciaux inhérents aux systèmes de vote électronique dans le monde, notamment aux États-Unis, en Finlande, en Estonie et en Argentine.



AMSTERDAM, PAYS-BAS - Des biens de consommation valant plusieurs milliards sont gaspillés chaque année.

TRANSFORMER LES EXCÉDENTS EN ACTION SOCIALE

par Juliane Kronen

Le montant du gaspillage des biens de consommation s'élève à des milliards d'euros chaque année. Pour autant, dans de nombreux pays, il est plus cher de donner que de jeter en raison de la législation fiscale actuelle.

Chaque jour, lorsqu'ils font leurs courses, équiperont leur foyer en appareils électroménagers ou achètent d'autres biens de consommation durables, les consommateurs ont le choix parmi un large éventail de produits. Le gaspillage alimentaire est depuis un certain temps au cœur de l'actualité, mais on sait peu de choses du revers de cette diversité de l'offre : des biens de consommation équivalents à plusieurs milliards d'euros sont jetés

chaque année en Europe. Le fait que certains biens de consommation ne soient pas vendus comme prévu peut s'expliquer par de nombreuses raisons : de légères imperfections (par exemple un défaut de couleur), un mauvais étiquetage, des cartons ou palettes abîmés, mais aussi la fin

de promotions ou de séries, de nouveaux lancements de produit, la fermeture d'usines ou de points de vente, sans oublier, bien sûr, ce bon vieux surplus.

Rien qu'en Allemagne, on estime qu'on jette chaque année plus de 7 milliards d'euros de biens de consommation, qui se retrouvent

dans des décharges ou des usines d'incinération. Près d'un tiers de ces produits, d'une valeur de 2 milliards d'euros, pourraient pourtant parfaitement être utilisés en toute sécurité par les consommateurs et servir aux associations caritatives.

Éviter le gaspillage en distribuant les dons entre les associations caritatives

Transformer les produits excédentaires des entreprises en dons et les distribuer aux associations caritatives est un moyen innovant d'éviter le gaspillage et de convertir les excédents en action sociale. Cette tâche est menée à bien par des associations dédiées à la redistribution des produits dans plusieurs pays d'Europe. En Allemagne, Innatura est la seule plateforme à faire le lien entre les entreprises qui souhaitent donner, mais ne savent pas à qui, et les associations caritatives. Ce modèle « d'association à association » offre aux entreprises une alternative à l'élimination de leurs produits, qui plus est en réduisant leur empreinte écologique et en créant des actions sociales. Innatura redistribue une vaste gamme de produits comme des jouets, des outils, des appareils électroménagers, des produits d'hygiène personnelle et du matériel éducatif à plus de 2 000 associations caritatives, qui sont en lien avec des publics très divers : des enfants, des familles, des personnes sans domicile fixe et des réfugiés. Ces associations sont surveillées de près et participent aux frais de fonctionnement de la plateforme par une petite contribution, généralement à hauteur de 5 % à 20 % du prix du produit sur le marché.

Un réseau international encourageant le don de produits sous patronage royal

Au Royaume-Uni, In Kind Direct, l'une des associations caritatives du Prince fondée en 1997, a lancé le réseau In Kind Direct International sous le patronage du Prince de Galles. Tout comme Innatura en Allemagne, fondée en 2013, et Dons Solidaires en France, fondée en 2005, In Kind Direct promeut le don de produits ; ensemble, ces trois associations ont convaincu plus de 1 300 entreprises de leur faire confiance pour redistribuer des produits donnés, d'une valeur de plus de 300 millions d'euros, à plus de 8 000 associations caritatives. Au total, ce sont plus de 25 000 tonnes de biens qui ont été détournés des décharges, le plus grand impact, et de loin, étant à mettre au crédit de In Kind Direct, le plus ancien membre du réseau. Les membres de ce réseau collaborent pour partager les dons, les bonnes pratiques, les politiques générales et les processus, et pour redistribuer les biens de consommation de la manière la plus efficace possible, en maximisant les bénéfices pour les personnes dans le besoin et les associations qui leur viennent en aide.

Un appel à l'action

Dans de nombreux cas, le gaspillage de produits fait plus de dégâts que le gaspillage alimentaire ; or, le don de produits à des œuvres sociales a un impact direct sur la réduction du gaspillage. Celui-ci permet également aux entreprises donatrices d'évaluer leur gaspillage et d'essayer d'améliorer la

gestion de leurs ressources. Dans le même temps, il apporte un soutien aux associations caritatives en leur permettant de faire durer davantage leur budget, qui servira principalement à élargir leurs activités de base.

Afin d'augmenter à la fois l'impact social et environnemental, plusieurs éléments incitatifs sont nécessaires :

- Les entreprises produisant des biens de consommation doivent savoir qu'elles ont la possibilité de donner leurs excédents en toute sécurité à des associations caritatives, en pouvant compter sur un partenaire fiable pour leur répartition et en ayant l'assurance que leur marque sera protégée.
- Les associations doivent prendre conscience de toutes les actions supplémentaires qu'elles peuvent réaliser dans le respect de leur budget lorsqu'elles se procurent des dons en nature (en choisissant ce dont elles ont besoin, à quel moment, et en quelle quantité) à moindres frais, plutôt que d'acheter ces produits sur le marché.
- L'imposition des dons en nature, qui fait qu'il revient plus cher de donner que de jeter un produit, crée un gaspillage inutile. Dans certains pays, comme l'Allemagne, un don doit être chiffré et comptabilisé comme un revenu de ventes. La TVA que le donneur doit payer n'est que partiellement compensée par les attestations de don. Les dons d'aliments peuvent désormais être passés par pertes et profits dans la plupart des pays, mais le don de produits non alimentaires peut engendrer des coûts bien plus élevés que le simple fait de s'en débarrasser. Les gouvernements doivent

trouver un moyen pour qu'il ne soit pas plus cher de donner un produit que de le jeter. Comme la TVA est un sujet européen, le Parlement européen a un rôle essentiel à jouer, en encourageant le don de produits au sein de ses États membres, évitant ainsi un gaspillage inutile.

- Les modèles « d'associations à associations » sont exclus de pratiquement tous les financements parce qu'ils ne travaillent pas directement avec les personnes dans le besoin. Toutefois, ils contribuent grandement à améliorer l'efficacité du secteur caritatif et à recueillir des fonds grâce aux déductions fiscales et aux dons. Les organismes de financement publics et privés devraient donc autoriser les modèles « d'associations à associations » à recevoir des fonds.



> AUTEURE

Dr Juliane Kronen est fondatrice et PDG d'Innatura, une alternative durable donnant une utilité à des produits neufs destinés au départ à être jetés.



▮ Vos restes ont un plus grand impact politique que vous ne le pensez.

LE SCANDALE DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE *ET COMMENT DONALD TRUMP VA RÉGLER CE PROBLÈME*

par Joris Lohman

Au cours des dernières années, le scandale du gaspillage alimentaire a eu de plus en plus de retentissement. Tandis qu'une grande partie de la population mondiale est toujours sous-alimentée, un tiers de l'ensemble de la nourriture produite finit à la poubelle.

Des dizaines d'années de mesures politiques visant à atteindre la sécurité alimentaire ont sans aucun doute conduit à la production de plus de nourriture. Dans le même temps, la doctrine de la sécurité alimentaire a produit une

quantité sans précédent de gaspillage alimentaire. Des aliments de base, des légumes et des produits d'origine animale qui ont besoin de terre, d'eau, de ressources naturelles et de main-d'œuvre pour être produits n'arrivent jamais jusqu'au consommateur.

À partir de 2009 environ, le scandale du gaspillage alimentaire dans le monde a commencé à faire parler de lui. Il a été mis en lumière par des militants comme Tristram Stuart, qui a décidé d'organiser de grands événements publics appelés « Feeding the 5000 »

visant à sensibiliser au gaspillage alimentaire en nourrissant un grand nombre de personnes (plus de 5 000) avec des aliments qui étaient destinés à finir au rebut, et par le Slow Food Youth Network, un réseau international de militants s'intéressant aux questions

d'alimentation qui a organisé des événements intitulés «Disco soup», où un DJ officie tandis que des participants coupent et font cuire des légumes qui étaient destinés à être jetés dans des centaines de villes partout dans le monde, par exemple à Berlin, Paris, Rio de Janeiro, Séoul, Sydney, New York et Nairobi. Ce genre d'événements a attiré l'attention des gouvernements et des responsables politiques à l'échelle nationale et internationale, et depuis lors, de nombreuses autres initiatives, alliances, campagnes et programmes pour lutter contre le gaspillage alimentaire ont été lancés.

Le résultat de la surconsommation

Même si toutes ces initiatives partent de bonnes intentions, il n'y a aucune chance pour qu'elles fassent une différence notable, encore moins qu'elles s'attaquent réellement au problème du gaspillage alimentaire. Le gaspillage alimentaire n'est pas tant un effet secondaire accidentel de la production d'aliments que le résultat naturel et attendu de la surproduction du système agroalimentaire. Nous n'arriverons pas à réduire le gaspillage alimentaire si nous continuons à produire des aliments selon les moyens employés par la plupart des pays industrialisés du monde d'aujourd'hui.

La raison qui explique cet état de fait est très simple. Le système agroalimentaire créé après la Seconde Guerre mondiale a été conçu pour répondre à un objectif, et un seul : produire le plus de calories possible pour le prix le plus bas possible. L'industrialisation, la mécanisation et la politique agricole commune de l'Europe

ont été conçues pour répondre à cet objectif. Les responsables politiques, les entreprises et, surtout, les agriculteurs pris dans ce système n'ont qu'une qu'idée en tête : produire davantage de nourriture. À l'évidence, ce système a atteint ses limites.

En réaction au paradigme productiviste, justifié par le besoin de «sécurité alimentaire» (ce qui signifie que chaque personne doit avoir accès à des aliments nourrissants), les mouvements sociaux de base ont lancé un nouveau concept : celui de «souveraineté alimentaire». La version abrégée de la souveraineté alimentaire est, comme l'a remarqué le spécialiste de Berkeley, Raj Patel, le «droit des peuples à décider de leurs propres politiques en matière d'agriculture et d'alimentation».

Bien que le concept de souveraineté alimentaire soit encore en cours de développement, le mouvement et le concept prennent clairement de l'ampleur et proposent une alternative dans le débat sur l'avenir de la nourriture. La volonté de ramener les systèmes agroalimentaires à une échelle locale a trouvé un écho dans les débats d'orientation en Europe.

Deux voies possibles

Les scénarios alimentaires pour l'avenir définissent grossièrement deux voies possibles dans lesquelles les futurs systèmes agroalimentaires pourraient se développer : un «scénario high-tech», dans lequel les entreprises multinationales joueront un rôle encore plus grand dans le système agroalimentaire, à l'aide de systèmes high-tech efficaces afin de produire et de nous fournir les aliments dont nous avons besoin ;

et le «scénario de l'auto-organisation», dans lequel davantage de communautés organisées localement (ou régionalement) prennent en charge leur propre approvisionnement alimentaire.

Il y a quelques mois encore, j'aurais parié, sans hésiter, sur le premier scénario. Le développement technologique s'accélère, et compte tenu des débats autour de marchés alimentaires encore plus ouverts et du TTIP, le scénario «d'auto-organisation» et de souveraineté alimentaire semblait irréaliste, voire idéaliste. L'élection de Donald Trump et la montée du populisme en Europe a rebattu les cartes.

Pour que le paradigme high-tech et productiviste prospère, les marchés ouverts, le néolibéralisme et les accords commerciaux sont indispensables. Mais la construction de murs et le concept visant à privilégier «l'Amérique d'abord» changent radicalement la donne pour l'économie alimentaire. J'ai moi-même ressenti un certain malaise face aux ressemblances évidentes entre d'un côté, la rhétorique du mouvement en faveur de réseaux d'alimentation locaux, dont je me sens proche, et le nationalisme flagrant et la rhétorique protectionniste du nouveau président des États-Unis et de ses homologues populistes européens. Y a-t-il vraiment une différence entre «penser à l'Amérique d'abord et soutenir les travailleurs américains» et «acheter du fromage de la région afin de soutenir les agriculteurs locaux» ?

Bien sûr, les différences sont plus importantes que les ressemblances : viser la souveraineté alimentaire implique davantage, et non moins, de démocratie. Pourtant, même si les sympathisants des mouvements alimentaires progressistes se refusent bien sou-

vent à l'admettre, une partie des sentiments sous-jacents est commune. Les agriculteurs comme les ouvriers qui votent pour des partis populistes sont considérés comme les «perdants» d'une économie de marché mondialisée. Seul le temps nous permettra de constater les conséquences pour notre système agroalimentaire de la décomposition du néolibéralisme qui se produit actuellement sous nos yeux. Des modèles de production et de consommation alimentaires coopératifs, en circuit court (du producteur au consommateur) et organisés au niveau local pourraient commencer à se développer en réponse à l'effondrement des accords de libre-échange. Ainsi, Donald Trump pourrait bien jouer un grand rôle dans la «résolution du scandale du gaspillage alimentaire mondial».



> AUTEUR

Joris Lohman est le cofondateur de Food Hub, une entreprise sociale qui vise à accélérer la transition vers un système agroalimentaire juste, propre et équitable. Il est également membre du Comité exécutif de Slow Food International.



© European Union / François Walschaerts

I BRUXELLES, BELGIQUE - L'UE a besoin de repenser sa stratégie sur le gaspillage alimentaire.

LUTTER CONTRE L'ABSURDITÉ DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE : UNE OBLIGATION MORALE

par Vytenis Andriukaitis

On estime que près de 90 millions de tonnes de nourriture sont gaspillées chaque année dans l'Union européenne, entraînant des coûts afférents estimés à 143 milliards d'euros.

En tant que Commissaire européen en charge de la santé et de la sécurité alimentaire, je trouve cela tout simplement inacceptable, alors même que 55 millions de personnes au sein de l'Union européenne n'ont pas les moyens de s'offrir un repas décent et de qualité un jour sur deux. Le gaspillage alimentaire impose également une pression inutile sur l'environnement : dans son ensemble, c'est le

troisième responsable des émissions de gaz à effet de serre du monde, juste derrière la production de la Chine et des États-Unis !

C'est pourquoi la lutte contre le gaspillage alimentaire figure désormais en bonne place à l'ordre du jour de la Commission européenne. Elle a été identifiée comme l'une des priorités du paquet Économie circulaire de la Commission, adopté fin 2015. Ce paquet réaffirme l'engagement de l'UE à remplir l'objectif de développement durable mondial « 12.3 », qui consiste à

réduire le volume de déchets alimentaires de moitié d'ici à 2030.

Au cours des derniers mois, une série de mesures et d'actions ont été prises afin de se rapprocher de ces objectifs de développement durable. Et l'évaluation chiffrée est au cœur de la prévention contre le gaspillage alimentaire : nous devons comprendre où les ressources alimentaires se perdent, en quelle quantité et pourquoi, afin d'élaborer des programmes de prévention efficaces contre le gaspillage alimentaire.

L'évaluation chiffrée, une condition préalable

À ce jour, les données européennes concernant les niveaux de gaspillage alimentaire sont insuffisantes. La proposition législative sur le gaspillage de la Commission européenne vise à combler ces lacunes en exigeant des États membres qu'ils réduisent le gaspillage tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, surveillent les niveaux et rendent compte des progrès

effectués. Afin de soutenir ces efforts, la Commission va élaborer une méthodologie permettant de mesurer systématiquement le gaspillage alimentaire à chaque étape de la chaîne de valeur alimentaire, en coopération avec les États membres et les acteurs concernés. En résumé, l'évaluation chiffrée est une condition préalable à une action ciblée et efficace.

Afin d'accélérer les progrès de l'UE vis-à-vis des Objectifs de développement durable, la Commission européenne a mis en place une *Plateforme sur les pertes et le gaspillage alimentaires* qui rassemble des acteurs clés issus de 70 organisations représentant les gouvernements, le secteur, les associations de consommateurs, les banques alimentaires et d'autres ONG des États membres, ainsi que des organisations internationales.

Mon objectif en tant que Commissaire est très clair : je souhaite que l'UE devienne une référence mondiale en étant le fer de lance de la lutte contre le gaspillage alimentaire. C'est pourquoi, lors de la première réunion de la Plateforme, j'ai mis tous ses membres au défi d'instaurer des programmes nationaux de prévention contre le gaspillage alimentaire d'ici à la fin 2019.

Outre la méthodologie et la Plateforme, nous avons également pris des mesures à l'échelle de l'UE. À cet égard, la Commission agira en suivant les différentes étapes de la chaîne agroalimentaire : d'abord en travaillant sur la prévention du gaspillage alimentaire, puis sur les dons de denrées comestibles et enfin sur leur réutilisation dans l'alimentation animale. C'est dans cette perspective que nous étudions comment faciliter la compréhension de la date inscrite

sur les emballages des aliments, afin qu'elle soit utilisée de façon plus efficace. Nous développerons également des directives européennes afin de favoriser le don d'aliments ainsi qu'une réutilisation sûre d'aliments impropres à la consommation humaine dans la production d'aliments pour les animaux, un domaine dans lequel l'UE est largement dépendante des importations de pays tiers.

L'exemple danois

Certains États membres ont été particulièrement actifs ces dernières années, et ont adopté des mesures qui pourraient inspirer d'autres pays.

Au Danemark, par exemple, un certain nombre d'initiatives de prévention du gaspillage alimentaire ont été lancées à l'échelle des consommateurs, des lieux de vente et des services de restauration. Les pouvoirs publics comme l'Administration vétérinaire et alimentaire danoise soutiennent la prévention contre le gaspillage alimentaire, en donnant par exemple des conseils pratiques et des outils pour aider les entreprises du secteur agroalimentaire à évaluer si les aliments pour lesquels ils ont des doutes peuvent être vendus ou réutilisés dans le secteur, et à quelles conditions. Des campagnes d'information à destination des consommateurs expliquent notamment la signification des dates « à consommer jusqu'au » et « à consommer de préférence avant le » que l'on trouve sur les emballages des produits alimentaires. Selon des chiffres publiés par la revue spécialisée danoise *Dansk Handelsblad* et le Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation, le gaspillage alimentaire a diminué

de 25% au Danemark depuis 2010. L'exemple du Royaume-Uni est également intéressant, puisqu'il possède des estimations très précises du gaspillage alimentaire à l'échelle d'un pays. Le Royaume-Uni a réussi à diminuer de 15% le gaspillage alimentaire des ménages entre 2007 et 2012 et a récemment lancé un nouvel accord volontaire, le « Courtauld Commitment 2025 », afin de réduire le gaspillage alimentaire de 20% supplémentaires sur l'ensemble de la filière agroalimentaire. La France a également été très active sur ce front et, en 2016, elle a adopté des mesures visant à empêcher les supermarchés de jeter ou de détruire des aliments invendus, et à les encourager à les donner, sous certaines conditions, à des banques alimentaires ou, lorsqu'ils sont impropres à la consommation humaine, de les valoriser dans la production d'aliments pour les animaux. Ces mesures font partie d'un programme national de prévention contre le gaspillage alimentaire qui vise à réduire de moitié la quantité d'aliments gaspillés d'ici à 2025. Certaines chaînes de supermarchés ont lancé leurs propres initiatives afin de lutter contre le gaspillage alimentaire, par exemple en encourageant les consommateurs à acheter des fruits et des légumes imparfaits, ou en utilisant des applications pour proposer à leurs consommateurs des produits approchant de leur date de péremption à un prix réduit. En Italie, une série de mesures nationales, y compris une plus grande promotion de la redistribution alimentaire, ont été adoptées l'année dernière dans le cadre d'une nouvelle loi visant à réduire le gaspillage alimentaire annuel total du pays d'un milliard de tonnes. Comme on peut le voir, la réduction

du gaspillage alimentaire est une préoccupation croissante dans l'Union européenne, mais sa prévention requiert des actions à tous les niveaux : mondial, européen, national, régional, local, et même (voire d'autant plus) dans votre propre foyer, d'où la plupart des déchets alimentaires proviennent ! La restructuration de nos systèmes alimentaires peut sembler une tâche intimidante exigeant une quantité d'efforts importants, mais c'est une obligation morale que de tenir cet engagement avec créativité et coopération.

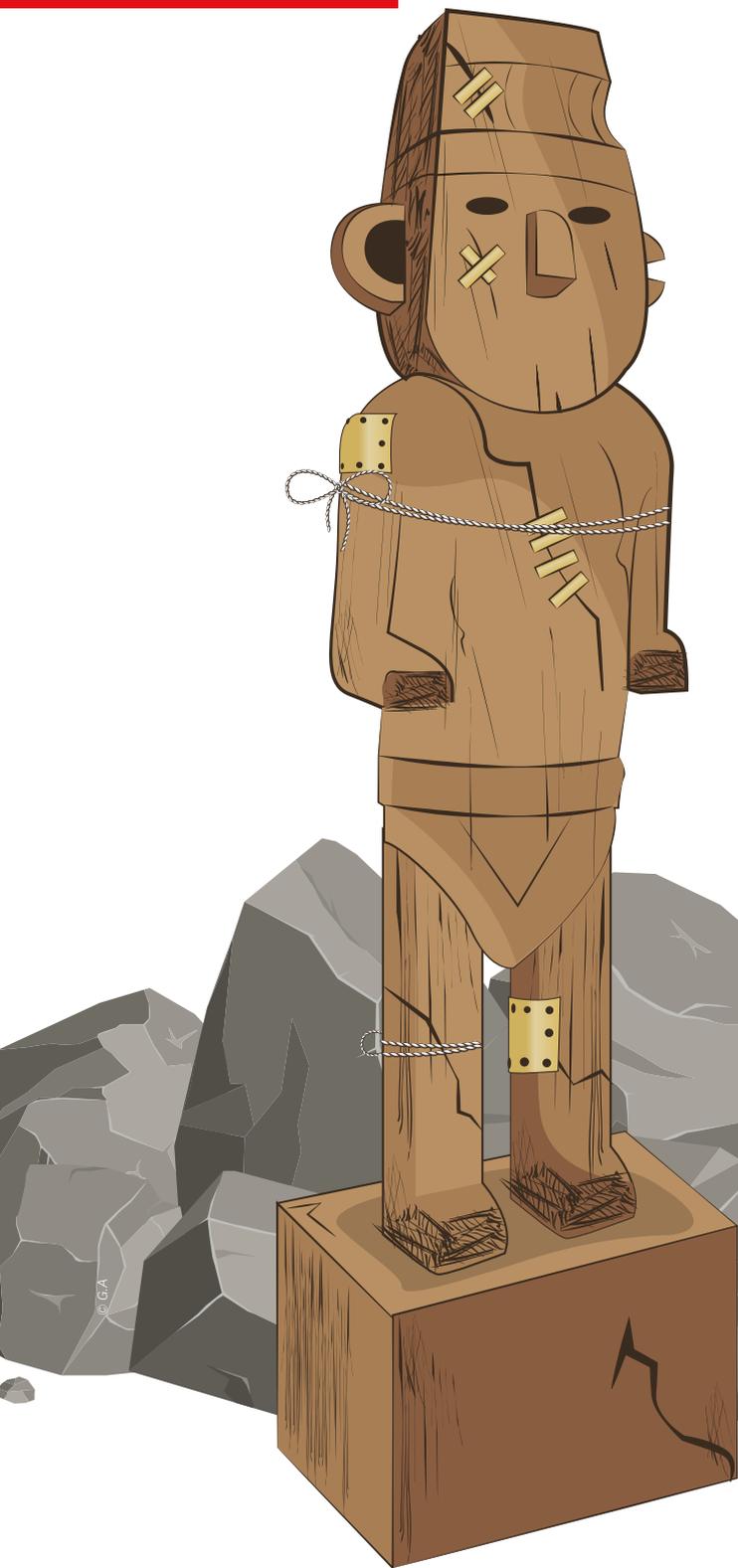
Si nous réapprenons, tous autant que nous sommes, à apprécier et à valoriser les aliments que nous mettons dans notre assiette, je suis sûr que nous pouvons faire de grands progrès dans la lutte contre le gaspillage alimentaire au sein de l'UE. Devenons des héros de la lutte contre le gaspillage alimentaire ; ainsi, nous sauverons des aliments pour des personnes qui en ont besoin, nous protégerons notre planète et nous agirons en faveur du progrès.



> **AUTEUR**
Vytenis Andriukaitis est Commissaire européen à la santé et à la sécurité alimentaire.

IL N'Y A QUE DES ANACHRONISMES DANS CE MONDE ACTUEL

Interview avec le philosophe français Michel Serres, par Alain Bloëdt, Rédacteur-en-chef du Progressive Post



| Ancien talisman de la culture Chimú dans le nord du Pérou, qui a inspiré le fétiche Arumbaya de Hergé.

— **Il faut bien en parler, expliquer, dénoncer...**

MS : Ce n'est pas vrai, je voudrais bien que vous luttiez contre moi, sans arrêt, sur mes livres, vous me feriez une publicité majeure. Quand on lutte, n'oublions pas le principe Parlez de moi, dites du bien, dites du mal, cela m'est égal mais surtout parler de moi. La voilà donc la première bulle : celle de la lutte ! Arrêtez-vous d'en parler et, peut-être, ce sera plus efficace.

— **Cela devient encore plus compliqué de l'ignorer maintenant qu'il est élu...**

MS : Quand je lis les articles sur Trump, il n'y a que du mal de lui. On oublierait qu'il a été élu. Or, j'ai vécu 45 ans aux Etats-Unis (NDLR : Professeur à l'Université Stanford) et il n'y a pas de doute, Trump représente la vraie Amérique. D'ailleurs, Bush Junior était déjà un demi-Trump.

— **Quelles autres bulles identifiez-vous actuellement ?**

MS : Les administrateurs, les journalistes, les politiques sont formés depuis leur enfance exclusivement aux sciences humaines, à la sociologie, à la psychologie, au droit ou à l'administration. Qu'est-ce qui fait bouger le monde contemporain et le rend unique au sens de l'histoire ? Ce sont les sciences dures : c'est le climat, c'est-à-dire la chimie, c'est l'espérance de vie c'est-à-dire la biochimie et la médecine, ce sont les nouvelles technologies, etc... Domaines qu'ils ne connaissent pas du tout ! Par conséquent, ils croient tous, dans leur ensemble, être en rapport avec le monde

parce qu'ils en parlent mais ils ne le voient pas puisqu'ils n'ont pas la formation nécessaire.

— **Parleriez-vous d'une bulle d'ignorance ?**

MS : Oui car ils répètent de nouveau, dans l'observation qu'ils croient faire, ce qu'ils savent mais ce n'est pas comme cela que le monde se transforme. On a l'impression d'être en pleine Renaissance où les Docteurs de la scholastique de l'époque médiévale ont vu débarquer Montaigne et Rabelais et les *1001 façons de se torcher le cul*.

— **Dans cette tendance, le discours dit de la post-vérité vous semble-t-il nouveau ?**

MS : Il me semble qu'à l'aube du journalisme, Honoré de Balzac avait écrit un roman qui s'intitulait *L'illustre Gaudissart*, lequel racontait que les journaux balancent l'information. Il y a toujours eu deux observateurs du monde contemporain : celui qui est engagé sur le moment et celui qui a du recul pour voir comment cela se passe. Je pense que le second a plus de chance de photographier l'évolution du monde contemporain. Sous la pression des géants américains, les prérogatives des Etats se réduisent comme une peau de chagrin, c'est la vraie lutte et pas de savoir qui gagnera la prochaine élection.

— **Pourquoi des sociétés qui n'ont jamais été aussi informées se font-elle encore rouler ?**

MS : Faisons tout d'abord le bilan. Il y a Poutine en Russie, Erdogan en Turquie, les Anglais ont voté

— **On reproche souvent aux technocrates européens d'être dans leur bulle. Dans les dernières campagnes (US, Brexit), la dichotomie entre les prévisions de l'intelligence et le résultat final montre également que les bulles ne sont pas que bruxelloises. Comment y remédier ?**

MICHEL SERRES : Je vais vous répondre par ce que m'inspire Donald Trump et, de manière plus générale, les populistes : je trouve que les médias, à force de lutter contre ces adversaires lui font une publicité majeure.

pour le Brexit, les Américains pour Trump. J'ai même l'impression que l'Etat islamique et ses prédécesseurs, comme Ben Laden, sont nés pour lutter contre le printemps arabe. Ils n'ont pas voulu que cette chose arrive. On a une belle synthèse avec cette liste et la sensation que le monde entier est entrain de virer au conservatisme le plus réactionnaire. Trump et Daesh, d'une certaine façon : même combat !

— Pourquoi s'imposent-ils ?

MS : Mon hypothèse est qu'une des grandes réussites du monde contemporain - et j'en suis bénéficiaire -, c'est l'augmentation verticale de l'espérance de vie, due aux progrès géants de la chimie, de la médecine, des algorithmes... On oublie toujours que Jules César et Alexandre dominaient à 25-30 ans. Aujourd'hui, ce sont des vieux grognons qui sont au pouvoir ! Un homme de 60 ans aujourd'hui n'a pas encore hérité. Toute la fortune est donc entrain d'avancer vers une population qui n'en a rien à faire mais qui a de plus en plus de fortune et les gosses n'en ont plus. Si vous faites le même raisonnement pour le pouvoir, vous allez avoir le même résultat ! Les vieux ronchons ont pris le pouvoir grâce au prolongement de l'espérance de vie et ont une trouille énorme du monde contemporain.

— J'ai 40 ans et il me semble que ma génération est témoin de cet immobilisme mais elle me semble aussi bien passive...

MS : Ce n'est pas l'engagement qui lui manque, c'est les moyens ! Ils n'ont pas d'argent et n'occupent pas le pouvoir donc les plus dyna-

miques d'entre nous sont démunis de moyens. C'est une inégalité de condition générationnelle.

— En dépit de régulières prévisions catastrophiques, le conflit entre les générations n'a pas pourtant lieu ?

MS : En effet, il y a une certaine stabilité dans le conflit de générations mais il faut prendre conscience qu'il se passe des choses qui n'ont jamais eu lieu dans l'histoire. Par exemple, quand je suis né en 1930, il y avait moins de 2 milliards d'individus sur terre. Nous sommes désormais 7 milliards. Les nouvelles technologies ont amené un régime du travail, un régime des relations humaines, un régime de l'espace et du temps totalement sans précédent. Les vieux ronchons ont peur de toutes ces nouveautés !

— Comment la nouvelle génération peut prendre le pouvoir ?

MS : Ils sont porteurs des nouveautés, de la transformation de la société mais objectivement, le coût de l'argent est important. J'ai 86 ans et ma fille aînée a 62 ans et n'a pas encore hérité. L'investissement financier est de plus en plus immobilisé par cette nouvelle situation et le pouvoir suit.

— Comment transférer ce pouvoir ? Par les institutions ?

MS : On était prêt à l'exemple de la progression du féminisme mais il y a un phénomène de blocage. Ce sera toujours une attelle sur une jambe de bois car les institutions sur lesquelles nous vivons ont été créées dans un monde qui n'est

plus celui dans lequel nous vivons. Et, ce sont toutes les institutions qui sont visées : école, politique, hôpital etc... même la monnaie, même le travail, à certains égards, sont désuets.

— Pourquoi ?

MS : Il n'y a que des anachronismes dans ce monde actuel et, finalement, Trump est le témoin de notre immobilisme. Les gens ne s'aperçoivent presque pas du caractère unique et nouveau de notre temps. Mais, l'on oublie aussi, pour une raison simple, parce que la paix, c'est l'oubli et la guerre, la mémoire.

— L'Union européenne en terme géopolitique était révolutionnaire. L'est-elle toujours 60 ans après le Traité de Rome ?

MS : Pour moi l'Europe est l'institution la plus précieuse car elle a apporté la paix dans un endroit qui ne l'était plus depuis avant la guerre de Troie. 70 ans de paix, c'est un résultat colossal !

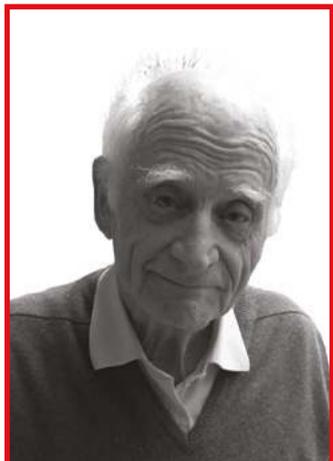
— Comment la faire évoluer malgré tout ?

MS : J'ai l'idée qu'un organisme vivant, faune, flore ou humain n'est pas un système. Les poussées évolutives à la Darwin n'ont pas eu le même rythme dans les particularités qui composent notre corps. Par exemple, une partie de notre cerveau a été formé au Primaire, d'autres parties, lors de l'arrivée des Homo sapiens. Nous ne sommes pas un système. Nous sommes formés par un bricolage. Donc plus un Etat est parfait, plus il me fait horreur. Un état parfait, c'est Staline.

Un état parfait, c'est le fétiche des Arumbaya (NDLR : relire L'Oreille cassée des aventures de Tintin par Hergé). Par conséquent, l'Europe est mal foutue, elle est pleine de vis mais que je suis content. Moins elle marche bien, plus elle me plaît. Les institutions parfaites, durant l'histoire, demandaient de sacrifier leur vie pour elles. L'Europe ne demandera jamais la vie de quiconque pour la défendre.

— Si on accepte l'Europe comme elle est, on doit donc sans cesse la réparer ?

MS : Bien sûr, c'est comme le couteau de Jeannot. Jeannot a un couteau mais il l'a depuis tellement longtemps qu'il répare le manche. C'est un nouveau manche. Ensuite, c'est la lame qui est usée alors on change la lame. Est-ce que c'est toujours le couteau de Jeannot ? Oui et Non.



> AUTEUR
Michel Serres est philosophe, écrivain et membre de l'Académie française.



| L'ancien commissaire européen Pascal Lamy parle de l'Europe et de l'Union.

LE DEFICIT DEMOCRATIQUE DE L'EUROPE EST DE NATURE ANTHROPOLITIQUE

Interview avec Pascal Lamy, Président émérite de l'Institut Jacques Delors
par Alain Bloëdt, Rédacteur-en-chef du Progressive Post

“
L'IDÉE
QUE L'ÉLECTION
D'UN PRÉSIDENT
AU SUFFRAGE
UNIVERSEL
COMBLERAIT
UN DÉFICIT
DÉMOCRATIQUE
EUROPÉEN,
EST UNE FAUSSE
BONNE IDÉE.
IL SUFFIT
DE REGARDER
L'ÉTAT
DE LA
DÉMOCRATIE
EN FRANCE
POUR S'EN
RENDRE
COMPTE
”

— Le renforcement des pouvoirs des institutions européennes comme la Commission ou la création éventuelle de nouvelles, tel qu'un Parlement de la zone euro, renforcerait-il la démocratie européenne ?

PASCAL LAMY : Je ne le crois pas. Si l'UE allait voir le docteur institutionnel, il ne verrait pas grand chose et ne comprendrait pas pourquoi cela ne marche pas. Il constaterait que nous avons un quasi gouvernement, une chambre du peuple élu, une cour de justice. Il nous enverrait plutôt chez le psychiatre !

— L'inquiétante faiblesse de la participation aux élections européenne est bien réelle pourtant...

PL : Il y a un déficit démocratique mais il n'a quasiment rien à voir avec les institutions ou les procédures. Comme disait Eli Barnavi, « le problème de l'Europe est qu'elle est politiquement frigide ». Il n'y a pas de demos au sens émotionnel, au sens d'une appartenance qui mobilise des imaginaires.

— Alors, comment définiriez-vous ce déficit ?

PL : Il est de nature « anthropologique ». C'est plus un problème anthropologique qu'un problème institutionnel ou juridique. En effet, la question la plus importante n'est pas quelle est la prochaine réforme institutionnelle mais : comment mobiliser des imaginaires à partir de récits ? Quelles mythologies européennes seraient capables de se juxtaposer, sans les remplacer, aux mythologies nationales ?

— Comment y parvenir ?

PL : Il y a seulement un pays, en Europe, à ma connaissance, dans les Balkans, où la fête nationale correspond à une défaite, sinon ce sont toujours des victoires. De manière plus générale, les systèmes nationaux sont le produit d'une mémoire organisée, voire fabriquée comme en France, par exemple, avec Saint-Louis, Clovis, la bataille de Poitiers. Il faut remplir cet espace frigide d'une capacité émotionnelle qui est d'ordre narrative et mobilise les esprits.

— Pour vous, il n'y a pas de mythe européen rassembleur ?

PL : Actuellement, l'Europe c'est un contre-mythe car il se base sur le refus de la guerre. Cette mythologie n'est pas un rêve mais un cauchemar. C'est donc peu mobilisateur.

— Que faites-vous du passeport européen, du drapeau européen, de l'hymne européen ?

PL : C'est mettre la charrue avant les bœufs, une erreur anthropologique que j'assume, car j'étais de ceux qui ont cru à l'« Europe

des citoyens » comme on disait alors. C'est le mythe qui fait l'hymne, le drapeau, le passeport, pas l'inverse ! On manque d'un sous-bassement narratif qui mobilise les imaginaires, il est là le déficit démocratique. Il faut comprendre pourquoi le raisonnement d'inspiration alchimiste des pères fondateurs – la pierre de l'intégration économique va se transformer en or politique – ne marche pas !

— A l'instar de l'euro, l'intégration économique ne crée-t-il pas de l'intégration politique ?

PL : C'est vrai et on voit bien que les scénarios de sortie de l'euro génèrent des problèmes politiques. Mais regardez les billets d'euro : ils sont froids et anonymes.

— Cette absence de mythe profite-t-elle aux populistes ?

PL : Nous avons reculé sur la partie culturelle. En effet, le populisme a deux origines : l'insécurité sociale et l'insécurité culturelle. À gauche, on se préoccupe de réinventer l'état providence et de bouger la frontière de mœurs ancestraux. Sur l'insécurité culturelle, la droite et l'extrême-droite ont un énorme avantage comparatif car ils disent : retour à la tradition. Or, le retour au passé est la forme extrême du conservatisme.

— À défaut immédiat d'un mythe rassembleur, n'y a-t-il pas des avancées démocratiques intéressantes comme le Spitzenkandidat ?

PL : Bien entendu, des avancées démocratiques continuent à se mettre en place et sont fort utiles

mais ce n'est pas une question institutionnelle. Le Spitzenkandidat n'a pas besoin de changer les institutions. Un autre progrès qui concerne les socialistes : c'est l'adhésion en direct au Parti socialiste européen, refusé par les partis socialistes nationaux. Voilà un grave verrou qui révèle la dichotomie entre l'espace national et européen alors que nous sommes les premiers à plaider sa continuité ! Pas besoin de changer les institutions pour y remédier !

— **Le renforcement des pouvoirs de la Commission est-il nécessaire ?**

PL : La grande question est de savoir si on reste sur un modèle parlementaire classique avec majorité et opposition ou sur un système confédéral type suisse. Au-delà, je relève que beaucoup de nos diplomates – à commencer par les Français et Anglais – refusent toujours d'écrire que la Commission est un gouvernement. Ils le voient toujours comme le secrétariat du Conseil qui est, pour eux, le véritable gouvernement.

— **Le Parlement européen actuel fonctionne sur des majorités d'idées. Le modèle parlementaire classique pourrait-il officiellement s'imposer ?**

PL : Nous en sommes loin car cela signifierait que la Commission est constituée de ceux qui ont gagné les élections, ou d'une coalition, négociée avec une majorité, au Parlement européen. Toutefois, et c'est ma lecture des institutions, nous vivons déjà dans un système parlementaire. La commission

“
L'EUROPE
C'EST UN
CONTRE-MYTHE
CAR IL SE BASE
SUR LE REFUS
DE LA GUERRE.
CETTE
MYTHOLOGIE
N'EST PAS
UN RÊVE
MAIS UN
CAUCHEMAR.
C'EST DONC PEU
MOBILISATEUR
”

est un quasi gouvernement, le Conseil est le sénat des Etats membres et le Parlement est une chambre des représentants. En outre, le Parlement peut voter une motion de censure contre la Commission. C'est arrivé une fois même si la Commission a démissionné la veille.

— **Êtes-vous renforcé dans cette lecture par votre expérience de Commissaire au Commerce ?**

PL : Sans doute. Le commerce étant une compétence fédérale, je devais travailler avec le Conseil et le Parlement. J'associais, en plus, le Comité économique et social et le Comité des régions.

— **Vous félicitez-vous donc de la réorganisation du collège, orchestrée par Jean-Claude Juncker, pour rendre plus politique la Commission ?**

PL : Il est vrai que le trop grand nombre de commissaires — produit de compromis diplomatiques médiocres — handicape le caractère politique de la Commission. Donc la réforme de Juncker, même si elle est un peu lourde, permet de rendre l'agenda et l'action plus politiques.

— **Que pensez-vous de l'élection d'un Président européen au suffrage universel ?**

PL : L'idée que l'élection d'un président au suffrage universel comble un déficit démocratique européen, est une fausse bonne idée. Il suffit de regarder l'état de la démocratie en France pour s'en rendre compte. Du reste, si cela advenait, il serait toujours allemand.



> **AUTEUR**
Pascal Lamy Président émérite de l'Institut Jacques Delors, ancien Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, ancien Commissaire européen et Vice-Président de la FEPS.



© Alexandra Nika

■ BUCAREST, ROUMANIE – Les listes transnationales pourraient encourager la participation.

POLITISER L'EUROPE : DES LISTES TRANSNATIONALES COMME MOYEN DE DÉPLACER LE DÉBAT DE LA POSSIBILITÉ D'UN CHOIX VERS LE CHOIX EN LUI-MÊME

Par Dr Ania Skrzypek

Les élections européennes de 2014 ont sans aucun doute constitué une petite révolution. Leur caractère historique s'explique par le fait que toutes les familles politiques européennes « traditionnelles » avaient alors décidé d'appliquer consciencieusement les dispositions du Traité de Lisbonne.

Cela a permis à leurs fédérations européennes, les partis européens, de s'engager dans la campagne, et les a aussi encouragés à se choisir un candidat. Dans le cas où leur parti remporterait la victoire, ce dernier était nommé au poste de président de la Commission européenne.

Si cela semble constituer un ensemble de règles plutôt simple à respecter, son interprétation était pourtant largement controversée. Le premier débat sur le sujet au sein du Parlement européen a été plutôt instructif, dans la mesure où il a souligné que la « victoire » mentionnée ci-avant pouvait être vue soit comme le plus grand nombre de députés européens obtenus par

un parti, soit comme la capacité de ce dernier à créer une grande alliance soutenant le candidat potentiel. À ce moment-là, l'idée était considérée comme abstraite, mais aujourd'hui, un an après la fêlure apparue au sein de la grande coalition, ce vieux débat est susceptible de refaire surface et de prendre de l'importance. Cependant, tandis que le débat au sein du Parlement

européen a rapidement été réglé, la bataille pour amener d'autres institutions, particulièrement le Conseil, à reconnaître cette lecture des dispositions du Traité est ainsi à accepter que Jean-Claude Juncker devienne le Président de la Commission a duré un peu plus longtemps. Au bout du compte, cela s'est terminé par la reddition des chefs d'État : un succès histo-

rique pour le Parlement européen doublé d'un succès indirect pour les partis européens.

Une «concession exceptionnelle»

On aurait pu penser qu'un précédent avait ainsi été établi, mais des discussions actuelles nous prouvent le contraire. Il semblerait que certains membres du Conseil considèrent que le déroulement des faits de 2014 constitue une sorte de « concession exceptionnelle ». Alors que nous nous trouvons à mi-mandat, les yeux tournés vers 2019, ces membres préféreraient plutôt faire demi-tour et retrouver le temps jadis où les postes de direction étaient attribués à huis clos. Ce ne serait pas souhaitable ; ce serait même une défaite pour la voie qui a rendu (et pourrait continuer à rendre) le processus décisionnel de l'Europe plus transparent, et de ce fait plus démocratique. C'est pourquoi l'engagement du Parlement européen à continuer sur cette voie et à poursuivre les réformes des lois électorales européennes, tel qu'il a été exprimé à travers le vote sur le rapport de Jo Leinen et de Danuta Hübner en octobre 2015, est si pertinent.

Le texte adopté clarifie un point : cette expérience consistant à désigner des candidats pour chaque parti a été bénéfique, car elle a suscité une prise de conscience politique et a contribué à la mobilisation des citoyens pendant la campagne. Il est vrai que la participation n'a pas encore augmenté de façon substantielle, mais au moins la tendance au déclin d'élection en élection de ces trente dernières années a-t-elle été stoppée. En plus de recommander la poursuite

de cette expérience en 2019, le rapport met en lumière d'autres propositions susceptibles de renforcer la démocratie en Europe. Parmi ces propositions figure l'idée de créer des listes transnationales à présenter aux citoyens pendant la campagne des élections législatives européennes.

Supprimer les failles

Même si cette idée n'est pas encore montée en puissance, il est utile de la prendre sérieusement en considération, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle permettrait de supprimer certaines failles qui ont été découvertes quand l'idée de présenter des candidats à la tête de partis européens a été mise en pratique, la plus importante étant que la légitimité du Président potentiel resterait indirecte, dans la mesure où il ne serait un candidat éligible que dans l'un des 28 États membres. De même, dans certains États, les citoyens se trouvaient dans l'impossibilité de soutenir le candidat de leur choix, parce que tous les partis européens n'étaient pas présents dans chacun des États membres. Ainsi, une liste transnationale constituerait un moyen de faire un pas en avant et de permettre aux électeurs de soutenir directement le candidat de leur choix pour le poste de président de la Commission européenne. Deuxièmement, tandis que beaucoup de choses ont été dites sur les conséquences positives de la campagne et des élections européennes de 2014, il est important de ne pas oublier certaines autres tendances inquiétantes. Le Parlement européen actuel, tel qu'il a été formé à la suite des élections, est le plus fragmenté de l'histoire et comprend le plus grand nombre de

députés européens eurosceptiques et anti-européens jamais atteint. Leur élection s'explique par l'atmosphère tenace de rejet européen, qui reflète l'amertume croissante des citoyens éreintés par la crise et les mesures qui ont été prises pour y remédier (dont l'austérité) envers le projet européen actuel. Étant donné que, deux ans et demi plus tard, l'UE continue à se battre contre les mêmes problèmes harassants (tout en devant composer avec des déséquilibres et des divisions grandissantes, ainsi qu'une incapacité de plus en plus flagrante à faire face aux difficultés), nous pourrions être amenés à penser qu'en 2019, le climat sera sans doute moins favorable aux partis proeuropéens, et qu'ils auront du mal à faire valoir leurs arguments.

Un instrument pour une nouvelle trajectoire

Dans ce contexte, les listes transnationales pourraient devenir un instrument capable d'établir une nouvelle trajectoire dans le débat européen. À ce stade, cette idée continue à diviser l'électorat qui se place soit dans le camp de ceux qui embrassent l'Europe, soit de ceux qui la rejettent, alors que la question devrait plutôt être de déterminer « quelle sorte d'Europe » nous voulons. Elle divise également les électeurs sur le sujet des frontières des États membres, à l'intérieur desquelles ils continuent à se demander ce que l'Europe peut leur offrir, plutôt que de réfléchir à quoi devrait ressembler l'avenir de l'Europe pour que la prospérité et le progrès social pour tous puissent être garantis. Ainsi, le candidat désigné devrait former une équipe autour d'un panel représentatif de candidats de différents pays unis

sur la même liste, qui incarnerait de façon symbolique la consolidation des partis nationaux partageant un point de vue idéologique sur les propositions concernant l'avenir de l'Europe. Ensemble, ils pourraient modifier les conditions de la campagne, en la sortant de son repli nationaliste et du rejet.

Sans l'ombre d'un doute, les progressistes devraient être ceux qui ouvrent la voie et font tout leur possible pour que les listes transnationales deviennent réalité. Il y a 67 ans, Paul Henri Spaak a accepté de se porter candidat au poste de président de l'ancêtre du Parlement européen actuel, à la condition que chacun des socialistes et sociaux-démocrates de toutes les délégations nationales le soutienne. C'est ce qui s'est passé, et son élection a accéléré la création de groupes politiques au sein desquels les députés européens travaillent aujourd'hui. Cela, à tout le moins, devrait nous donner le courage de croire que nous sommes à nouveau capables d'écrire une nouvelle page d'histoire.



> AUTEURE
Ania Skrzypek est directrice de recherche à la Fondation européenne d'études progressistes



PARIS, FRANCE – Primaires. Un tel système électoral pourrait-il être mis en place à l'échelle européenne ?

FAUT-IL ADOPTER DES PRIMAIRES À L'ÉCHELLE DE L'UE ?

par Luciano Bardi

L'Europe fêtera son 60^{ème} anniversaire en mars 2017, et pour être à la hauteur de l'événement, il serait bon de réfléchir à un moyen de résorber son déficit démocratique.

La mise en place d'un cercle vertueux de légitimation entre les élections au Parlement européen et l'élection

du Président de la Commission européenne pourrait constituer un grand pas en avant pour la démocratie européenne. En effet, compte tenu de la montée des

mouvements et des partis populistes et anti-UE un peu partout en Europe, nous avons besoin que les institutions européennes démocratiques soient plus à même

de répondre aux demandes légitimes des citoyens européens bien souvent ignorées. Lorsque les principaux partis européens ont décidé, à l'occasion des élec-

tions au Parlement européen de 2014, de présenter des têtes de liste (« Spitzenkandidaten ») à la présidence de la Commission européenne, cette mesure a été accueillie comme une amélioration très importante de la démocratie européenne, à juste titre. Le raisonnement est le suivant : cela pourrait susciter un intérêt pour la construction de partis européens plus efficaces et d'un système de partis européens plus compétitif, ces deux arguments étant considérés comme des éléments nécessaires au développement d'une démocratie fonctionnelle à l'échelle européenne. L'initiative prise par les partis européens de désigner leur tête de liste impliquait de contourner les traités ainsi que d'autres réglementations européennes. C'est pourquoi elle n'a pas débouché sur une élection formelle du Président de la Commission, ce que beaucoup considéraient comme une solution idéale voire une nécessité. Toutefois, l'initiative a abouti à la désignation de Jean-Claude Juncker comme Président de la Commission, à l'issue d'un processus bien plus démocratique que les précédents.

Une nécessaire notoriété

Il est possible, voire indispensable, d'en faire davantage pour rebondir sur ce succès sans conteste capital. L'un des points délicats de la démocratie à l'échelle européenne est le manque de popularité des candidats potentiels. La difficulté pour les citoyens de faire confiance à des hommes politiques dont ils n'ont jamais entendu parler est l'un des aspects fondamentaux du déficit démocratique de l'UE. Même si les dirigeants nationaux

sont relativement connus, y compris au-delà des frontières de leur pays, les dirigeants susceptibles de représenter les citoyens européens de façon supranationale dans toute l'Europe ont besoin d'un autre type de notoriété. La visibilité des *Spitzenkandidaten* tout au long de la campagne n'a jamais été comparable à celle des leaders des partis nationaux. Leur popularité en dehors de leur pays d'origine n'a augmenté que de façon marginale, comme en témoignent les faibles niveaux d'audience atteints par les débats télévisés. Il en irait probablement autrement si la désignation des têtes de liste de chaque parti était officialisée, et si le candidat désigné par le parti européen obtenant le plus de voix aux élections législatives européennes devenait obligatoirement le prochain président de la Commission. Dans tous les cas, il serait souhaitable de prendre des mesures pour attirer des hommes politiques de haut rang et garantir une bonne représentation des sexes, des régions et des âges au sein du groupe de candidats potentiels. Les systèmes adoptés en 2014 (désignation par le sommet de la hiérarchie du parti ou en l'absence de concurrence), bien qu'entérinés lors des congrès des différents partis, n'ont fait que répondre à la première de ces préoccupations. Il ne fait aucun doute que les candidats sélectionnés en 2014 jouissaient pour la plupart d'une grande réputation, ce qui semble légitime dans un contexte européen, mais le processus de sélection manquait de transparence et d'ouverture à des candidats présentant des parcours et caractéristiques un peu différents. L'adoption des primaires à l'échelle européenne est l'une des innovations préconisées

pour pallier ces défauts et insister sur la nature européenne des élections et des candidatures.

Les avantages des primaires

Les principaux arguments en faveur de l'introduction de primaires sont les suivants :

1. Elles attirent l'attention sur les candidats par-delà les frontières, et augmentent leur popularité ;
 2. Elles améliorent la transparence du processus de sélection ;
 3. Elles favorisent l'identification de plateformes et de programmes singuliers, dans la mesure où être en lice avec des adversaires en interne empêche d'adopter tout simplement le programme du parti ;
 4. Elles renforcent la légitimité de la tête de liste, et permettraient au vainqueur final des élections législatives européennes de 2019 d'être un président de la Commission européenne plus indépendant et probablement plus politisé.
- La plupart de ces avantages sont liés à la visibilité que la campagne des primaires et la compétition offrent aux candidats, mais aussi au fait que les primaires incitent les citoyens à plus s'impliquer. D'autre part, aucun système ne peut garantir que des candidats de sexe et d'âge différents se lancent dans la compétition. Au mieux, des incitations peuvent être créées afin d'encourager certains candidats à participer. L'une d'entre elles pourrait consister à réglementer les temps de parole des candidats dans les médias, non plus en fonction de leur personne mais plutôt de leur âge et de leur genre. Quoi qu'il en soit, les primaires se doivent d'être un processus ouvert et inclusif, c'est-à-dire qui inclue un maximum d'électeurs et qui soit

représentatif de l'électorat. Parmi les différentes possibilités (l'auto-désignation ; la désignation parrainée avec un nombre minimum de signatures d'électeurs admissibles ou de membres du parti ; la désignation par un électoral ciblé du parti, par exemple le congrès ou la direction du parti, ou encore un organe ad hoc spécifique), la désignation parrainée semble être celle qui pourrait le plus permettre à une grande diversité de candidats de participer, tout en évitant que ceux-ci soient trop nombreux. Enfin, la modalité de l'élection du candidat du parti par le biais d'un décompte de voix avec un poids proportionnel dégressif devrait être suffisante pour attirer des candidats des États membres les moins peuplés, et ainsi permettre un éventail de candidats mieux équilibré géographiquement.



> AUTEUR
Luciano Bardi (docteur de la Johns Hopkins University) est professeur de Sciences politiques et Relations internationales à l'Université de Pise et codirecteur de l'Observatoire des partis politiques et de la représentation du Centre Schuman de l'Institut universitaire européen.



© European Union 2014 - Source EP

STRASBOURG, FRANCE – Gianni Pittella évoque la construction de la gauche du futur.

LA NOUVELLE ÈRE DE GAUCHE

par Gianni Pittella

Pour longtemps, la gauche s'est volontairement exilée de la culture dominante et de la pensée politique en Europe. Une telle déconvenue n'était pas le résultat d'un repli tactique, mais l'aboutissement d'un double processus qui a touché le continent ans son ensemble.

Premièrement, une soumission culturelle de 20 ans à l'idéologie de marché, à ses doctrines et à ses pratiques, comme si l'histoire elle-même avait pris fin. Deuxièmement, de plus en plus de tactiques défensives dans une tentative de résister à la barbarie

populiste des 10 dernières années. Le premier processus a refaçonné la pensée réformiste progressiste. Si rien ne pouvait être fait pour changer le statu quo, étant donné que le triomphe du marché mènerait inévitablement au meilleur résultat pour tous, la gauche a dû se contenter d'atténuer les conséquences des aléas du marché, régulant la concurrence le mieux possible et redéfinissant un état qui propose un arbitrage et garan-

tit la protection des droits. L'élan bestial qui consiste à concentrer la richesse dans les mains de quelques personnes, associé à la dérégulation financière la plus extrême de l'histoire, a trouvé dans le socialisme une voix faible et apeurée, voire un allié inconscient. Le deuxième processus, à savoir le rassemblement des forces de la « civilisation » contre le populisme anti-establishment renaissant, a trouvé au sein du Parlement eu-

ropéen un espace qui fait la part belle aux essais et aux erreurs, qui a depuis fait des émules dans certains États membres. Il a même produit des résultats significatifs.

Une coopération compétitive

L'alliance des conservateurs et des socialistes à Strasbourg a émergé comme une réponse extraordinaire

au problème de gouvernabilité dans une assemblée se trouvant dans l'impasse en raison de la présence croissante de forces nationalistes en son sein. Grâce à cet esprit de coopération compétitive entre les forces pro-européennes, et particulièrement à la force des propositions et des négociations imposées dans le débat par les socialistes, la Commission de Jean-Claude Juncker a desserré l'emprise de l'austérité en lançant un plan d'investissement (certes insuffisant), en reconsidérant l'interprétation des règles budgétaires, et en proposant une politique d'immigration commune, même si tout cela a fini par se retrouver sur la table du Conseil. En résumé, elle a remis les politiques au centre des procédures et s'est débarrassée des raideurs technocratiques de la bureaucratie européenne. Cependant, avec le temps, cette approche s'est révélée de plus en plus limitée. La stagnation économique, l'augmentation des inégalités sociales, les vagues écrasantes de migrants, les changements soudains de contextes géopolitiques ; tous ces éléments exigent désormais de nouvelles solutions et des approches inédites de la part d'une Europe en train de repenser ses institutions et de réexaminer sa doctrine économique conservatrice. En l'absence d'une révision globale de notre voie politique, le nationalisme et le populisme à l'ancienne, qui proposent des solutions simples, reposant sur la peur des autres, resurgiront encore et encore à chaque période difficile. Ces idéologies sont fondées sur le refus de l'intégration, la concentration du pouvoir exécutif et une culture régressive. Ils jouent à leur propre jeu, et il n'est pas facile de les battre. Dans

nos démocraties occidentales, les graines de politiques potentiellement autoritaires commencent à germer, exigeant de chacun d'entre nous qu'il envisage un changement de tactique. Voilà exactement pourquoi la fin de la grande coalition du Parlement européen fait partie d'une réflexion à long terme. Pour la première fois depuis de nombreuses années, le Parlement s'est ouvert à une démocratie véritablement compétitive. Nous continuerons sur cette voie, à la fois au sein du Parlement et hors de ses murs.

Une bouffée d'air frais pour le socialisme

Le retour au débat naturel entre la gauche et la droite, complété par le débat entre les écologistes et l'extrême gauche, est une chance pour les socialistes de prendre une bouffée d'air frais et d'établir un horizon stratégique. L'heure est venue pour les socialistes d'établir un projet politique et une vision pour l'Union européenne, une alternative claire au néolibéralisme et à l'austérité, en se tournant vers nos racines pour y puiser l'inspiration. L'histoire de la démocratie sociale est celle de l'évolution progressive vers l'égalité entre les hommes et la liberté grâce à une croissance économique durable et une distribution équitable de la richesse. Revigorés par l'histoire, nous pouvons construire une grande alliance progressiste au Parlement, capable de laisser son empreinte sur l'avenir. Une telle alliance ne peut se limiter à une simple collaboration entre les éléments prometteurs politiques du Parlement. Ce dont nous avons besoin désormais et par-dessus tout, c'est de travailler sur notre culture. Il ne suffit pas

de se réapproprier le sens de la gauche et de la droite : nous devons les réinventer en les adaptant à l'ère moderne. En d'autres termes, nous avons besoin de promouvoir un plan de restructuration ambitieux, en déconstruisant ce qui est en place et en le reconstruisant d'une autre manière. Nous devons créer un nouvel espace où la gauche du futur puisse se construire et imaginer une assemblée capable de produire des propositions de réglementation concrètes, qui dialogue non seulement avec les socialistes, les écologistes et l'extrême gauche, mais aussi avec la société civile, les chrétiens-démocrates et la culture libéral-démocrate. Ces propositions pourraient inclure :

- La mise en place d'un revenu minimum pour les personnes vivant dans une extrême pauvreté ; la standardisation des mesures de protection sur le marché du travail.
- L'harmonisation des systèmes fiscaux afin d'augmenter la redistribution et de réduire les inégalités.
- L'établissement de la Banque centrale européenne comme prêteur en dernier ressort et le soutien aux formes de responsabilité commune en ce qui concerne la dette de la zone euro.
- La mise en place d'une taxe sur les transactions financières et d'avantages fiscaux communs pour les entreprises qui investissent dans l'innovation et la recherche.
- Un soutien fort aux investissements publics dans l'environnement et les infrastructures.
- La révision de notre modèle de développement afin d'améliorer sa durabilité.

Nous avons du pain sur la planche afin de rendre la vie publique plus transparente, les évaluations plus claires et la vie intérieure des partis politiques et des syndicats défi-

nitivement plus démocratique. Les progressistes et les conservateurs ne partagent ni la même conception de la société, ni les mêmes solutions aux difficultés du présent. Ils sont différents et antinomiques. C'est parce que nous reconnaissons nos différences que la coopération sur certains sujets est possible, permettant ainsi à l'Europe d'avancer. Mais le compromis doit être un choix, et non un devoir : une destination, et non un point de départ. Ils sont différents et antinomiques. C'est parce que nous reconnaissons nos différences que la coopération sur certains sujets est possible, permettant ainsi à l'Europe d'avancer. Mais le compromis doit être un choix, et non un devoir : une destination, et non un point de départ. Nous pouvons et nous devons réussir. La nouvelle ère de la gauche n'est pas une question de politiques politiciennes. Il s'agit de l'émancipation d'une grande partie de notre société, que la mondialisation n'a pas encore réussi à soulager de l'exclusion économique et de l'inutilité politique.



> AUTEUR
Gianni Pittella est député italien au Parlement européen et président du groupe de l'alliance progressiste des socialistes et démocrates.

LES GARDIENS DE LA DÉMOCRATIE

Par Ruairí Quinn, Aleksander Glogowski, Rhonda Donaghey.

Le militantisme est depuis longtemps le pilier du changement politique en Europe, et constitue une manifestation directe de la volonté du peuple concernant de nombreuses questions sociales. Puisque les arrivistes populistes sur l'ensemble du continent affirment qu'ils représentent la vraie voix de l'Europe, le Progressive Post a décidé de mettre en lumière la pertinence et l'importance du véritable militantisme de base et de ses fervents partisans.

Ruairí Quinn

Le parti socialiste européen est un parti de militants. C'est l'une de nos plus grandes forces. Le concept de parti politique à l'échelle de l'Europe n'est pas une nouveauté. Il existait déjà alors même que l'union politique de l'Europe n'en était encore qu'au stade de l'idée. Mais tout comme l'Union européenne ne s'est développée qu'à petits pas au cours des dernières décennies jusqu'à atteindre sa maturité, les partis politiques au sein de l'UE ont suivi la même trajectoire, et leur rôle est toujours en cours de développement. Dans une démocratie prospère, les partis sont présents sur de nombreux fronts. L'un des plus importants consiste à donner aux gens ordinaires qui partagent les mêmes opinions politiques et les mêmes aspirations les moyens

de s'unir afin d'amplifier leurs voix et de faire la différence dans la société dans laquelle ils vivent. Les partis politiques à l'échelle européenne, tels que le Parti socialiste européen, rencontrent des difficultés. Nos militants sont avant tout membres de leur propre parti politique national, chacun donnant la priorité à ses propres batailles locales et nationales. Dans le même temps, les progressistes en Europe ont de nombreux points communs. Ils se battent pour les mêmes causes : l'équité, la justice, l'égalité. Ils luttent contre les mêmes adversaires : les populistes, les conservateurs, ceux qui défendent des marchés sans entraves dominés par les multinationales. Et ils sont mus par les mêmes objectifs : plus de justice sociale, plus de solidarité, et le renforcement des droits collectifs et individuels. En bref, nous savons que le militantisme politique est collaboratif par essence, et nous souhaitons que notre parti encourage ses membres de la base. Mais le militantisme pour le

PSE n'est pas qu'un simple moyen d'amplifier les voix des membres individuels du parti. C'est aussi un outil qui leur est fourni pour qu'ils puissent discuter. Cet élément est particulièrement vital dans une union de 500 millions de citoyens à l'échelle d'un continent. Nous nous efforçons de permettre à nos militants d'entrer en contact, de voyager, de se rencontrer, de partager leurs idées et leur enthousiasme et, ce qui est tout aussi important, de créer des liens. Ce n'est pas seulement que l'ensemble de nos militants se bat pour les mêmes causes, ou contre les mêmes adversaires. Nos attaches sont plus profondes que cela, et cela nous distingue de nos rivaux politiques. Notre nature internationaliste constitue un élément fondamental de notre mouvement politique. Le socialisme progressiste ne peut tout bonnement pas être isolationniste ou replié sur lui-même, parce que la solidarité internationale est l'une de nos valeurs fondamentales : elle fait partie de notre ADN.



> AUTEUR

Ruairí Quinn est le président du think-tank irlandais Institute of International and European affairs, ainsi que vice-président et trésorier du Parti socialiste européen.

Aleksander Glogowski

Les débuts des actions militantes en faveur du Parti socialiste européen en France datent de fort longtemps. Je pense notamment au congrès de Bruxelles en 2004, lorsque Poul Nyrup Rasmussen a été élu Président du Parti socialiste européen (PSE) et Philip Cordery nommé Secrétaire général. La date la plus symbolique et la plus facilement identifiable, en revanche, est sans doute celle du 9 mai 2006. Ce jour-là, la présidence du PSE a décidé d'ouvrir ses séances ordinaires, comme celles du Conseil, ses conférences ou ses congrès, aux militants de la base. Avec du recul, il est difficile de comprendre pourquoi toutes les réunions précédentes avaient eu lieu à huis clos... La première apparition publique des militants français a eu lieu au congrès du PSE de Porto, en 2006 : la fédération parisienne du parti socialiste avait alors envoyé une bonne dizaine de camarades, en plus de la délégation officielle du parti. Là-bas, il s'est passé quelque chose de très étonnant : ces derniers ont effectué leurs propres amendements à la résolution du Congrès. Les militants ont par la suite été de plus en plus nombreux, et il est désormais très rare de ne pas croiser au moins quelques militants français aux événements du PSE. En tant que membres du parti, nous avons dû faire campagne à deux reprises pour une Europe plus unie. La plupart des membres du parti socialiste se sont habitués à argumenter contre des nationalistes et des populistes dans les débats publics. Cela a renforcé notre engagement en faveur de l'unification de l'Europe. Depuis, grâce à la possibilité offerte aux membres d'apporter des modi-

fications aux versions officielles à chaque congrès ou conseil du PSE, cet engagement n'a fait qu'augmenter. L'introduction d'une modification du mode de désignation du *Spitzenkandidat* du PSE au sein des statuts du parti socialiste en est un parfait exemple. De ce fait, les membres du parti socialiste français participeront pleinement à la désignation du candidat par leur vote en 2018-2019. Maintenant qu'ils ont leur mot à dire dans les comptes rendus, leur engagement dans la campagne électorale sera d'autant plus grand. Cela entraîne deux conséquences intéressantes : un sens de la responsabilité et une certaine visibilité pour ceux qui se porteront volontaires. C'est un cas très spécifique, mais qui pourrait facilement être copié parmi les membres du PSE. L'élection d'un candidat est indissociable d'un autre processus : l'élaboration du programme. En 2008, à l'approche des élections européennes, le leader du PSE a demandé aux militants de participer activement à la recherche d'idées pour le programme. Des ateliers, des discussions plénières, et même le processus d'adoption : tout cela a été porté par des membres de base et des membres intermédiaires. En d'autres termes, le PSE est désormais parfaitement outillé pour mener avec succès une campagne véritablement européenne en 2018-2019.

> AUTEUR
Aleksander Glogowski a été le coordinateur national des militants du PSE pour la France en 2014 et candidat du Parti socialiste pour la circonscription de l'Île-de-France aux élections européennes de 2004 et 2014.

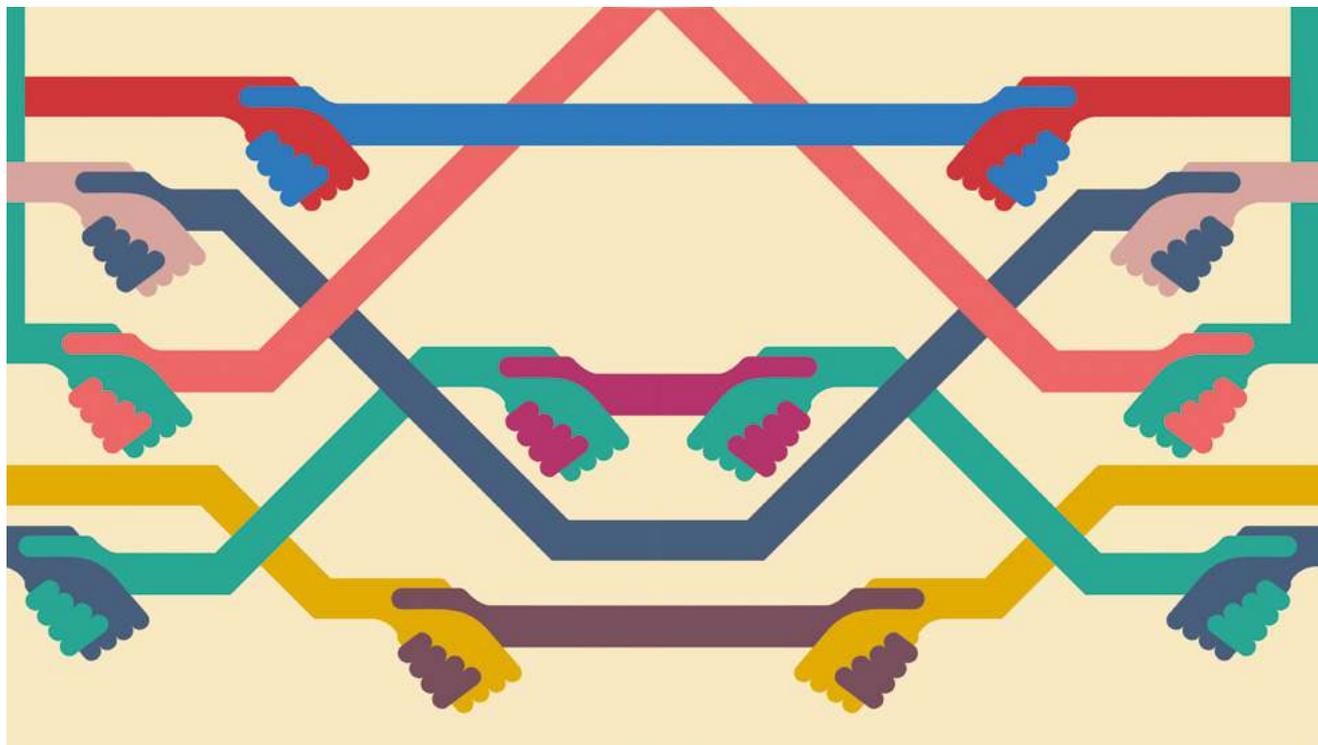
Rhonda Donaghey

Nous, militants du PSE, reconnaissons que nous ne pouvons pas homogénéiser tous nos idéaux. Toutefois, nous pouvons affirmer que nous partageons non seulement un sentiment d'appartenance à l'Europe, mais aussi des valeurs essentielles. Cette identité partagée et ces valeurs communes font partie de notre stratégie visant à sauvegarder la démocratie. Nous voulons une Europe qui mette en avant un plan pour la jeunesse pensé de façon stratégique par les militants du PSE, les jeunes socialistes européens et notre candidat socialiste désigné. Ce plan inclurait également une garantie enfance. Nous voulons un progrès économique et social qui offre aux citoyens un salaire minimum, des négociations collectives, la protection et la promotion des droits syndicaux. Tout cela est possible si l'on s'appuie sur un protocole de progrès social qui stipule qu'une économie de marché sociale compétitive doit être au service du bien-être des citoyens européens, veille à ce que les travailleurs mobiles ne soient pas exploités et mette fin au dumping social. Ce protocole devrait aussi inclure une clause protégeant l'autonomie des partenaires sociaux, des réformes structurelles durables et progressistes, et des systèmes fiscaux fiables. Alors que nous nous apprêtons à fêter le 60^e anniversaire de l'Europe, il nous incombe de garder l'égalité en ligne de mire, qu'il s'agisse de l'égalité des sexes, des LGBTI, des droits en matière de sexualité ou des droits des réfugiés. Nous devrions être fiers de notre bilan en matière d'égalité, et continuer à être présents en force au Parlement européen en tant que défenseurs des droits. En tant que militants politiques, nous sommes

les gardiens de la démocratie. Il existe des personnes qui voudraient démolir la société pour laquelle nous nous battons. Pour eux il n'a jamais été question d'égalité, mais plutôt la réduction au silence de nos convictions profondes. Le populisme et le nationalisme n'offrent aucune alternative, et encore moins de la transparence. En juin 2016, le plan européen pour la jeunesse a été adopté et lancé par le PSE. Première étape pour donner sa chance à la prochaine génération, ce plan doit être financé et encouragé pour mettre en place des formations spécialisées, en exerçant une discrimination positive lorsque nécessaire. Cette étape est importante pour les jeunes femmes ou les personnes provenant de pays où les partis socialistes sont en minorité, et où peu de modèles positifs existent. Grâce au contact direct avec les militants, celles-ci peuvent parvenir à comprendre en quoi avancer avec un candidat commun qui partage leurs attentes, est l'option la plus gratifiante. Nous devons nous tourner vers les 60 prochaines années avec détermination, courage et une foi inébranlable en la justice sociale. Unis, nous pouvons offrir la stabilité, des solutions réalisables, et un avenir fait d'espoir aux jeunes leaders qui, par le biais de nos institutions démocratiques, pourront voir se mettre en place un changement réel et une démocratie sans concession.

 La version complète de cet article est disponible en ligne sur www.progressivepost.eu

> AUTEUR
Rhonda Donaghey est syndicaliste, militante du PSE, membre du parti travailliste irlandais et de Labour Women.



LE CROWDSOURCING, UNE RÉPONSE MODESTE AU POPULISME

by Christopher Lord

De nombreux acteurs politiques se sont essayés au « crowdsourcing ». En d'autres termes, ils ont testé et recueilli des idées de politiques sur internet. Les pouvoirs publics ont quant à eux organisé des consultations en ligne sur des sujets divers, comme la construction de routes.

Plusieurs candidats lors de différentes élections se sont servi d'internet pour récupérer ou tester des idées pour leur programme. Marietje Schaake, députée européenne néerlandaise, a même utilisé ce moyen pour un rapport du Parlement euro-

péen. Mais le « crowdsourcing » peut-il réellement contribuer à la participation publique et au débat ? Pourrait-il même constituer une réponse au populisme, et le tenir en échec ?

Le populisme est, avant tout, une critique de la démocratie représentative. Selon les populistes,

personne ne peut représenter les véritables opinions du peuple. Certainement pas une élite de représentants professionnels, qui ont perdu tout contact avec le peuple en raison, précisément, de la professionnalisation des fonctions électives.

Représenter des sociétés complexes

Pourtant, il n'existe aucune alternative évidente (qui soit démocratique) au système représentatif. Le politologue Robert Dahl a parfaitement démontré que pour prendre l'ensemble des décisions nécessaires à son fonctionnement, tout groupe de plus de 60 personnes a du mal à appliquer ne serait-ce que les normes démocratiques les plus élémentaires, comme le vote et un minimum de débat, sans s'en remettre dans une certaine mesure à des représentants.

Malgré cela, les populistes n'ont pas tout à fait tort. La démocratie représentative est en difficulté. La société est devenue complexe et difficile à représenter. La relation entre les représentants et les représentés a toujours été fondée sur la confiance. Mais cette confiance s'est étiolée, notamment parce que la nécessité de financer des élections signifie que, dans certains systèmes, la représentation peut être facilement achetée.

Bien que le système représentatif soit supposé être le principal moyen de faire de la politique, il paraît souvent dépolitisé et technocratique. On entend souvent des personnes regretter que les représentants, quand ils cherchent à attirer les votes, se distinguent finalement assez peu les uns des autres. La mondialisation et l'eu-

ropéanisation semblent empirer les choses. Alors que de plus en plus de problèmes doivent être gérés à l'échelle internationale, le « gouvernement représentatif » n'a que deux objets : de façon partiellement visible, mener à bien les négociations intergouvernementales, et sur un plan plus technique, coordonner des politiques entre les États.

Ce sont des problèmes colossaux, et le crowdsourcing ne peut être qu'une réponse infime face à eux. En fait, il pourrait même empirer la situation. Dans un système représentatif, chaque personne est censée être représentée de manière égale. Il est donc important d'éviter toute forme de consultation qui favoriserait ceux qui ont déjà une grande capacité à se faire entendre. Tout comme Shakespeare l'a dit en plaisant à propos de l'alcool, internet est un « grand provocateur » : s'il donne envie de participer au débat public, il en réduit la qualité. On constate également qu'il pousse davantage de personnes à échanger avec des étrangers mais fragmente le débat en de nombreuses chambres d'écho, au sein desquelles chacun est conforté dans ses idées.

Le crowdsourcing, la réponse ?

Pourtant, s'il est bien utilisé, le crowdsourcing peut être utile en ce qu'il contourne le fait que les citoyens en sont réduits à être des objets passifs du système représentatif, dont l'avis n'est recueilli qu'une fois tous les quatre ou cinq ans lors de l'unique journée pendant laquelle ils ont la possibilité de voter. Le système représentatif doit permettre une interaction conti-

nue entre les représentants et les représentés, sans pour autant négliger le débat entre les représentants. En effet, les représentants doivent façonner (et justifier) leurs opinions à la fois en interagissant avec ceux qu'ils représentent et en débattant entre eux. Le crowdsourcing donne vie à ce schéma, en informant les personnes représentées de la position adoptée par leurs représentants dans le débat, mais aussi en tenant les représentants informés des changements d'avis des personnes qu'ils représentent.

En effet, le crowdsourcing permet de connaître plus en profondeur le peuple et ses problèmes. Dans un monde où les avis sont mouvants, complexes et conflictuels, il est difficile pour les représentants de savoir facilement ce qu'ils doivent défendre. Pourtant, la solution ne se trouve pas du côté des populistes, qui affirment que l'on peut connaître la véritable opinion des gens indépendamment de tout processus de représentation. Cette affirmation est en elle-même une entreprise éhontée de domination. Contrairement aux affirmations totalement infondées des populistes, selon lesquelles eux seuls connaissent la véritable volonté du peuple, le crowdsourcing laisse derrière lui des preuves de la manière dont les opinions se sont forgées à travers le débat. Il peut dénoncer facilement ce mensonge qui prétend que les représentants imposent des choix de politiques limités au peuple sans le consulter. De façon plus prosaïque, parce qu'il fonctionne sur l'essai, l'erreur et l'expérimentation, le crowdsourcing permet de mieux connaître les problèmes et les opinions de chacun. Incertains des réactions que leurs propositions provoqueront et désireux de les

mettre à l'épreuve de la déformation populiste, les partis politiques seront peut-être tentés d'utiliser les débats en ligne pour tester leurs idées de politiques. De la sorte, le crowdsourcing peut contribuer à prouver que la démocratie est bien une tentative de débat. John Stuart Mill a développé l'idée qu'il est important de tester toutes les opinions en les confrontant dans le cadre d'un « débat contradictoire ». John Dewey a plus tard ajouté que c'est ainsi que la majorité devrait se faire entendre. Toutefois, cela ne se fera pas sans difficulté : on s'attend en effet à ce qu'elle défende son point de vue devant les autres, afin qu'elle entende le point de vue contradictoire et qu'elle justifie le sien. Structuré et modéré par de telles normes, le crowdsourcing peut favoriser, à son échelle, une nouvelle façon de débattre fondée sur une valeur, que les populistes ne peuvent ni tolérer ni appliquer : le respect.



> AUTEUR
Christopher Lord est professeur à l'ARENA, le Centre d'études européennes de l'université d'Oslo. Il a écrit plusieurs ouvrages et articles sur la démocratie, la légitimité et l'Union européenne.

BREXIT : ET APRÈS ?



Après un Brexit difficile, l'avenir reste incertain

PENSER AUX CITOYENS D'ABORD : L'ATTRIBUTION DES 73 SIÈGES DU ROYAUME-UNI LORS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019

by Friedrich Pukelsheim

Aussi fâcheux qu'il soit, le Brexit peut toutefois donner lieu à quelques opportunités intéressantes pour le projet européen. Au cours de l'actuelle législature du Parlement Européen (2014-2019), le Royaume-Uni compte 73 sièges ; on peut donc légitimement se demander ce qu'ils deviendront lors de la prochaine législature 2019-2024.

Laisser les 73 sièges du Royaume-Uni vacants ? Les répartir entre les États membres restants ? Les maintenir à l'écart des contingents de sièges des États membres et les pourvoir par le biais de nouvelles listes paneuropéennes ?

La composition du Parlement européen, c'est-à-dire la répartition des sièges entre les États membres, est actuellement déterminée par un système qui n'en est pas véritablement un. Ce n'est rien de plus qu'un arrangement politique, qui plus est constamment instable. Par le passé, la règle d'or était « l'ajustement par l'élargissement » : les négociations devaient veiller à ce que chaque État membre existant soit doté au minimum du même nombre de sièges à chaque renouvellement, et les nouveaux États membres étaient alors dotés de nouveaux sièges, supplémentaires, selon ce qui était jugé convenable.

Trouver un équilibre

Le Traité de Lisbonne a mis fin au bon vieux temps de l'extension infinie du Parlement. Depuis Lisbonne, l'assemblée du Parlement européen est plafonnée à 751 sièges. La création de nouveaux sièges n'est plus une réponse adaptée pour rééquilibrer l'inévitable

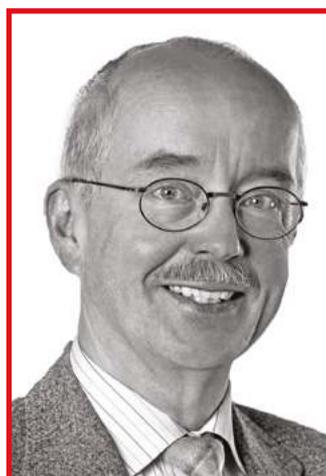
transfert de poids en termes de population entre les États membres. La cession des sièges de certains États membres à d'autres est le seul moyen de répondre à ces dynamiques de population, et les 751 sièges existants doivent suffire pour trouver un équilibre. Ce serait un cauchemar pour toutes les parties prenantes si l'on devait à nouveau, à chaque élection, se mettre d'accord sur la future répartition des 751 sièges entre les États membres par le biais de négociations. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une méthode systématique qui réagisse rapidement aux changements de population et qui soit à la fois objective, juste et durable. L'une des conséquences positives du Brexit, c'est que certains sièges du Royaume-Uni vont pouvoir être utilisés pour adoucir le passage de la répartition des sièges résultant d'une négociation à celle résultant d'une méthode de principe. Selon mes calculs, 46 des 73 sièges du Royaume-Uni suffiraient à parvenir à une composition solide du point de vue des droits primaire et secondaire de l'Union, tout en permettant aux États membres de conserver au minimum leur contingent de sièges actuel. La composition envisagée peut être ébauchée comme suit : « Chaque État membre se voit attribuer 4 sièges de base, plus un siège pour 32380 unités de population ajustées, où les unités ajustées sont obtenues en élevant les données démographiques de 2016 à la puissance 0,818 ».

Des sièges à la proportionnalité

Les contingents de sièges sont déterminés en deux étapes. La première étape s'appuie sur les

« sièges de base », honorant ainsi le corps que forment les citoyens d'un État membre. La seconde calcule les « sièges à la proportionnalité », en se référant aux citoyens en tant qu'individus. Il existe également d'autres propositions tout aussi dignes d'être prises en considération ; elles sont toutes axées sur cet objectif de représentation : penser aux citoyens d'abord. Que faire alors des 27 sièges britanniques restants ? J'envisage deux options. La première, c'est de les pourvoir par le biais de listes paneuropéennes. Les partis politiques à l'échelle européenne seraient ainsi obligés de gagner en visibilité afin de participer à une circonscription européenne unique. Cette tâche éviterait aux partis politiques européens de devoir toujours jouer les seconds rôles face aux partis politiques nationaux. Ainsi, la circonscription européenne unique serait entièrement séparée des nombreuses circonscriptions nationales. L'élément de concurrence entre les deux doit pouvoir être accepté comme une conséquence nécessaire et naturelle dans un parlement qui affirme représenter tous les citoyens de l'Union par l'intermédiaire de ses Membres. Toutefois, la répartition des 27 sièges entre les États membres serait entre les mains de l'électorat. Les fervents démocrates apprécieront le pouvoir grandissant de ce dernier, mais compte tenu de sa tradition et des débats passés, le Parlement en place sera peut-être moins enthousiaste à l'idée de ne pas pouvoir prévoir par quel État membre les sièges attribués seront pourvus. La deuxième option est plus modeste : elle laisse les 27 sièges restants vacants. Cela n'entraverait en aucun cas l'introduction de listes paneuro-

péennes. En effet, il existe des méthodes statistiques permettant de pourvoir les sièges à partir de listes paneuropéennes d'une façon qui préserve la composition du parlement. En Suisse, ces méthodes sont dites de « double proportionnalité ». Pour les besoins du Parlement européen, le terme « proportionnalité de composition » est peut-être plus pertinent. Quoi qu'il en soit, les listes paneuropéennes, quelles qu'elles soient, mettront sans doute plus de temps à s'établir au sein du Parlement, et cela n'arrivera probablement pas avant le Brexit.



> AUTEUR

Friedrich Pukelsheim est professeur émérite à la faculté de Mathématiques de l'Université d'Augsburg. Expert en analyse mathématique des systèmes de représentation proportionnelle, il a depuis les années 2000 écrit et coécrit de nombreux articles pour des revues spécialisées en mathématiques, droit constitutionnel, statistiques et sciences politiques.

NATURE DE LA CONSOMMATION, OU CONSOMMATION DE LA NATURE ?

La surconsommation chronique en Occident et, de plus en plus, en Orient, a un impact dévastateur sur l'environnement, et ce dans le monde entier. Cette sélection de photos met en lumière notre utilisation disproportionnée des ressources mondiales. Témoignant de la disproportion entre les besoins et le gaspillage, le Progressive Post invite ses lecteurs à réfléchir à la moralité de la culture consumériste moderne face à la persistance des inégalités dans le monde.

En partenariat avec :

**WORLD
PHOTOGRAPHY
ORGANISATION**

La World Photography Organisation est une plate-forme mondiale pour les initiatives photographiques. Son objectif est d'élever le niveau des conversations sur la photographie et de donner de la visibilité à des photographes du monde entier.

Les Sony World Photography Awards constituent le plus grand concours de photographie au monde, qui récompense la meilleure photographie du monde.



| SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS - finaliste, Professional , Campaign, 2016, France.



© Ancienne Represse

| SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS - finaliste, Professional , Campaign, 2016, France.



© Lei Cheong

| SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS
Université Chulalongkorn, Student Focus,
finaliste, 2016, Thaïlande.



© Andraž Tarjita

| SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS - finaliste, Compétition Open, Travel, 2016, Slovaquie.



© Michael Theodoric

SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS - finaliste, Compétition Youth, Environment, Indonésie.



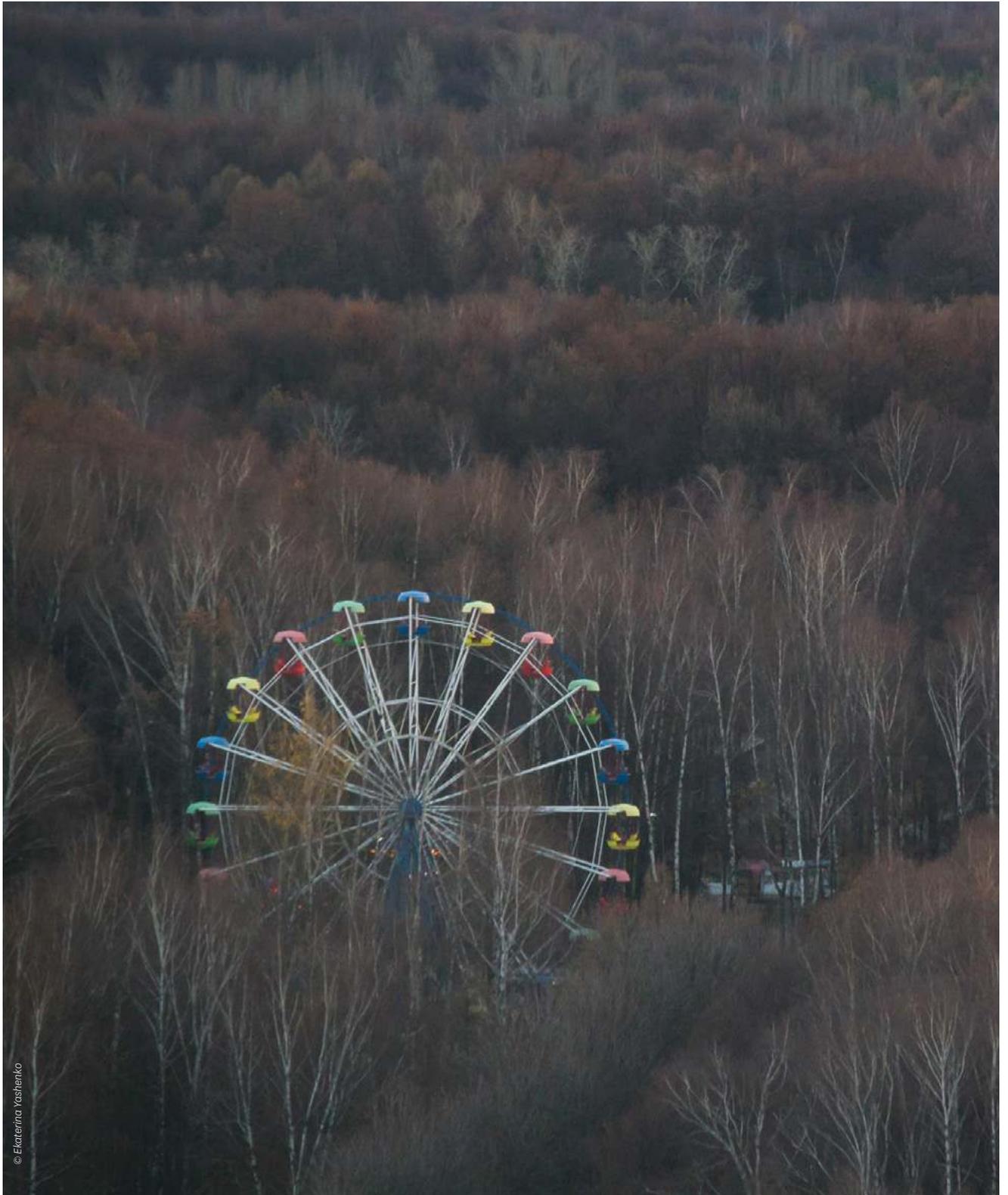
© Christian Spreng

SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS - finaliste, Open Enhanced, 2016, Suisse.



© Ralph Graf

| SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS - finaliste, Compétition Open, Travel, 2016, Allemagne.



© Ekaterina Yashenko

SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS - finaliste, Compétition Youth, Environment, 2016, Russie.



© Anne Helyar

■ SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS - finaliste, Compétition Youth, Environment, 2016, Hongrie.

LE FN APPELÉ À REMBOURSER 300 000€ AU PARLEMENT EUROPÉEN



BIDU

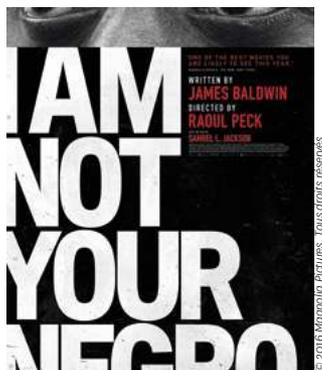
© Olivier Descombes

Bidu, de son vrai nom Olivier, est un cartooniste français. Passionné de bandes dessinées depuis sa jeunesse, il commence à dessiner à l'âge de 15 ans pour se moquer d'un peu tout. Ses sujets de prédilection sont les extrémistes politiques et religieux.

À REGARDER

JE NE SUIS PAS VOTRE NÈGRE

2017
Raoul Peck
États-Unis



Ayant remporté un fort succès auprès des critiques de l'autre côté de l'Atlantique, « Je ne suis pas votre nègre » est la reconstruction visionnaire du chef d'œuvre inachevé de l'écrivain et défenseur des droits civiques James Baldwin, « Remember this house » [Souviens-toi de cette maison], par le grand réalisateur Raoul Peck. Raoul Peck associe les mots de James Baldwin à des images d'archive pour dresser un portrait sans complaisance des relations interraciales dans l'Amérique du XXI^e siècle. Traçant une ligne qui va du mouvement pour les droits civiques à #BlackLivesMatter, « Je ne suis pas votre nègre » interroge la notion d'égalité dans une nation qui s'est justement construite sur l'idée de l'égalité des chances. Nominé aux Oscars dans la catégorie Meilleur documentaire, « Je ne suis pas votre nègre » est un incontournable pour tous ceux qui cherchent à comprendre la désillusion de la société américaine vis-à-vis de l'époque glorifiée de la lutte pour les droits civiques, ou ses échos sur le continent européen.

AVANT LE DÉLUGE

2016
Fischer Stevens
États-Unis



Avant le déluge n'est pas le premier film à montrer des images alarmantes des effets du changement climatique. Et ce ne sera sans doute pas le dernier. Toutefois, alors que vient de se terminer l'année la plus chaude que la Terre ait jamais connue depuis que des mesures sont effectuées, c'est un documentaire important sur l'impact des hommes sur le climat. Pendant trois ans, Leonardo Di Caprio et le réalisateur Fisher Stevens ont voyagé autour du monde pour s'entretenir avec des dirigeants mondiaux et des écologistes de l'étendue des dégâts provoqués par notre comportement, et de ce que nous pouvons faire dans la pratique pour y remédier.

The Progressive Post

 **Pensez Européen,**
Lisez  Européen !



Recevez 4 numéros par an pour seulement 10 € !

**LA PREMIÈRE ET LA SEULE
REVUE D'OPINION
PROGRESSISTE EUROPÉENNE**

EN TROIS LANGUES :
Allemand - Anglais - Français



INSCRIVEZ-VOUS EN LIGNE SUR
progressivepost.eu/subscribe



Envoyez votre **nom**, **adresse e-mail**, **adresse postale** et **langue** (français, anglais, allemand) ainsi que votre **paiement**

par courrier à :
Abomarque – The Progressive Post
CS 63656
31036 Toulouse - FRANCE

Contact :
progpost@abomarque.fr
+33 (0)5 34 56 35 60

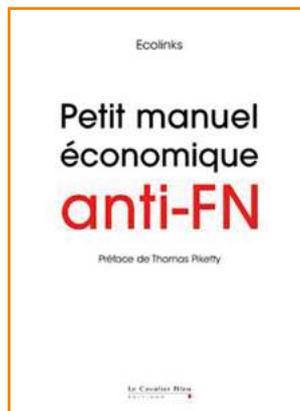


À LIRE

Petit manuel économique anti FN

by Ecolinks

Si le titre du livre appartient au registre de l'« agit prop », le contenu est le produit d'une analyse rigoureuse, menée par un collectif de chercheurs en économie et introduite par Thomas Piketty. Parmi ces universitaires, Remi Bazillier, professeur à l'université de Paris 1, est une signature bien connue de ceux qui assistent et participent aux travaux de la Feps. Sa spécialisation dans l'étude des marchés du travail et des problématiques des migrations en fait un observateur tout désigné de l'évolution des contenus des programmes de l'extrême-droite française. Mais l'ouvrage bénéficie également de l'apport de bien d'autres auteurs, dont Clémentine Garrouste ou encore Jérôme Héricourt. Ce « petit manuel » constitue une contribution importante à la compréhension de la popularité des propositions du Front National et à la déconstruction de celles-ci. La centralité, tant dans le discours de Marine Le Pen que dans celui de Donald Trump, des thèmes de l'immigration, mise en lien avec la création de chômage, et de la protection du marché intérieur contre des destructions d'emplois, plus vite imputées à la concurrence internationale qu'à un déficit d'investissement national, montre que les nouvelles droites du monde entier manifestent une capacité supérieure à celle de la gauche à comprendre un « esprit du temps » dominé par la peur de l'ouverture au monde. Cela ne signifie pas pour autant que ces droites de l'extrême détiennent les secrets d'une gouver-



nance adaptée aux enjeux du nouveau monde issu des révolutions de 1989 en Europe et de la montée en puissance de la Chine. La force du manifeste publié à Ecolinks tient au développement d'un argumentaire qui rappelle les constances du discours économique du Front national par delà les changements à la tête du mouvement et qui souligne les contradictions et les ambiguïtés des positions prises dans plusieurs dossiers. Ces contradictions sont notamment trouvées dans le discours budgétaire, et plus particulièrement dans l'oscillation « entre imprécations contre l'austérité et propositions allant, à l'inverse, dans le sens d'une plus grande rigueur budgétaire », l'austérité étant surtout dénoncée lorsqu'elle peut être présentée comme le résultat d'un « diktat » européen. Les ambiguïtés sont localisées dans le discours international : le Front national est-il un parti nationaliste d'un autre âge, incapable de comprendre la nécessité d'une intégration économique régionale ou une formation qui partage les ambiguïtés du Conservative party dans l'appréciation des gains et des risques d'un exit communautaire ? Le dernier mot appartient aux électeurs français, mais, s'ils s'en donnent la peine, la lecture du Manifeste d'Ecolinks les aura éclairés.

La double démocratie

Michel Aglietta, Nicolas Leron, Seuil, 2017

À l'heure où les critiques de l'Union européenne abondent, le livre de Michel Aglietta et Nicolas Leron se distingue par l'approche, qui relève du droit autant que des sciences économiques, et une volonté de contribuer au sauvetage d'un projet historique dans lequel ils voient, avant tout, une association de citoyens au travers d'institutions dont l'épuisement est patent. Entropie est le terme utilisé par les deux auteurs pour qualifier l'état de l'Union. Emprunté au vocabulaire de la thermodynamique, il désigne un phénomène d'accompagnement de la transformation par la dégradation. Transposé à l'actualité communautaire, il vise le contraste entre, d'une part, une constitutionnalisation des principes, principalement économiques, de l'UE et, d'autre part, un rejet de la construction politique au sein des nations. Sur ce dernier point, l'intérêt du livre tient à ce que plutôt que se limiter à acter le succès des « populismes », il examine l'opposition entre les juristes de la Cour de justice européenne et de cours constitutionnelles nationales quant au lieu et au titulaire de la souveraineté. Car pour Aglietta et Leron, « le système politique européen se caractérise par l'incertitude troublante quant à la localisation explicite du principe de souveraineté. La figure du souverain, ..., semble échapper au champ de vision des citoyens, voire se dissoudre dans un magma réglementaire ». Cette indéter-



mination du souverain aurait été compensée, à la faveur de la crise financière, par l'auto institution dans cette fonction de la Banque centrale européenne qui, installée à la seule fin de réguler l'inflation de la masse monétaire, s'est transformée à partir de 2010 en prêteur en dernier ressort des Etats. L'étape suivante du raisonnement d'Aglietta et de Leron s'écarte de la doxa de la gauche radicale. Plutôt que diaboliser une institution bancaire ou l'euro, ils invitent à considérer la monnaie non plus comme une marchandise à l'intérieur d'un échange capitaliste, mais un bien public qui tisse les liens entre les membres d'une communauté et pourrait constituer le socle d'une refondation de l'Union.

À RÉFLÉCHIR



Recommandations pour une approche fondée sur les droits du socle européen de droits sociaux

Membres de SOLIDAR

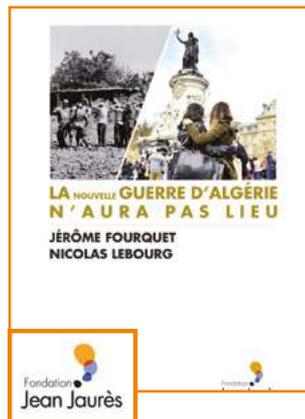
Ce rapport présente les principaux résultats et recommandations générales de l'Observatoire du progrès social SOLIDAR 2016 concernant la modernisation des systèmes de protection sociale et l'accès aux services au sein de l'UE. L'objectif de ces recommandations est de combler les lacunes du socle européen de droits sociaux sous sa forme actuelle afin de garantir une convergence sociale vers le haut au sein de l'UE, comme l'imposent l'article 9 du Traité sur le fonctionnement de l'UE et les engagements internationaux des États membres dans le domaine de la protection sociale. Le rapport conclut que les systèmes nationaux de protection sociale ne garantissent pas des conditions de vie décentes. L'accès à des services sociaux de qualité n'est pas garanti pour tous et est particulièrement limité pour les personnes vulnérables. SOLIDAR exige donc une approche fondée sur les droits qui fasse appliquer des normes sociales élevées accessibles à tous.



La politique hongroise en 2016

Gábor Györi, András
Bíró-Nagy, Zoltán Pogátsa

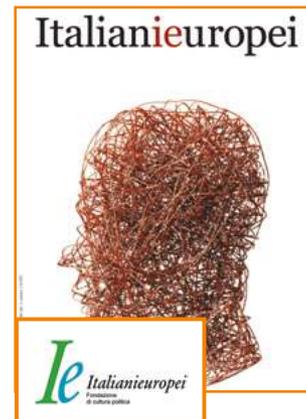
« Hungarian Politics in 2016 » constitue un panorama complet des évolutions, événements et tendances en Hongrie en 2016. L'ouvrage s'intéresse à cinq vastes sujets. La première partie analyse l'année écoulée du point de vue du gouvernement hongrois. Dans la deuxième, les auteurs s'intéressent aux partis d'opposition, à leur état actuel et à leurs perspectives. La troisième partie se concentre sur les affaires étrangères, en particulier sur la façon dont Viktor Orbán perçoit l'Europe. La quatrième examine dans le détail comment les politiques du Fidesz ont façonné l'économie. Enfin, la dernière partie traite de certains aspects clés de la société hongroise (les médias, les manifestations anti-gouvernement, la corruption). Le livre se conclut par une brève analyse des problèmes susceptibles de passer au premier plan en 2017.



La nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu

Jérôme Fourquet,
Nicolas Lebourg

Le 7 janvier 1957 signe le début de la bataille d'Alger, tandis que le 7 janvier 2015 la rédaction de Charlie Hebdo était décimée. La France est-elle en guerre ? Cette question est devenue récurrente. Les attentats de 2015 et 2016 ont plongé le pays dans une épreuve d'une intensité inégalée depuis plus de cinquante ans, amenant la résurgence du spectre de la guerre d'Algérie. Le retour de la guerre d'Algérie prenant la forme d'affrontements communautaires est une peur qui travaille la société française, qu'il s'agit d'analyser pour ne pas mélanger enjeux mémoriels et lutte contre le terrorisme.



Italianieuropei issue n. 5/6

Divers auteurs

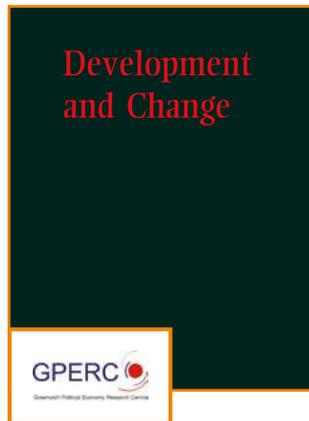
Dans ce numéro, Italianieuropei s'intéresse aux partis et mouvements politiques de gauche en Europe et au fondamentalisme islamique. Plus particulièrement, les articles de la première partie suggèrent que la gauche est capable d'enrayer la vague croissante de sentiments anti-establishment si elle endosse à nouveau son rôle essentiel de force capable de réduire les inégalités, de lutter contre la pauvreté et de garantir la dignité de travail. Dans la deuxième partie, l'accent est porté sur la présence de l'islam en Europe, l'ascension des musulmans dans la sphère publique et l'émergence des pratiques et des symboles religieux dans différents secteurs de la société, qui obligent l'UE dans sa dimension publique à revoir son programme commun de sécularisation.



Mondoperaio

Divers auteurs

Mondoperaio est une publication mensuelle fondée en 1948 par Pietro Nenni, actuellement dirigée par Luigi Covatta. *Mondoperaio* est composée de contributions d'intellectuels, d'universitaires et de dirigeants politiques de la sphère politique libérale et de centre-gauche. La revue a mené une campagne encourageant l'adhésion du parti démocrate au parti socialiste européen. Dans la catégorie « merito&bisogno » de son numéro de janvier, il ébauche un programme possible pour la réforme socialiste à mener aujourd'hui.



Inégalités de revenus et concentration de la richesse dans la dernière crise, *Development and Change*, 2017

Goda, T., Onaran, Ö.,
Stockhammer, E.

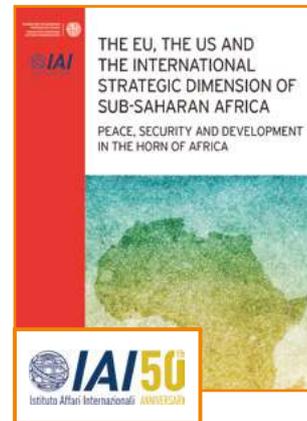
Cet article démontre que l'augmentation des inégalités de revenus et la concentration de la richesse mondiale ont été des catalyseurs de la crise financière et de la crise de la zone euro. Les inégalités de revenus importantes ont entraîné des déséquilibres de la balance des paiements ainsi que des niveaux d'endettement croissants. La concentration accrue de la richesse a contribué à la crise en ceci que la demande accrue de liquidités de la part des riches a joué un rôle dans la croissance du marché de crédit structuré et a conduit les foyers pauvres et de classe moyenne à s'endetter toujours plus. Nos conclusions suggèrent que la réponse politique à la crise ne doit pas se limiter à la régulation financière, mais doit également impliquer des politiques visant à répondre aux inégalités par l'augmentation du pouvoir de négociation de la main-d'œuvre et les politiques fiscales de redistribution.



Le Danemark sur la voie de la pauvreté

The Economic Council
of The Labour Movement (ECLM)

Le Danemark est l'un des pays les moins inégalitaires du monde, et pourtant même là-bas, le fossé entre les riches et les pauvres s'est creusé rapidement au cours des dernières années. Tandis que le revenu des Danois les plus riches augmente de façon remarquable, dans la pauvreté est lui aussi en hausse. Désormais, les 10 % les plus riches de la population danoise détiennent la même part de revenu que les 40 % les plus pauvres. Les inégalités croissantes au Danemark sont en partie dues à l'augmentation de l'écart de revenu, mais le système fiscal danois, moins redistributif depuis quelques années, est aussi en cause.



L'UE, les États-Unis et la dimension stratégique internationale de l'Afrique subsaharienne : paix, sécurité et développement dans la Corne de l'Afrique

Bernardo Venturi,
Nicoletta Pirozzi

L'importance stratégique de l'Afrique subsaharienne a augmenté considérablement au cours des dernières décennies, plusieurs acteurs internationaux s'étant engagés à des degrés divers mais de façon toujours plus considérable dans la région. Des pays comme le Brésil, la Chine, les États du Golfe et la Turquie ont une présence significative en Afrique, et certains d'entre eux ont aussi des liens historiques bien établis dans la région. Cette publication révisée vise à identifier le rôle de puissances extérieures clés dans la promotion de la paix, de la sécurité et du développement en Afrique subsaharienne. L'analyse porte sur la façon dont les pays africains développent leurs propres compétences pour traiter avec des partenaires multiples et gérer la nouvelle place qu'ils occupent. Une analyse concrète spécifique à la région, consacrée à la Corne de l'Afrique et en particulier à la Somalie, est également disponible.

 Lisez et téléchargez nos publications en ligne sur www.progressivepost.eu

À CUISINER

Inspirez-vous de ces recettes traditionnelles de Pâques venues de toute l'Europe.

DÉLICIES DE PÂQUES EUROPÉENNES

Finlande

PULLA — BRIOCHE TRESSÉE À LA CARDAMOME

Cette brioche épicée à la cardamome et saupoudrée de sucre et d'amandes est servie traditionnellement avec le café ou le thé à Pâques en Finlande.

1 1/3 tasse de lait chaud
2/3 tasse de sucre
4 cuill. à café de cardamome
3 œufs légèrement battus
6 1/2 tasses de farine
1 cuill. à café de sel
5 cuill. à soupe de beurre
1 cuill. à soupe de crème épaisse
2 sachets de levure
1 jaune d'œuf
Morceaux de sucre concassés
et amandes effilées

ŒUFS DÉCORÉS

Les œufs colorés sont une tradition dans la plupart des pays européens. En Ukraine, les œufs de Pâques ornés de motifs populaires traditionnels à l'aide d'une technique à base de cire sont appelés Pysanky.



Pays-Bas

ADVOCAAT LE LAIT DE POULE NÉERLANDAIS

Les œufs peuvent aussi servir à concocter des boissons ! La preuve avec cette boisson alcoolisée néerlandaise traditionnelle, à base de jaunes d'œufs.

10 jaunes d'œuf
1/2 cuill. à café de sel
1 1/3 tasses de sucre
1 1/2 tasse de brandy
ou de cognac (à remplacer
par du lait pour une
version sans alcool)
2 cuill. à café
d'extrait de vanille
Recouvrir de crème
fouettée et d'un peu de
cacao en poudre.



Abonnez-vous :

The
Progressive
Post



4 numéros | pour seulement
par an | **€10**

www.progressivepost.eu/subscribe



ISSN 2506-7664
3.00 €